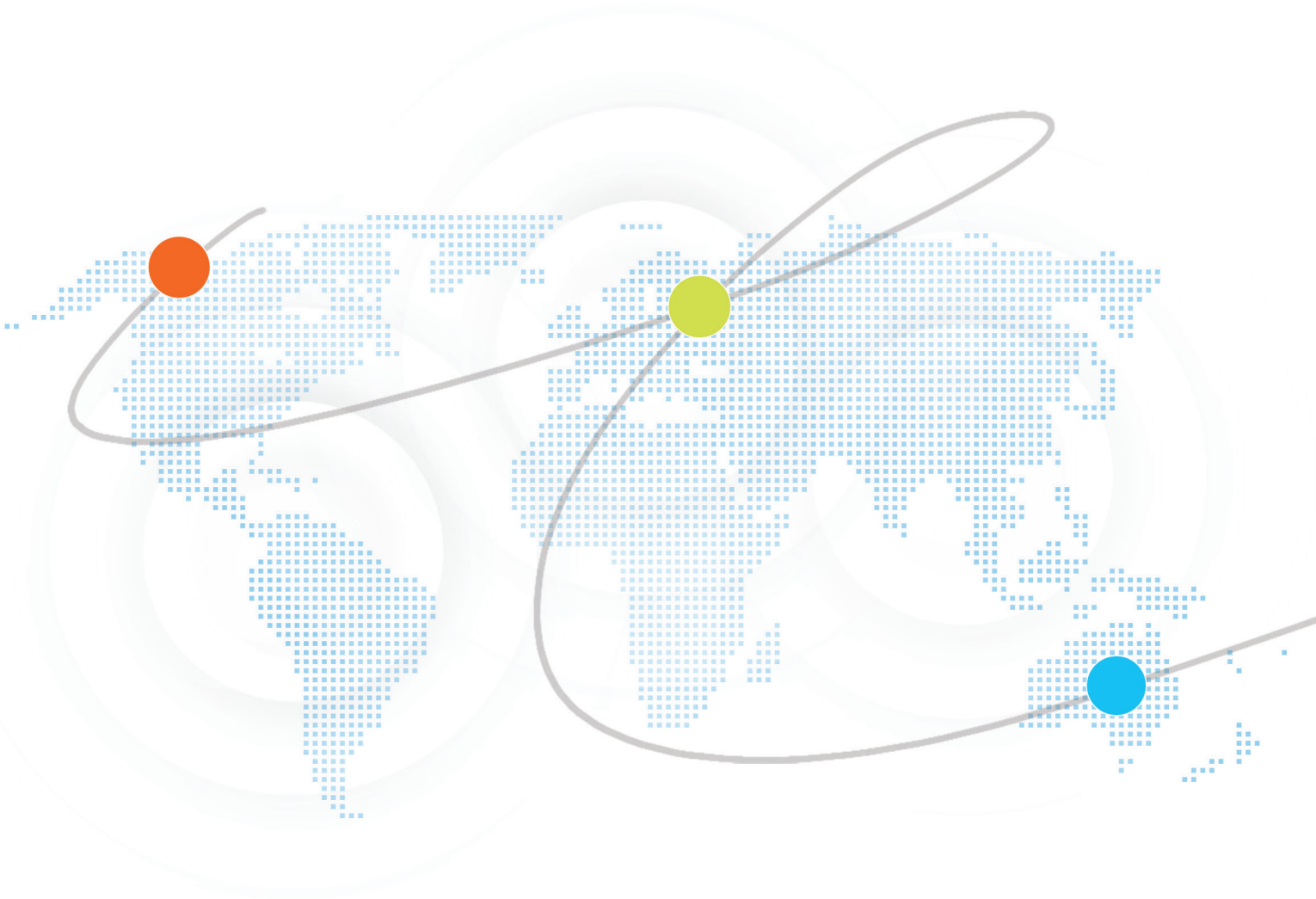
quadient



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2023

Au 31 juillet

Sommaire

1

COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE 1

1.1 Faits marquants 2
1.2 Événements postérieurs à la clôture 4
1.3 Compte de résultat 5
1.4 Actionnariat 12
1.5 Informations sur les parties liées 13
1.6 Facteurs de risques 13
1.7 Perspectives 26

2

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 31 JUILLET 2023 27

2.1 États consolidés semestriels résumés de la situation financière 28
2.2 Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés 35
2.3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 65

3

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 67

1 COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE

1.1 FAITS MARQUANTS 2

1.2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE 4

1.3 COMPTE DE RÉSULTAT 5

1.3.1 Décomposition historique du compte de résultats 5

1.3.2 Chiffre d'affaires consolidé 6

1.3.3 Chiffre d'affaires par zone géographique 9

1.3.4 Résultat opérationnel courant 9

1.3.5 Résultat opérationnel 10

1.3.6 Résultat net part du Groupe 10

1.3.7 Génération de trésorerie 10

1.3.8 Bilan d'ouverture 2023 11

1.3.9 Levier financier et position de liquidité 11

1.4 ACTIONNARIAT 12

1.5 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES 13

1.6 FACTEURS DE RISQUES 13

1.6.1 Cadre de maîtrise des risques 14

1.6.2 Description des facteurs de risque 16

1.7 PERSPECTIVES 26

Au premier semestre 2023, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 522,2 millions d'euros, en légère baisse de 0,3 % en données publiées par rapport au premier semestre 2022, et en progression organique de 2,0 % [1].

La part des revenus liés à la souscription du chiffre d'affaires Groupe reste élevée et s'établit à 71 %.

Au premier semestre 2023, le résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions atteint 68,1 millions d'euros, en hausse organique [2] de 8,0 % par rapport au premier semestre 2022. La marge opérationnelle courante hors charges liées aux acquisitions s'élève à 13,0 %.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 35,8 millions d'euros en hausse de 24,2 %.

1.1 Faits marquants

Quadient lance la machine à affranchir iX-1 aux États-Unis, pour les petites entreprises et le travail à domicile

Le 1er février 2023, Quadient a annoncé le lancement aux États-Unis de la machine à affranchir Quadient iX-1, un système d'affranchissement compact et puissant qui combine le traitement du courrier et des colis en une solution pratique conçue pour les petits environnements de travail.

La nouvelle Drop Box facilite les retours de colis au Royaume-Uni avec les consignes colis Parcel Pending de Quadient

Le 7 février 2023, Quadient a présenté une nouvelle fonctionnalité pour ses consignes intelligentes Parcel Pending *by* Quadient, la Drop Box, qui permet aux consommateurs de déposer facilement leurs colis retours et d'imprimer des étiquettes d'expédition si besoin.

L'enseigne nord-américaine Ferguson choisit les consignes Quadient pour faciliter et sécuriser le retrait de commandes

Le 13 mars 2023, Quadient a annoncé que Ferguson, un important distributeur nord-américain de produits d'infrastructure, plomberie, électroménagers, CVC (Chauffage, ventilation et climatisation) et plus encore, a déployé des consignes automatiques Parcel Pending by Quadient dans plusieurs de ses magasins, dont la nouvelle gamme de consignes Grand format, pour simplifier le retrait d'achats en magasin pendant et en dehors des heures d'ouverture. Ferguson compte plus de 1 500 points de vente aux États-Unis, couvrant l'ensemble des 50 États, dont un grand nombre proposant la mise à disposition des achats le jour même ou dès le lendemain.

Déjà plus de 20 000 clients pour SwitchTM, la plateforme sécurisée de courrier en ligne de Quadient pour les petites entreprises

Le 29 mars 2023, Quadient a annoncé la croissance de son activité de courrier digital, soutenue par SwitchTM, une plateforme cloud pour l'envoi en ligne de courriers d'entreprise, qui remplace les processus traditionnels d'impression et d'envoi de documents et offre un gain de temps précieux à ses utilisateurs.

Quadient annonce son éligibilité au dispositif PEA-PME

Le 31 mars 2023, Quadient a annoncé répondre aux critères d'éligibilité du dispositif PEA-PME tels qu'indiqués dans les dispositions de l'article L. 221-32-2 du Code monétaire et financier. En conséquence, les actions Quadient (QDT) peuvent à présent être intégrées au sein des comptes PEA-PME.

Un nouveau transporteur international rejoint le réseau ouvert de consignes colis de Quadient en France

Le 6 avril 2023, Quadient a annoncé la signature d'un nouveau contrat avec un transporteur international pour l'utilisation de son réseau ouvert de consignes colis connectées en France, aux côtés de Relais Colis, partenaire de longue date de Quadient dans ce domaine.

Quadient étend son réseau de consignes colis au Royaume-Uni avec deux nouveaux partenariats représentant plus de 1 000 sites

Le 12 avril 2023, Quadient a annoncé l'extension de son réseau ouvert de consignes colis au Royaume-Uni, avec deux nouveaux partenariats représentant plus de 1 000 sites potentiels pour accueillir les consignes Parcel Pending *by* Quadient :

- APCOA : Premier fournisseur de technologies et de solutions de mobilité pour les parkings au Royaume-Uni et en Irlande, travaillant dans les secteurs du transport, de la santé et de l'éducation, de la vente au détail et des collectivités locales ;
- Rontec : l'un des principaux acteurs du secteur des stations-service au Royaume-Uni, exploitant 264 stations-service sous les marques Esso, BP et Shell.

Quadient se classe Leader dans le rapport 2023 SPARK Matrix pour la gestion des communications clients

Le 17 avril 2023, Quadient a annoncé sa place de Leader Technologique dans la matrice SPARK Matrix™ : *Customer Communication Management*, 2023, publiée par Quadrant Knowledge Solutions.

Quadient lance un module basé sur l'IA pour accélérer les processus de rapprochement et de comptabilisation des encaissements

Le 26 avril 2023, Quadient a annoncé la disponibilité mondiale d'un nouveau module de lettrage, Advanced Cash Application, pour sa plateforme SaaS d'Automatisation Intelligente des Communications, offrant aux moyennes et grandes entreprises une solution complète d'automatisation des Comptes Clients (AR) de bout en bout.

1) Le chiffre d'affaires du premier semestre 2023 est comparé au chiffre d'affaires du premier semestre 2022, à taux de change constants (impact de change défavorable de 6,5 millions d'euros) duquel est déduit le chiffre d'affaires des activités Graphiques dans les pays Nordiques et de l'activité Shipping en France pour un montant consolidé de -5.3 millions d'euros sur la période.

2) La variation organique est calculée à taux de change constants, périmètre constant et en excluant l'impact IFRIC.

Quadient connecte sa solution comptes fournisseurs à Sage 100 pour enrichir et fluidifier le traitement des factures

Le 27 avril 2023, Quadient a annoncé que sa solution d'automatisation de la gestion des factures fournisseurs, Quadient Comptes Fournisseurs (AP) par Beanworks, est maintenant connectée à Sage 100, ERP de référence pour la gestion commerciale et comptable des PMEs.

Quadient fait son entrée dans le Gartner® Magic Quadrant™ pour les applications intégrées « Invoice-to-Cash »

Le 9 mai 2023, Quadient a annoncé avoir été reconnue pour la première fois par Gartner dans le Magic Quadrant™ pour les applications intégrées « Invoice-to-Cash » pour sa solution Quadient Comptes Clients (AR) par YayPay. L'évaluation reposait sur des critères spécifiques analysant l'exhaustivité globale de la vision de l'entreprise et sa capacité d'exécution.

Un Gartner Magic Quadrant fournit un positionnement concurrentiel graphique des fournisseurs de technologies, élaborés à partir de recherches rigoureuses et empiriques sur des marchés technologiques à forte croissance et où la différenciation entre les fournisseurs est nette. Ces études permettent aux entreprises de bénéficier d'analyses ciblées qui les informent sur la capacité de chaque acteur à répondre à leurs besoins spécifiques tant sur le plan opérationnel que sur le plan technologique.

Quadient décroche le statut Platinum d'EcoVadis pour la deuxième fois, et se place dans le 1 % des entreprises les plus performantes

Le 11 mai 2023, Quadient a annoncé avoir obtenu le statut Platinum d'EcoVadis pour la deuxième année consécutive. EcoVadis est un fournisseur de référence en matière d'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises, et le statut Platinum est la plus haute distinction accordée à 1 % des entreprises les plus performantes évaluées par EcoVadis dans chaque secteur d'activité. EcoVadis évalue plus de 100 000 entreprises dans plus de 175 pays à travers 200 secteurs d'activité, en se basant sur 21 critères de développement durable répartis en quatre thèmes principaux : Environnement, Travail et Droits de l'Homme, Éthique et Approvisionnement Durable.

Quadient franchit le cap des 200 consignes colis installées dans les universités américaines

Le 1er juin 2023, Quadient a annoncé avoir franchi le cap des 200 consignes colis installées sur des campus aux États-Unis qui sont de plus en plus confrontés à un nombre croissant de colis à distribuer. Aidés par les consignes Parcel Pending de Quadient, le processus de livraison est simplifié, ce qui leur permet de gagner du temps et économiser des ressources tout en améliorant l'expérience globale des étudiants et du personnel.

L'assureur santé PacificSource choisit Quadient pour renforcer les communications avec ses adhérents

Le 8 juin 2023, Quadient a annoncé que l'assureur santé américain PacificSource Health Plans a adopté Quadient Inspire pour limiter les processus manuels et les ressources informatiques nécessaires au développement et à la mise à jour des renouvellements de contrats, des documents relatifs aux régimes des adhérents et autres communications associées. Avec Quadient Inspire, PacificSource prévoit de réduire ses coûts et de gagner en efficacité grâce à l'automatisation, accélérant ainsi la création et la gestion de milliers de blocs et de modèles de contenu, et renforçant les communications avec les adhérents.

Renouvellement de la ligne de crédit *revolving* par anticipation et avec une nouvelle maturité en 2028

Le 16 juin 2023, Quadient a annoncé avoir mis en place une nouvelle ligne de crédit *revolving* (RCF) d'un montant de 300 millions d'euros. Cette ligne de crédit *revolving* a été négociée auprès d'un syndicat de sept banques internationales. Cette ligne de crédit *revolving* de 300 millions d'euros porte sur une durée initiale de cinq ans et arrivera à échéance en juin 2028. Elle est assortie d'une clause accordéon de 100 millions d'euros, permettant à la ligne d'atteindre 400 millions d'euros, sous réserve de l'accord des banques. La nouvelle ligne de crédit remplace la RCF existante de 400 millions d'euros non tirée, qui devait arriver à échéance en juin 2024.

NBT Norvège choisit Quadient pour moderniser son centre de production de courrier et répondre efficacement à la hausse des volumes de colis

Le 20 juin 2023, Quadient a annoncé la signature d'un important contrat avec une grande société de transport et de logistique en Norvège, NBT, pour la mise en place d'une ligne de production de courrier ultramoderne et sur mesure, capable de gérer efficacement jusqu'à 6 000 colis par heure et représentant un investissement de plus de 3 millions d'euros au total.

Quadient signe un Prêt Participatif Relance de 90 millions d'euros, à des conditions attractives, contribuant au financement de la croissance de sa plateforme d'équipements connectés

Le 20 juin 2023, Quadient a annoncé avoir signé un Prêt Participatif Relance (PPR) d'un montant de 90 millions d'euros. Mis en œuvre avec BNP Paribas, ce Prêt Participatif Relance a une maturité de huit ans et des conditions attractives. Il sera dédié au financement d'équipements connectés dans le cadre du modèle économique par abonnement de Quadient.

Quadient s'assure une place dans le Top 10 du palmarès des éditeurs de logiciels français Truffle 100

Le 28 juin 2023, Quadient a annoncé sa présence parmi les 10 premiers éditeurs de logiciels en France, d'après le palmarès Truffle 100 publié par Truffle Capital et teknowlogy group|CXP-PAC. Pour la septième année consécutive, Quadient se place dans le haut du classement établi sur la base des revenus liés aux ventes de logiciels soumis par les entreprises participantes.

Retrouvez l'intégralité du rapport Truffle 100 sur *https://www.truffle100.fr/*.

Quadient maintient sa place de *Leader* dans l'Aspire Leaderboard pour sa plateforme logicielle

Le 6 juillet 2023, Quadient a annoncé qu'elle s'est classée Leader dans plusieurs segments du Aspire LeaderboardTM récemment mis à jour, qui répertorie les meilleurs fournisseurs de logiciels de gestion des communications client (CCM) et de gestion de l'expérience client (CXM).

Quadient célèbre sa 1 000e consigne colis installée en France et accélère le déploiement de son réseau ouvert

Le 13 juillet 2023, Quadient a annoncé avoir dépassé la barre des 1 000 consignes colis automatiques en France. Ce succès est le fruit d'une collaboration étroite avec ses différents partenaires historiques, parmi lesquels l'opérateur de points relais Relais Colis et l'enseigne de sport Decathlon.

Quadient candidate au pilote de la DGFiP en vue d'être Plateforme de Dématérialisation Partenaire en 2024

Le 19 juillet 2023, Quadient a annoncé avoir déposé son dossier de candidature pour la phase pilote devant démarrer en janvier 2024, dans le cadre du processus d'immatriculation par l'administration fiscale en tant que « Plateforme de Dématérialisation Partenaire » (PDP). La phase pilote doit se faire avec des clients identifiés parmi les milliers d'entreprises françaises utilisatrices des solutions Quadient, pour préparer la mise en œuvre de la loi sur la dématérialisation des factures entrant en vigueur à l'été 2024.

Quadient : Bpifrance prend une participation d'environ 5% au capital de Quadient pour l'accompagner dans sa stratégie de transformation et de développement

Le 27 juillet 2023, Bpifrance annonce détenir près de 5% du capital et des droits de vote de Quadient. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie de Bpifrance d'accompagner sur le long terme des sociétés françaises en transformation et positionnées sur des segments d'avenir à forte croissance. Avec cette entrée au capital de Quadient, Bpifrance afirme sa confiance dans la stratégie de développement de la Société sur des marchés porteurs.

Quadient et Yamato Transport dévoilent les nouvelles ambitions de leur joint-venture pour renforcer leur leadership au Japon dans les années à venir

Le 31 juillet 2023, Quadient a annoncé le renouvellement de sa coentreprise de consignes colis intelligentes au Japon avec Yamato Transport. Créée en 2016, la joint-venture Packcity Japan est renouvelée avec un actionnariat inchangé : 51% détenus par Quadient et 49% détenus par Yamato Transport.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Quadient placé Leader pour l'automatisation des comptes clients et fournisseurs dans les rapports SPARK Matrix 2023

Le 7 août 2023, Quadient a été distingué en tant que leader dans deux nouveaux rapports concernant le marché des solutions logicielles d'automatisation comptable des comptes clients et fournisseurs. Édités par le cabinet de conseil Quadrant Knowledge Solutions, les deux rapports, respectivement SPARK Matrix™ Accounts Payable Automation 2023, dédié aux solutions d'automatisation des comptes fournisseurs et SPARK Matrix™ Accounts Receivable Applications 2023 pour les comptes clients, soulignent l'excellence technologique et l'impact déterminant des solutions logicielles de Quadient.

Quadient investit dans des fonctionnalités d'intelligence artificielle grâce aux services Microsoft Azure AI pour enrichir sa plateforme cloud

Le 24 août 2023, Quadient est fier d'annoncer l'intégration de sa plateforme Intelligent Communication Automation (ICA) avec Microsoft Azure AI, un portefeuille de services d'intelligence artificielle (IA) conçu pour les développeurs et les scientifiques des données, soutenu par un environnement sécurisé et des principes d'IA responsables. L'intégration de l'IA générative dans la plateforme *cloud* de Quadient contribuera davantage à transformer la façon dont les organisations s'engagent avec leurs clients.

Quadient s'associe à REPAY pour offrir des expériences de paiement exceptionnelles dans l'automatisation des comptes fournisseurs

Le 8 septembre 2023, Quadient annonce avoir conclu un partenariat technologique avec la société américaine Repay Holdings Corporation (NASDAQ : RPAY) (« REPAY »), un leader dans les solutions de paiement intégrées aux outils métier, basé à Atlanta. Ce partenariat permettra d'améliorer l'expérience de paiement des utilisateurs de la solution cloud d'automatisation des comptes fournisseurs (AP) de Quadient. REPAY facilite les paiements d'entreprises de nombreux secteurs d'activité en Amérique du Nord, notamment la distribution automobile, l'éducation, les services techniques, les administrations publiques et les municipalités, la santé, les médias, les syndics de copropriété ou encore l'hôtellerie.

Décarbonisation de la livraison : plus de 300 consignes colis Quadient s'ajoutent au réseau de points relais d'UPS France

Le 12 septembre 2023, UPS et Quadient annoncent leur partenariat stratégique donnant accès à UPS au réseau ouvert de consignes colis Quadient à travers la France. Cette collaboration permettra à UPS de compléter son réseau français de points relais, actuellement plus grand réseau d'Europe pour l'entreprise logistique, composé de plus de 6 150 UPS Access Points. Quadient, dont l'activité consignes colis compte déjà plus de 1 000 unités en France, continue de déployer son réseau ouvert aux différents acteurs de la logistique de colis.

Quadient enrichit sa solution cloud de communication client avec l'acquisition d'une technologie de formulaires intelligents

Le 18 septembre 2023, Quadient a annoncé le lancement de Quadient Inspire iForms, une nouvelle fonctionnalité de formulaires intelligents intégrée à sa solution de gestion de la communication client (CCM) Quadient Inspire, à la suite de l'acquisition de Daylight Automation [1].

Daylight Automation, anciennement FormHero, est une plateforme cloud low-code qui permet aux entreprises de créer et de déployer rapidement des solutions numériques personnalisées. Leur base de clients s'étend à des secteurs très orientés client, tels que la banque et l'assurance, et comprend trois grandes institutions financières au Canada. Les deux entreprises collaboraient étroitement depuis l'annonce de leur partenariat en 2022. Avec cette nouvelle capacité de formulaire intelligent, Quadient Inspire apporte de nouveaux bénéfices aux entreprises à la recherche de solutions cloud permettant de créer des expériences client attractives à grande échelle.

1) Du point de vue financier, cette acquisition n'est pas matérielle pour les résultats financiers de Quadient.

1.3 Compte de résultat

1.3.1 DÉCOMPOSITION HISTORIQUE DU COMPTE DE RÉSULTATS

(En millions d'euros)	S1 2023 (31 juillet 2023)		S1 2022 (31 juillet 2022)	
Chiffre d'affaires	**522,2**	**100,0 %**	**523,8**	**100,0 %**
Coût des ventes	(132,7)	(25,4) %	(138,8)	(26,5) %
Marge brute	**389,5**	**74,6 %**	**385,0**	**73,5 %**
Frais de recherche et développement	(31,1)	(6,0) %	(28,2)	(5,4) %
Frais commerciaux et de marketing	(140,0)	(26,8) %	(145,5)	(27,8) %
Frais administratifs et généraux	(90,6)	(17,3) %	(92,1)	(17,6) %
Frais de service et d'assistance	(56,2)	(10,8) %	(52,7)	(10,1) %
Intéressement, paiement en actions	(3,5)	(0,7) %	(1,3)	(0,2) %
Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions	**68,1**	**13,0 %**	**65,2**	**12,5 %**
Charges liées aux acquisitions	(3,4)	(0,6) %	(4,6)	(0,9) %
Résultat opérationnel courant	**64,7**	**12,4 %**	**60,6**	**11,6 %**
Charge pour optimisation des structures et autres charges opérationnelles	(5,7)	(1,1) %	(4,9)	(0,9) %
Résultat opérationnel	**59,1**	**11,3 %**	**55,7**	**10,6 %**
Résultat financier	(16,0)	(3,1) %	(14,1)	(2,7) %
Résultat avant impôt	**43,1**	**8,2 %**	**41,6**	**8,0 %**
Impôts sur les bénéfices	(5,9)	(1,1) %	(11,9)	(2,3) %
Quote-part de résultat des SME	(0,3)	(0,1) %	0,3	0,1 %
RÉSULTAT NET	**36,9**	**7,1 %**	**30,0**	**5,7 %**
Attribuable :				
• aux propriétaires de la société mère	35,8	6,8 %	28,8	5,5 %
• aux participations ne donnant pas le contrôle	1,1	0,2 %	1,2	0,2 %

1.3.2 CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 522,2 millions d'euros au premier semestre 2023, ce qui représente une croissance organique de 2,0 % par rapport au premier semestre 2022. En données publiées, le chiffre d'affaires a légèrement décru de 0,3 %, intégrant un effet de change négatif de 6,5 millions d'euros et un effet de périmètre négatif de 5,3 millions d'euros. Les changements de périmètre sont relatifs à la cession des activités Graphiques dans les pays Nordiques et à celle de l'activité Shipping en France, toutes deux intervenues en juin 2022.

1.3.2.1 Chiffre d'affaires consolidé et EBIT courant [1] par solution

En millions d'euros	S1 2023	S1 2022	Variation	Variation organique
Intelligent Communication Automation	119,6	108,0	+10,8 %	+11,8 %
Mail-Related Solutions[a]	357,9	366,8	(2,4) %	(1,4) %
Parcel Locker Solutions[a]	44,7	43,7	+2,2 %	+5,5 %
Autres solutions cédées en 2022	0,0	5,3	n/a	n/a
TOTAL GROUPE	**522,2**	**523,8**	**(0,3) %**	**+2,0 %**

(a) Les chiffres d'affaires de Mail-Related Solutions et Parcel Locker Solutions 2022 ont été corrigés pour refléter le fait qu'ils incluent désormais les activités précédemment comptabilisées dans les Opérations Annexes.

1.3.2.2 EBIT courant[b] et marge d'EBIT[b]

	S1 2023 publié		S1 2023 hors impact application règle IFRIC		S1 2022 publié	
En million d'euros	EBIT courant[c]	Marge d'EBIT[c]	EBIT courant[c]	Marge d'EBIT[c]	EBIT courant	Marge d'EBIT
Intelligent Communication Automation	(3,3)	(2,9) %	(2,9)	(2,5) %	(10,5)	(9,7) %
Mail-Related Solutions[a]	82,2	23,0 %	83,8	23,4 %	88,9	24,2 %
Parcel Locker Solutions[a]	(10,8)	(24,1) %	(10,6)	(23,7) %	(13,0)	(29,7) %
Other solutions divested in 2022	-	-	-	-	(0,0)	-
TOTAL GROUPE	**68,1**	**13,0 %**	**70,3**	**13,5 %**	**65,2**	**12,4 %**

(a) Les chiffres d'affaires de Mail-Related Solutions et Parcel Locker Solutions 2022 ont été corrigés pour refléter le fait qu'ils incluent désormais les activités précédemment comptabilisées dans les Opérations Annexes.
(b) Hors charges liées aux acquisitions.
(c) En 2023, l'EBIT courant (ou résultat opérationnel courant) hors charges liées aux acquisitions ainsi que la marge d'EBIT courant ont été affectés par l'application de la règle comptable IFRIC concernant les investissements dans les activités logicielles cloud qui représente un impact négatif de 2,3 millions d'euros. Il n'y a pas d'impact de l'application de la règle IFRIC au premier semestre 2022.

1.3.2.3 Intelligent Communication Automation

Le chiffre d'affaires de l'activité **Intelligent Communication Automation** a atteint 119,6 millions d'euros au premier semestre 2023. Il a enregistré une croissance organique de 11,8 % et une hausse de 10,8 % en données publiées par rapport au premier semestre 2022. Les revenus liés aux souscriptions ont connu une forte croissance organique, à +20,5 %. Ils représentent **80 % du chiffre d'affaires de l'activité Intelligent Communication Automation** du premier semestre 2023, une progression significative par rapport à la proportion de 74 % qui était la leur au premier semestre 2022. Illustrant la poursuite du développement de son offre en Europe, Quadient a enregistré une forte adoption de ses solutions cloudde gestion des comptes clients et fournisseurs, avec une accélération particulièrement marquée au Royaume-Uni au deuxième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2022.

La **proportion de clients abonnés en mode SaaS atteignait 81 % à la fin du premier semestre 2023** contre 78 % à la fin du premier semestre 2022. Alors que la transition vers un modèle d'abonnement SaaS se poursuit, le poids des ventes de licences de logiciels installés sur site a de nouveau baissé, représentant moins de 7 % du chiffre d'affaires de l'activité Intelligent Communication Automation au premier semestre 2023. Les revenus issus des services professionnels (13,6 % du chiffre d'affaires de l'activité Intelligent Communication Automation) ont également baissé, enregistrant un recul organique de 17,3 %. La baisse continue de ces revenus

1) Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions

est due au changement de modèle économique – l'intégration de nouveaux clients en mode cloud générant moins de services – ainsi qu'à une évolution du mix clients vers plus d'entreprises de taille moyenne.

A la fin du premier semestre 2023, la base de revenus récurrents annuels, qui constitue un indicateur avancé des futurs revenus liés aux souscriptions, s'élevait à 197,4 millions d'euros, en hausse par rapport aux 186,9 millions d'euros atteints à la fin l'exercice 2022, ce qui représente une croissance organique annualisée [1] de 16,1 **%** par rapport à la fin de l'exercice 2022. Le niveau des ventes de solutions d'automatisation de la gestion des comptes clients et fournisseurs auprès de clients existants (*up-sell*) a enregistré une croissance à deux chiffres au premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2022.

Pour ce qui concerne la nouvelle plateforme Quadient Hub, qui réunit l'automatisation des communications d'entreprise et celle de la gestion des cycles de paiement et d'encaissement sous une seule et même plateforme cloud, l'intégration des clients progresse à un rythme élevé avec environ 2 500 clients ayant déjà rejoint celle-ci depuis son lancement en avril 2023. Le Groupe reste concentré sur l'amélioration de l'offre de sa plateforme tant du point de vue de l'expérience client au travers de l'ajout de nouvelles applications que du point de vue du service proposé avec l'addition de nouvelles fonctionnalités. Quadient a, par exemple, récemment investi dans des fonctionnalités d'intelligence artificielle en s'appuyant sur les services de Microsoft Azure AI. L'intégration de l'intelligence artificielle générative au sein de la plateforme cloud de Quadient contribuera à la poursuite de la transformation de la façon dont les organisations échangent avec leurs clients. Quadient a par ailleurs lancé un module d'application fondé sur l'intelligence artificielle destiné à accélérer la collecte des créances clients. Pour continuer d'enrichir l'offre de sa plateforme cloud, Quadient a annoncé le 18 septembre l'acquisition de Daylight, une société qui était déjà partenaire. Daylight fournit une technologie de formulaires intelligents (i-forms), apportant davantage de flexibilité à la solution de communication client Inspire de Quadient. Avec l'intégration à part entière de Daylight au sein du Quadient Hub, la fonctionnalité de formulaires intelligents sera déployée à l'ensemble des solutions de la plateforme.

Au cours du deuxième trimestre 2023, les solutions SaaS de Quadient ont également reçu de nouvelles distinctions de la part de cabinets d'analyse indépendants. Ses solutions d'automatisation de la gestion des cycles de paiement et d'encaissement ont toutes deux été positionnées en tant que « Leader », l'une dans le rapport SPARK Matrix™ 2023 sur les applications de gestion des comptes clients et l'autre dans le rapport SPARK Matrix™ 2023 sur les applications de gestion des comptes fournisseurs.

Le **résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions** de l'activité Intelligent Communication Automation a atteint -3,3 millions d'euros au premier semestre 2023, soit un taux de marge opérationnelle [2] rapporté au chiffre d'affaires de -2,9 **%**. Hors impact lié à l'application de la norme IFRIC au premier semestre 2023, le taux de marge aurait atteint -2,5 **%** ce qui représente une forte amélioration de 7,2 points par rapport au taux de -9,7 **%** enregistré au premier semestre 2022 (il n'y avait pas d'impact IFRIC au premier semestre 2022).

La solide amélioration du taux de marge opérationnelle [1] au premier semestre 2023 confirme le redressement de la profitabilité observé depuis le point d'inflexion du premier semestre 2022. Une plus grande efficacité dans la commercialisation des solutions est en effet à l'origine de la forte croissance du résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions de l'activité Intelligent Communication Automation, malgré le maintien d'efforts soutenus en R&D et en développement produit. Cette amélioration devrait se poursuivre au second semestre 2023, portée par la profitabilité croissante de la base installée, la contribution de la hausse des revenus et un contrôle minutieux des coûts, tandis que l'impact négatif lié à l'évolution du modèle économique continue de s'atténuer.

1.3.2.4 Mail-Related Solutions

Le chiffre d'affaires de l'activité **Mail-Related Solutions** s'est élevé à 357,9 millions d'euros au premier semestre 2023, en repli organique de 1,4 **%** et en recul de 2,4 **%** en données publiées. Tandis que l'Amérique du Nord et le segment International ont enregistré de légères croissances par rapport au premier semestre 2022, les Principaux pays européens n'ont enregistré qu'un retrait limité grâce à une amélioration des performances au deuxième trimestre 2023 à la fois en France et au Royaume-Uni.

Les ventes d'équipement ont enregistré une baisse organique de 4,8 **%** au deuxième trimestre 2023, affectées par une base de comparaison élevée au deuxième trimestre 2022, en particulier en Amérique du Nord. La bonne performance réalisée au premier trimestre 2023 a cependant permis de limiter à -0,9 **%** la baisse organique des ventes d'équipement sur l'ensemble du premier semestre. Les investissements continus de Quadient dans le renouvellement de son offre produits soutient cette tendance positive comme en témoigne la pénétration croissante des nouvelles générations d'équipements innovants. Au cours du premier semestre 2023, Quadient a lancé avec succès aux Etats-Unis son nouveau modèle de système d'affranchissement i-X1, une machine dédiée aux petites entreprises et aux bureaux à domicile. Ce nouvel équipement connecté conjugue l'affranchissement de courrier et de colis. Il est essentiellement commercialisé en téléventes et par Internet. Tout comme le modèle i-X3, le modèle i-X1 répond à l'opportunité liée à la campagne de décertification actuellement menée par USPS, l'organisation postale américaine, destinée à décertifier tous les systèmes d'affranchissement qui ne seront pas compatibles avec le système Intelligent Mail Indicia (IMI) à la date du 31 décembre 2024. A la fin du premier semestre 2023, le taux de pénétration des nouvelles générations d'équipements a de nouveau progressé, atteignant 26,7 **%** de la base installée contre 19,9 **%** à la fin de l'exercice 2022.

1) Comparée à fin janvier 2023, la base de revenus récurrents annuels (ARR) à fin juillet 2023 a bénéficié d'un effet de change défavorable de 3,9 millions d'euros

2) Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions

Les revenus liés aux souscriptions, qui représentent 70 % du chiffre d'affaires de l'activité Mail-Related Solutions, ont également enregistré un repli organique limité de 1,5 % au cours du premier semestre 2023, grâce à la bonne performance enregistrée au deuxième trimestre. Celle-ci s'explique par la robustesse de la base installée ainsi que par la contribution positive des revenus liés à l'utilisation des équipements et par l'effet de l'indexation dont bénéficient les contrats pluriannuels.

Les forces commerciales de l'activité Mail-Related Solutions sont mobilisées pour continuer à développer la base installée tout en saisissant des opportunités de ventes croisées. Au cours du deuxième trimestre 2023, l'activité Mail-Related Solutions a enregistré de fortes commandes entraînant une augmentation du carnet de commandes à la fin du trimestre. L'activité a également remporté d'importants contrats au cours de la période. A titre d'exemple, Quadient a été sélectionné par la société de transport et de logistique NBT en Norvège pour lui fournir une ligne de production sur mesure afin qu'elle puisse gérer la hausse de ses volumes de colis. Le nouveau centre de tri intégré permet à NBT d'augmenter sa capacité de traitement de colis de 2 000 à 6 000 unités par heure. Cet équipement représente au total un investissement de plus de 3 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions** de l'activité Mail-Related Solutions a atteint 82,2 millions d'euros au premier semestre 2023, ce qui prend en compte un impact négatif lié à l'application de la nouvelle règle comptable IFRIC. Le taux de marge opérationnelle rapporté au chiffre d'affaires a atteint 23,0 %, soit 23,4 % hors impact de la règle IFRIC. La profitabilité de l'activité Mail-Related Solutions reste élevée et largement comprise dans la fourchette indicative de 22 à 24 % à moyen terme donnée par le Groupe, malgré des investissements dans les forces commerciales et une légère baisse de la marge brute.

Le résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions de l'activité Mail-Related Solutions devrait rester à un niveau solide sur l'ensemble de l'exercice 2023, soutenu par un contrôle serré des dépenses, par l'accent mis sur le taux d'équipements remanufacturés et par la pénétration croissante des nouvelles générations d'équipement de traitement du courrier.

1.3.2.5 Parcel Locker Solutions

Le chiffre d'affaires de l'activité **Parcel Locker Solutions** a atteint 44,7 millions d'euros au premier semestre 2023, en croissance organique de 5,5 % et en hausse de 2,2 % en données publiées par rapport au premier semestre 2022.

Les revenus liés aux souscriptions ont enregistré une croissance organique de 10,0 % au cours du premier semestre, une performance bien orientée grâce à la forte contribution de la base installée et au déploiement de contrats existants. Au cours du deuxième trimestre 2023, cette progression a été principalement tirée par la performance de la France et du Royaume-Uni qui ont enregistré une croissance à deux chiffres. Sur l'ensemble du premier semestre 2023, les revenus liés aux souscriptions ont représenté 61 % du chiffre d'affaires de l'activité Parcel Locker Solutions tandis que le taux d'utilisation des consignes est resté élevé, atteignant 57 %.

Les ventes d'équipement et de licences ont enregistré une légère baisse organique de 3,2 % au cours du premier semestre. Leur performance a souffert d'une base de comparaison élevée au deuxième trimestre 2022.

Au cours du deuxième trimestre 2023, des avancées significatives ont permis de sécuriser la future croissance de l'activité Parcel Locker Solutions :

- au Japon, Quadient et Yamato ont signé en juillet le renouvellement de leur co-entreprise Packcity Japan, maintenant leurs niveaux de détention respectifs inchangés (51 % Quadient / 49 % Yamato). De plus, Quadient a également conclu un nouveau contrat commercial avec Yamato fondé sur une rémunération par colis alors que le précédent contrat était basé sur un niveau de souscription fixe par consigne ;
- au Royaume-Uni, le développement du réseau ouvert de consignes colis intelligentes a connu de nouvelles avancées, avec notamment la quasi-finalisation du processus d'intégration des différents transporteurs. Quadient est désormais prêt à accélérer le déploiement de ses consignes grâce à la sécurisation d'emplacements de premier choix. Au cours du deuxième trimestre, de nouveaux accords ont été conclus notamment avec Homebase, ainsi qu'avec d'autres sites de premier plan, donnant à Quadient accès à une base de plus de 8 000 emplacements ;
- en France, Quadient va convertir une partie de sa base installée de click and collect en un réseau hybride associant réseau ouvert et click and collect grâce à un accord avec Auchan sécurisant 400 emplacements de premier choix en France. Le Groupe a également signé un contrat avec une autre importante foncière de commerce pour installer des consignes. Ces gains vont permettre une accélération du déploiement du réseau ouvert de consignes colis sur le territoire français au cours du second semestre 2023.

Quadient continue par ailleurs à développer et commercialiser de nouvelles lignes de produits innovants. Au cours du deuxième trimestre 2023, de nouvelles consignes chargeables par l'arrière ont été conçues pour répondre aux besoins des campus universitaires américains équipés de configurations de grande taille et permettre d'éviter des goulets d'étranglement entre le chargement et la collecte des colis.

À la fin du premier semestre 2023, la base installée de consignes colis intelligentes de Quadient atteignait environ 18 900 unités dans le monde contre environ 18 000 unités à la fin de l'exercice 2022. Grâce aux contrats signés récemment, Quadient anticipe une intensification du rythme d'installation des nouvelles consignes, le nombre de nouvelles installations devant plus que doubler entre le premier et le second semestre 2023 à la faveur de la montée en puissance de la stratégie de réseaux ouverts. Le nombre d'installations devrait ainsi décoller au Royaume-Uni, le déploiement du réseau français devrait également s'accélérer et l'extension de la base installée japonaise devrait reprendre son cours.

Le **résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions** de l'activité Parcel Locker Solutions a atteint -10,8 millions d'euros au premier semestre 2023 contre -13,0 millions d'euros au premier semestre 2022. Le taux de marge opérationnelle [1] rapporté au chiffre d'affaires

1) Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions

s'établit à -24,1 %. Hors impact négatif lié à la règle IFRIC, il atteint -23,7 % contre -29,7 % au premier semestre 2022, soit une robuste amélioration de 6,0 points.

L'amélioration de la marge opérationnelle[1] s'explique par la progression de la marge brute liée à un effet volume/mix positif ainsi qu'à des mesures de contrôle des coûts. La profitabilité devrait continuer à s'améliorer au cours du second semestre 2023 après une forte hausse déjà enregistrée tout au long du premier semestre. L'accélération du rythme de déploiement des consignes, la profitabilité croissante de la base installée et une gestion rigoureuse des dépenses devraient y contribuer.

Enfin, la profitabilité de la base installée continue à croître, passant de 12,5 % sur l'exercice 2022 à 13,7 % au S1 2023.

1.3.3 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'euros	S1 2023	S1 2022	Variation	Variation organique
Amérique du Nord	295,5	286,8	+3,0 %	+4,4 %
Principaux pays européens[a]	178,2	178,6	(0,2) %	(1,6) %
International[b]	48,5	58,4	(16,8) %	+1,1 %
TOTAL GROUPE	**522,2**	**523,8**	**(0,3) %**	**+2,0 %**

(a) Allemagne, Autriche, Benelux, France, Irlande, Italie, Royaume-Uni et Suisse.
(b) Le segment International regroupe les activités Intelligent Communication Automation, Mail-Related Solutions et Parcel Locker Solutions en-dehors de l'Amérique du Nord et des Principaux pays européens, ainsi que – au premier trimestre 2022 – les autres solutions cédées au Q2 2022 et précédemment enregistrées en Opérations Annexes.

Le chiffre d'affaires de l'**Amérique du Nord** (57 % du chiffre d'affaires du Groupe) s'est élevé à 295,5 millions d'euros, en croissance organique de 4,4 % et en hausse de 3,0 % en données publiées. Chacune des trois Solutions a enregistré une croissance organique positive au cours du premier semestre 2023. L'activité Intelligent Communication Automation a été le principal contributeur de cette performance avec une solide croissance organique à deux chiffres. La pénétration des solutions logicielles cloud a continué d'être fortement soutenue par le succès des ventes croisées auprès de la base de clients de Mail-Related Solutions. Les solutions d'automatisation des cycles de paiement et de recouvrement ont également bien performé dans cette zone géographique, contribuant à sa bonne performance. L'activité Mail-Related Solutions a bénéficié du succès des nouveaux produits récemment lancés répondant aux exigences de la campagne de décertification en cours menée par USPS. L'activité Parcel Locker Solutions a, quant à elle, enregistré une amélioration des installations dans le secteur résidentiel au deuxième trimestre.

Les **Principaux pays européens** (34 % du chiffre d'affaires du Groupe) ont réalisé un chiffre d'affaires de 178,2 millions d'euros, ce qui représente un repli organique de seulement 1,6 % et un retrait de 0,2 % en données publiées. Cette performance est due à :

- la contribution de l'activité Intelligent Communication Automation qui a bénéficié d'une forte adoption des solutions cloud de la plateforme Quadient Hub dédiées à l'automatisation de la gestion des comptes clients et fournisseurs, avec une accélération de la croissance au deuxième trimestre 2023 ;
- la contribution de l'activité Parcel Locker Solutions soutenue par la poursuite du déploiement de contrats existants ;
- et la résilience de l'activité Mail-Related Solutions.

Le segment **International** (9 % du chiffre d'affaires du Groupe) a atteint 48,5 millions d'euros, enregistrant une croissance organique de 1,1 %, malgré un ralentissement du déploiement de la base installée de consignes colis au Japon qui devrait cependant reprendre à la suite de la signature des nouveaux accords contractuels avec Yamato.

1.3.4 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le **taux de marge brute** a progressé, passant de 73,5 % au premier semestre 2022 à 74,6 % au premier semestre 2023, une augmentation qui résulte principalement d'un effet volume/mix favorable tant pour l'activité Parcel Locker Solutions que pour l'activité Intelligent Communication Automation, tandis que la baisse de l'activité Mail-Related Solutions s'est avérée limitée.

Le **résultat opérationnel courant (EBIT courant) hors charges liées aux acquisitions** a atteint 68,1 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 65,2 millions d'euros au premier semestre 2022, ce qui représente une hausse de 4,3 % en données publiées et de 8,0 % en organique [1]. L'EBIT courant [2] inclut un impact négatif de 2,3 millions d'euros dû à l'application de la règle comptable IFRIC concernant les investissements dans les activités logicielles cloud. La **marge opérationnelle courante hors charges liées aux acquisitions** s'établit à 13,0 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2023 contre 12,5 % au premier semestre 2022. Hors impact de l'application de la règle IFRIC, le **taux de marge opérationnelle hors charges liées aux acquisitions aurait atteint 13,5 %**. La profitabilité opérationnelle du Groupe a bénéficié d'une forte amélioration de la profitabilité

1) La variation organique est calculée à taux de change constants, périmètre constant et en excluant l'impact IFRIC.

des activités logicielles et consignes colis grâce à une augmentation de la marge brute et au contrôle des coûts. Elle a également profité de la baisse des frais de transport.

En l'absence d'opération significative de fusions et acquisitions au cours du premier semestre 2023, les **charges liées aux acquisitions** ont diminué, passant de 4,6 millions d'euros au premier semestre 2022 à 3,4 millions d'euros au premier semestre 2023. Le résultat opérationnel courant s'est ainsi établi à 64,7 millions d'euros au premier semestre 2023, incluant l'impact négatif de la nouvelle norme IFRIC, contre 60,6 millions d'euros au premier semestre 2022.

1.3.5 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Les **charges pour optimisation des structures et autres charges opérationnelles** ont atteint 5,7 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 4,9 millions d'euros au premier semestre 2022.

En conséquence, le **résultat opérationnel** a atteint 59,1 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 55,7 millions d'euros au premier semestre 2022.

1.3.6 RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le **coût net de l'endettement financier** a augmenté au premier semestre 2023, à 14,7 millions d'euros, contre 12,4 millions d'euros au premier semestre 2022. Cette augmentation est principalement liée à l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur la part de la dette à taux variable (soit environ un tiers de la dette de Quadient). Les **gains et pertes de change et autres éléments financiers** ont représenté une charge de 1,3 million d'euros au premier semestre 2023 contre une charge de 1,7 million d'euros au premier semestre 2022. Au total, le **résultat financier net** a représenté une charge de 16,0 millions d'euros au premier semestre 2023 contre une charge de 14,1 millions d'euros comptabilisée au premier semestre 2022.

La **charge d'impôt** a diminué, passant de 11,9 millions d'euros au premier semestre 2022 à 5,9 millions d'euros au premier semestre 2023, principalement du fait de la reconnaissance d'un produit d'impôt non-récurrent de 5 millions d'euros lié à un transfert interne de propriété intellectuelle. Le **taux d'imposition** ressort ainsi à 13,7 **%** au premier semestre 2023 contre 28,7 **%** au premier semestre 2022. Retraité du produit d'impôt non-récurrent, il aurait été comparable à celui du premier semestre de l'an dernier.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 35,8 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 28,8 millions d'euros au premier semestre 2022, en **hausse de 24,2 %.**

Le **résultat net par action** [1] ressort à 1,05 euro au premier semestre 2023 contre 0,75 euro au premier semestre 2022.

1.3.7 GÉNÉRATION DE TRÉSORERIE

L'**EBITDA** [2] a atteint 112,0 millions d'euros au premier semestre 2023, en légère hausse par rapport au premier semestre 2022 faisant ressortir une **marge d'EBITDA** de 21,5 **%** au premier semestre 2023 contre 21,3 **%** au premier semestre 2022.

La variation du **besoin en fonds de roulement** a généré une sortie nette de trésorerie de 57,3 millions d'euros au premier semestre 2023 contre un flux net négatif de 53,4 millions d'euros au premier semestre 2022, reflétant la saisonnalité défavorable du besoin en fonds de roulement à la fin du premier semestre. Les **créances de leasing** n'ont diminué que de 15,9 millions d'euros au premier semestre 2023 par rapport à une baisse de 18,0 millions d'euros enregistrée au premier semestre 2022, grâce à la résilience du portefeuille de leasing. Le **portefeuille de leasing et autres services de financement** atteint 575,5 millions à la fin du premier semestre 2023 contre 594,9 millions d'euros à la fin de l'exercice 2022, cette baisse reflétant à la fois la saisonnalité de l'activité et un effet de change défavorable. Sur une base organique, cela représente une baisse de 2,6 **%** par rapport à la fin de l'exercice 2022. A la fin du premier semestre 2023, le taux de défaut du portefeuille de leasing se situait autour de 1,2 **%**, contre 1,6 **%** à la fin de l'exercice 2022.

Les **intérêts financiers et impôts payés** ont atteint 34.8 millions d'euros au premier semestre 2023, représentant une forte hausse par rapport aux 14,7 millions d'euros payés au premier semestre 2022. La différence s'explique par le remboursement, enregistré au premier semestre 2022, des mesures exceptionnelles de report en arrière de déficits fiscaux dont le Groupe avait bénéficié aux Etats-Unis en 2020 ainsi qu'au premier semestre 2023, de l'impact de la hausse des taux d'intérêts.

Les **investissements en immobilisations corporelles et incorporelles** se sont élevés à 46.1 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 43.5 millions d'euros au premier semestre 2022. Les investissements de développement sont en légère baisse à 16,5 millions d'euros contre 18,7 millions d'euros au premier semestre 2022. Les investissements correspondant aux équipements placés en location ont crû, passant de 12,9 millions d'euros au premier semestre 2022 à 17,1 millions d'euros au premier semestre 2023, grâce au maintien d'un bon niveau de placement de matériels de courrier, ainsi qu'à un niveau plus élevé d'installations de consignes colis lié à la fois au déploiement des réseaux ouverts et à celui des contrats existants. Il est à noter que les investissements dans les équipements placés en location devraient croître au second semestre 2023. La

1) Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions.

2) Pour le premier semestre 2023, le nombre moyen d'actions est de 33 981 073.

3) EBITDA = Résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements corporels et incorporels.

baisse des investissements de maintenance à 6,7 millions d'euros, est principalement due à l'application de la nouvelle règle comptable IFRIC relative aux investissements dans les activités logicielles cloud. L'augmentation des investissements en contrats de location au sens de la norme IFRS 16 est liée, quant à elle, à de nouveaux baux de bureaux.

Au total, les **flux de trésorerie après investissements** ont baissé à -16.7 millions d'euros au premier semestre 2023 contre 13,1 millions d'euros au premier semestre 2022 qui avait bénéficié du remboursement des mesures exceptionnelles de report en arrière de déficits fiscaux aux Etats-Unis. Les flux de trésorerie après investissements devraient bénéficier au second semestre 2023 de la saisonnalité habituelle entre les deux semestres.

1.3.8 BILAN D'OUVERTURE 2023

Lors de la clôture des comptes du premier semestre 2023, le Groupe a identifié des irrégularités comptables et des pratiques non conformes aux procédures du Groupe imputables à l'équipe finance responsable des filiales italienne et suisse de Mail-Related Solutions. Celles-ci ont été détectées grâce aux mesures de réorganisation, et notamment de centralisation des fonctions support mises en place au premier semestre 2023, améliorant les contrôles en place, ce qui a permis au Groupe de réagir rapidement et efficacement à cette situation dès sa détection.

A ce stade, les mesures de vérification prises à la suite de la découverte de ces irrégularités comptables ont permis d'établir :

- l'implication active d'au moins deux personnes au sein de l'équipe finance responsable des filiales italienne et suisse de Mail-Related Solutions ;
- le cantonnement vraisemblable de ces irrégularités comptables à ces seules filiales locales ;
- ainsi que l'absence d'impact significatif sur les comptes de résultat de l'exercice 2022 et du premier semestre 2023.

En revanche, les résultats des investigations initiées, menées à la fois en interne et avec l'appui d'experts externes reconnus, ont conduit le Groupe à enregistrer des régularisations comptables relatives à des exercices antérieurs. En conséquence, un montant total d'environ -29 millions d'euros a été comptabilisé dans les capitaux propres [1] à l'ouverture du bilan de l'exercice 2023. Ce montant se décompose comme suit :

- ajustement des écarts constatés entre la comptabilité locale et les comptes consolidés pour un montant net de 8 millions d'euros ;
- provisions pour créances douteuses pour un montant de 14 millions d'euros en raison de l'application des règles comptables du Groupe ;
- annulation de l'ensemble des factures à émettre pour 7 millions d'euros.

Alors que les investigations se poursuivent, Quadient se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de ces pratiques comptables irrégulières. Les investigations étant toujours en cours, le Groupe ne peut pas exclure des impacts financiers additionnels dans les comptes 2023.

1.3.9 LEVIER FINANCIER ET POSITION DE LIQUIDITÉ

La **dette nette** s'élève à 746,0 millions d'euros au 31 juillet 2023 contre 736,7 millions d'euros au 31 janvier 2023 après ajustement pour corrections comptables mentionnées ci-dessus. En juin 2023, le Groupe a renouvelé sa ligne de crédit revolving d'un montant de 300 millions d'euros avec une nouvelle maturité de 5 ans. Cette nouvelle ligne est la première mise en place par Quadient intégrant des critères de performance liés à la RSE, basés sur les objectifs du Groupe en matière de réduction de ses émissions de CO_2. Par ailleurs, un Prêt Participatif Relance de 90 millions d'euros a également été signé en juin 2023. Le Groupe n'a **pas d'échéance de dette significative avant 2025**, date correspondant à la maturité d'un emprunt obligataire de 325 millions d'euros portant un coupon annuel de 2,25 **%**.

Le **levier financier** (ratio dette nette/EBITDA) est globalement resté stable à 3,1x [2] au 31 juillet 2023 contre 3,0x [2] au 31 janvier 2023. Hors leasing, le ratio de levier financier est également stable à 1,8x [2] au 31 juillet 2023 contre 1,8x [2] à la fin de l'exercice 2022 (31 janvier 2023). **Le Groupe reste focalisé sur l'atteinte de son objectif de levier financier de 1,75x [2] hors leasing au 31 janvier 2024.**

Au 31 juillet 2023, le Groupe disposait d'une solide **position de liquidité** d'un montant de 470,1 millions d'euros répartis entre 170,1 millions d'euros de trésorerie disponible et 300 millions d'euros de ligne de crédit non tirée arrivant à échéance en 2028.

Les **fonds propres** s'établissent à 1 066,9 millions d'euros au 31 juillet 2023 contre 1 052,4 millions d'euros[1] au 31 janvier 2023, montant ajusté des corrections comptables mentionnées plus haut. Le **ratio d'endettement** [3] est stable à 69,9 **%** au 31 juillet 2023.

1) Les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 1 082 millions d'euros au 31 janvier 2023 avant ajustement pour les corrections mentionnées précédemment

2) Données prenant en compte le norme IFRS 16.

3) Dette nette / fonds propres

1.4 Actionnariat

Quadient S.A. n'est pas contrôlé directement ou indirectement. Il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle.

À la connaissance de la Société, au 31 juillet 2023, la répartition des actionnaires de Quadient S.A. était la suivante :

	Nombre d'actions[a]	%	Droits de vote exerçables en assemblée générale[b]	%
Teleios Capital Partners GmbH [c]	4 763 400	13,819 %	4 763 400	13,853 %
Caisse des Dépôts et Consignations (SWF) [c][d]	1 803 048	5,231 %	1 803 048	5,244 %
Janus Henderson Investors UK, LTD [c]	1 582 200	4,590 %	1 582 200	4,601 %
The Vanguard Group, Inc. [c]	1 218 900	3,536 %	1 218 900	3,545 %
Wellington Management Company, LLP [c]	1 045 417	3,033 %	1 045 417	3,040 %
Management et salariés	272 723	0,791 %	272 723	0,793 %
Administrateurs non-exécutifs	34 244	0,099 %	34 244	0,100 %
Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	61 948	0,180 %	-	-
Actions propres détenues pour servir les plans d'actions gratuites	22 160	0,064 %	-	-
Autres actionnaires	23 664 872	68,66 %	23 664 872	68,824 %
TOTAL	**34 468 912**	**100,00 %**	**34 384 804**	**100,00 %**

(a) Le nombre d'actions composant le capital social est égal au nombre de droits de vote théoriques
(b) Ne comprenant pas les droits de vote attachés aux actions autodétenues
(c) Source : IHS Markit au 31 juillet 2023
(d) Indirectement par l'intermédiaire de Bpifrance Participations

À la connaissance du Groupe, au 31 juillet 2023, il n'existait aucun autre actionnaire, hormis ceux listés dans le tableau ci-dessus, détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 3 % du capital ou des droits de vote.

Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants survenus au cours du premier semestre 2023 :

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil
21/03/2023	Bpifrance Participations[a]	À la hausse du seuil des 3 % avec 3,03 % des droits de vote
11/05/2023	Bpifrance Participations[a]	À la hausse du seuil des 4 % avec 4,15 % des droits de vote
22/05/2023	M&G plc	À la baisse du seuil des 3 % avec 2,97 % des droits de vote

(a) Bpifrance Participations est contrôlée par Bpifrance SA, elle-même contrôlée conjointement à 49,2 % par la Caisse des Dépots et Consignations et à 49,2 % par l'EPIC Bpifrance.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS LÉGAUX

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil
02/05/2023	Janus Henderson Investors UK, LTD	À la baisse du seuil des 5 % avec 4,99 % des droits de vote
28/07/2023	Bpifrance Participations[a]	À la hausse du seuil des 5 % avec 5,23 % des droits de vote

(a) Bpifrance Participations est contrôlée par Bpifrance SA, elle-même contrôlée conjointement à 49,2 % par la Caisse des Dépots et Consignations et à 49,2 % par l'EPIC Bpifrance.

Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants survenus depuis le 1er août 2023 :

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES

Date	Nom du fonds d'investissement	Franchissement de seuil
09/08/2023	Bpifrance Participations[(a)]	À la hausse du seuil des 6 % avec 6,06 % des droits de vote
18/09/2023	VESA Equity Investment S.à r.l	À la hausse du seuil des 3 % avec 3,01 % des droits de vote
21/09/2023	Bpifrance Participations[(a)]	À la hausse du seuil des 7 % avec 7,04 % des droits de vote
26/09/2023	VESA Equity Investment S.à r.l	À la hausse du seuil des 4 % avec 4,05 % des droits de vote

(a) Bpifrance Participations est contrôlée par Bpifrance SA, elle-même contrôlée conjointement à 49,2 % par la Caisse des Dépots et Consignations et à 49,2 % par l'EPIC Bpifrance.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS LÉGAUX

Néant.

1.5 Informations sur les parties liées

Quadient S.A possède une participation de 35 % dans Docapost BPO IS et une participation de 24 % dans AMS Investissement. Les transactions avec ces sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas significatives.

1.6 Facteurs de risques

Quadient identifie les facteurs de risque auxquels elle est exposée à travers une approche formalisée de gestion des risques d'entreprise (ERM) basée sur le cadre de référence du système de contrôle interne et de gestion des risques, élaboré sous la supervision de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Les facteurs de risques présentés ci-dessous sont les risques auxquels Quadient est exposée à la date du Document d'Enregistrement Universel 2022, publié fin avril 2023, et considère qu'ils pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, ses perspectives ou sa réputation, s'ils se produisaient. La liste de ces risques n'est toutefois pas exhaustive et d'autres risques, inconnus à la date du document d'enregistrement universel, pourraient survenir et avoir un effet négatif sur l'activité de la Société.

L'année 2022 a été marquée par un retour à une inflation plus élevée causée en partie par l'effet du conflit entre l'Ukraine et la Russie, mais aussi, après deux ans de pandémie de Covid-19, par une demande croissante d'énergie et de matières premières. Plusieurs épisodes de sécheresse ont eu un impact sur le rendement de certaines cultures, plusieurs crises de santé animale comme la grippe aviaire, ou encore des difficultés économiques comme les pénuries de main-d'œuvre ont entraîné une augmentation des coûts avec un impact sur les prix de certains produits et services. Cette situation a déjà contribué à l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières et a provoqué des retards, voire des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Cette situation génère potentiellement des risques exogènes augmentant l'incertitude et la criticité de certains risques qui pourraient affecter les performances opérationnelles et financières de la Société.

1.6.1 CADRE DE MAÎTRISE DES RISQUES

Méthodologie d'analyse des risques

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques d'entreprise (ERM), Quadient révise chaque année sa cartographie globale des risques en adressant ceux qui sont les plus matériels pour l'entreprise d'un point de vue stratégique, opérationnel, financier, développement durable, juridique, éthique et de conformité. À cet égard, un cadre de gestion des risques, sous la responsabilité du directeur de la conformité, a été mis en place pour assurer :

- l'identification et l'évaluation des différents risques encourus par la Société dans le cadre de ses activités ;
- l'appréciation du niveau de maturité de la gestion de chaque risque sur la base de l'existence et de la mise en œuvre de politiques et moyens de contrôle (structures organisationnelles, processus, procédures) ;
- la définition et le suivi des principaux plans d'actions correctives engagés pour atténuer ces risques.

Le processus de gestion des risques d'entreprise ERM se décompose en trois étapes :

1. Analyse du contexte et collecte de données

La première étape du processus ERM commence par l'analyse du contexte interne et externe de l'entreprise afin d'examiner les changements en termes d'activité, de stratégie, de finance et d'autres facteurs susceptibles de présenter un risque émergent pour Quadient ou d'avoir un impact significatif sur les risques déjà existants. Vient ensuite la collecte de données et d'informations pertinentes, telles que les indicateurs de performance clés, les résultats d'enquêtes, les incidents, les résultats des évaluations des risques locaux, les résultats d'audits, provenant des responsables opérationnels et des experts, pour rendre compte de l'évolution (positive ou non) des risques et leur niveau de contrôle.

2. Mise à jour de l'analyse et de l'évaluation des risques

Cette deuxième étape débute par la mise à jour des cartes de risques établies pour chacun des risques existants identifiés à l'étape précédente. Elle consiste à passer en revue avec les propriétaires des risques les causes potentielles, les facteurs aggravants ou limitants, les conséquences des risques et à analyser les données collectées à l'étape précédente pour mettre à jour l'évaluation des risques. Cette évaluation est basée sur la probabilité d'occurrence qui se caractérise par une fréquence sur une échelle à 4 niveaux et sur l'impact qui caractérise l'effet sur la stratégie, les finances, la réputation ou la capacité de l'entreprise à se conformer aux lois et règlements, également sur une échelle à 4 niveaux. Ces deux critères permettent de positionner les risques sur une matrice des risques et donc de déterminer leur niveau de criticité parmi les 4 niveaux suivants : faible, moyen, élevé et très élevé.

3. Examen des mesures de contrôle existantes et définition des plans d'action d'atténuation

La troisième étape du processus consiste en l'examen et la mise à jour des mesures de contrôle existantes également répertoriées sur les fiches de risques. Les données collectées lors de la première étape permettent aussi de vérifier l'adéquation et l'efficacité de ces contrôles. À cet égard, un troisième critère est utilisé pour évaluer leur niveau de maturité. En le croisant avec le niveau de criticité de chaque risque, celui-ci permet de positionner le risque sur une matrice de priorisation des plans d'actions d'atténuation à mettre en œuvre.

Gouvernance et organisation des risques

Le programme de gestion des risques d'entreprise de la Société est piloté par la Direction Générale à travers son comité des risques et de la conformité, présidé par le Directeur Général de la Société. Ce comité est composé du directeur financier, du directeur des ressources humaines, du directeur de la transformation, du directeur du contrôle interne et de l'audit interne et du directeur de la responsabilité sociale d'entreprise et de la conformité. Ils se réunissent chaque trimestre (plus souvent si les circonstances l'exigent) pour s'assurer du bon déroulement du processus ERM décrit ci-dessus, définir les grandes orientations de la Société en matière de gestion des risques et décider des actions à prendre pour les risques jugés inacceptables et enfin suivre l'avancement de ces actions et programmes de conformité.

Cette démarche est pilotée par le directeur de la RSE & conformité avec le directeur du contrôle interne et de l'audit interne en s'appuyant sur :

- les moyens des équipes solutions, opérations et fonctions support en charge de la mise en œuvre des mesures de contrôle de 1er niveau (ex : contrôles effectués par les collaborateurs et leurs managers dans le cadre de leurs activités) assurant le respect des politiques globales applicables et des normes internes fixées afin de maîtriser les risques de la Société ;
- les ressources du centre de conformité ou des équipes d'excellence et de conformité locales, composées d'experts dans les domaines de la sécurité de l'information, de la confidentialité des données, du juridique, de l'éthique, de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité et du social, en charge de la mise en œuvre du 2ème niveau des mesures de contrôle (par exemple, contrôles spécifiques aux programmes de conformité réglementaire tels que la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent, la protection des données) ;
- les ressources de l'équipe de contrôle interne et d'audit interne chargées d'effectuer le 3ème niveau des mesures de contrôle à travers des revues et des audits internes réguliers du dispositif de contrôle interne pour l'évaluer en termes d'efficacité, de cohérence et d'exhaustivité, de prendre des actions correctives en cas d'écart et de surveiller leur mise en œuvre ;
- les auditeurs externes, notamment les commissaires aux comptes font également partie de la 3ème ligne de contrôle.

En 2021, le Compliance Center of Excellence a développé un processus commun et une méthodologie fondée sur un outil digital Gouvernance Risques et Contrôle (GRC) permettant :

- la consolidation des risques majeurs de tous les sites, régions et métiers ;
- la divulgation des politiques, procédures et normes de Quadient à tous les employés ;
- la gestion des audits de conformité et des actions correctives.

Le Centre d'Excellence Conformité travaille avec tous les départements de Quadient et plus particulièrement avec l'équipe Contrôle Interne et Audit Interne afin de :

- faire le lien entre les risques identifiés et les politiques, processus, normes, programmes de conformité de Quadient et proposer des modifications le cas échéant ;
- contribuer à la définition du programme annuel d'audit interne ;
- utiliser les résultats des audits internes réalisés pour enrichir les évaluations des risques menées au sein de l'entreprise.

En vérifiant les processus clés de la Société, l'Audit Interne donne l'assurance que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ont été mises en place et sont efficaces.

La cartographie globale des risques a été mise à jour entre décembre 2022 et mars 2023, validée par le Comité des Risques de la Direction Générale et présentée au Comité d'Audit du Conseil d'Administration fin mars 2023.

Principaux programmes des dispositifs de maîtrise des risques

Depuis 2021, des analyses de risques plus granulaires ont été réalisées au niveau de certaines fonctions ou de certains sites pour des risques spécifiques et elles alimentent l'évaluation globale des risques. Les principaux risques couverts sont décrits ci-après.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES RSE

Les risques environnementaux et sociétaux sont revus chaque année par l'équipe RSE. Les plus significatifs font partie de la cartographie globale des risques et sont présentés de manière plus détaillée au chapitre 5 « déclaration de performance extra-financière » du présent document. En 2023, Quadient entend mettre à jour son analyse de matérialité conformément au règlement CSRD et aux principes de la double matérialité afin d'identifier les risques et opportunités les plus matériels pour l'entreprise en fonction de leurs impacts sur l'environnement et la Société et des impacts financiers pour l'entreprise et ses parties prenantes.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CORRUPTION ET DE POTS-DE-VIN

En mars 2022, le centre d'excellence Conformité a mis à jour l'évaluation des risques de corruption et de pots-de-vin de l'entreprise avec le soutien de responsables opérationnels issus de différentes fonctions, pays et métiers. Une vingtaine de scénarios de risques différents ont été identifiés avec des impacts et des probabilités d'occurrence différents selon les régions/pays et les fonctions concernées. Les résultats ont été présentés au Comité des Risques de la Direction Générale en avril 2022, audités par l'audit interne en juillet 2022 et présentés au Comité d'Audit du Conseil d'Administration en janvier 2023.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CONCURRENCE

L'évaluation détaillée des risques concurrentiels a également été mise à jour par le centre d'excellence Conformité en mars 2022 impliquant principalement les équipes de développement commercial et finance des différents pays où la Société opère. Environ 8 scénarios de risques différents ont été identifiés dans les activités de la Société. Quant à l'évaluation des risques liés à la concurrence, les résultats de cette évaluation ont également été présentés au comité des risques de la Direction Générale en juillet 2022.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES LIÉS À LA CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

L'évaluation détaillée des risques en matière de confidentialité des données a été mise à jour pour la dernière fois en février 2023 par l'organisation de protection des données de Quadient. Il prend en compte tous les risques pouvant entraîner une perte ou une violation de données, ainsi que le respect des lois sur la confidentialité dans le monde entier. Le résultat de cette évaluation des risques alimente la cartographie globale des risques de l'entreprise et a été présenté au *Data Council*, le comité directeur supervisant l'efficacité du programme de conformité de la Société à la confidentialité et à la sécurité des informations.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES SÉCURITÉ DE L'INFORMATION ET CYBER

L'évaluation détaillée des risques liés à la sécurité de l'information et au cyber-risque a également été mise à jour en 2022 sous la supervision du directeur digital gérant l'organisation de la sécurité de l'information pour les infrastructures et les actifs informatiques de la Société. Chaque métier complète cette évaluation des risques par une autre couvrant l'infrastructure informatique et les applications utilisées par ses propres équipes, mais également celles utilisées pour les services vendus aux clients de la Société. De même, en ce qui concerne les risques liés à la confidentialité, le *Data Council* surveille l'efficacité du programme de conformité en matière de sécurité de l'information, qui est également porté à l'attention du comité d'audit et du conseil d'administration.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES TIERS

Depuis 2021, le centre d'excellence Conformité a mis en place une plateforme de gestion des risques liés aux partenaires tiers. Cette plate-forme permet à l'équipe de conformité d'effectuer des contrôles d'intégrité et d'évaluer le risque avec des tiers en fonction de plusieurs critères tels que les dépenses, l'indice de perception de la corruption, la catégorie de tiers, etc. En fonction du niveau de risque, la Société a établi divers questionnaires, qui sont utilisés pour son processus d'intégration et de diligence raisonnable.

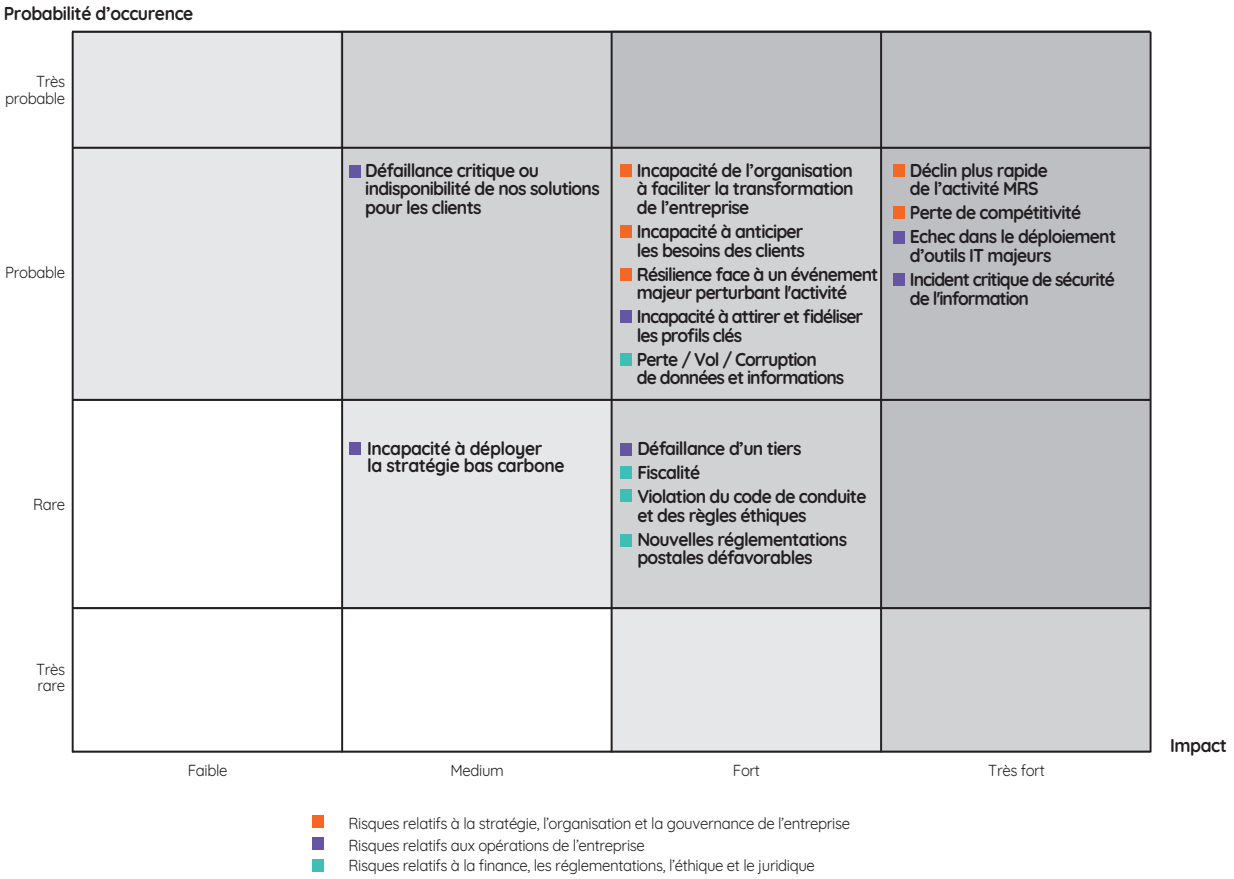
1.6.2 DESCRIPTION DES FACTEURS DE RISQUE

Synthèse des facteurs de risque

Chaque année, la Société met à jour sa cartographie globale des risques qui synthétise les principaux risques en termes d'impact et de probabilité. Les risques sont classés selon les catégories suivantes :

- les risques liés à la stratégie, à l'organisation et à la gouvernance de l'entreprise ;
- les risques liés à l'activité de l'entreprise ; et
- les risques liés à la finance, aux évolutions réglementaires, à l'éthique et au juridique.

Ces catégories ne sont pas classées par ordre d'importance. Toutefois, au sein de chaque catégorie, les facteurs de risques sont présentés par ordre décroissant d'importance déterminé par la Société à la date du document d'enregistrement universel 2022 sur la base d'une appréciation de leur probabilité et de leur impact potentiel. L'appréciation portée par la Société sur ce classement en termes d'importance peut toutefois être modifiée à tout moment, notamment en fonction de nouveaux événements extérieurs ou internes à la Société. Par ailleurs, même un risque actuellement considéré comme de moindre importance pourrait avoir un impact significatif sur la Société s'il devait se matérialiser à l'avenir. Le graphique ci-dessous représente les risques majeurs identifiés lors de la dernière mise à jour de l'analyse des risques. Cette cartographie globale des risques a été revue par le Comité d'audit de la Société ainsi que par le Conseil d'administration.



Risques liés à la stratégie, à l'organisation et à la gouvernance de l'entreprise

BAISSE PLUS RAPIDE QUE PRÉVU DE MAIL-RELATED SOLUTIONS

Description du risque

Les volumes de courrier sont en baisse dans tous les pays où la Société opère et l'activité Mail-Related Solutions (MRS) est caractérisée par un déclin déjà identifié. Quadient s'attend à un déclin organique moyen meilleur que (5) % sur la période 2021-2023. Cependant, le rythme de cette baisse pourrait s'accélérer, rendant plus difficile pour la Société le financement de ses nouveaux relais de croissance, Intelligent Communication Automation (ICA) et Parcel Locker Solutions (PLS).

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- stratégique ;
  - la baisse accélérée du chiffre d'affaires pourrait avoir un impact négatif sur la génération d'EBIT de MRS compromettant la capacité à investir dans de nouveaux relais de croissance (ICA, PLS) ;
- financier ;
  - la baisse de la marge générée par le Groupe.

Mesures de maîtrise des risques

Dans le cadre de la stratégie « Back to Growth », la Société cherche à anticiper au maximum la vitesse de décroissance de l'activité MRS pour prévoir le financement de son redéploiement vers de nouveaux relais de croissance que sont les activités digitales (ICA) et les consignes colis (PLS). Ainsi, la Société cherche à stabiliser sa position mondiale et atténuer le déclin du marché du courrier en s'efforçant d'acquérir une plus grande partie de celui-ci. Quadient détient une part de marché de 25 % en unités et de 33 % en chiffre d'affaires à l'échelle mondiale.

En termes d'offre de produits MRS, Quadient continue d'investir en R&D dans le renouvellement de sa gamme de produits et d'innover en introduisant de nouveaux matériels intelligents associés à des services digitaux via une plate-forme *SaaS*. Par exemple, Quadient a lancé de nouvelles solutions telles que *Simply mail* SMART et *Doc Secure* ainsi que AIMS permettant de gérer la confidentialité des données et la traçabilité des envois de courrier. Avec ces nouvelles offres, Quadient vise également à maximiser les ventes croisées avec les lignes métiers ICA et PLS.

PERTE DE COMPÉTITIVITÉ

Description du risque

Quadient est un acteur mondial des solutions liées au courrier (MRS), de l'automatisation de la communication intelligente (ICA) et des consignes colis automatiques (PLS) et la Société doit répondre aux demandes des clients de plus en plus complexes dans une grande variété de secteurs. Sur MRS, Quadient est en concurrence avec deux autres acteurs internationaux : Pitney Bowes, coté à la Bourse de New York avec l'Amérique du Nord comme marché principal et Francotyp Postalia coté à la Bourse de Francfort avec l'Allemagne comme marché principal. Sur Intelligent Communication Automation (ICA) et Parcel Locker Solutions (PLS), l'environnement concurrentiel de la Société s'élargit et comprend plusieurs autres acteurs tels que des startups tech ou *fintech* renforcées par la présence de fonds à forte intensité de trésorerie ou des leaders mondiaux à fortes capacités d'investissement capables de développer l'activité sans compter. Par conséquent, Quadient évolue dans un environnement extrêmement concurrentiel, dans lequel la capacité à innover et à adapter les solutions aux besoins de ses clients est une priorité majeure pour la Société. L'expansion et la complexité croissante de cet environnement concurrentiel pourraient obliger la Société à réduire ses prix, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les revenus et les résultats.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- financier ;
  - incapacité à générer un chiffre d'affaires suffisant pour compenser la baisse de l'activité historique (MRS) ;
- stratégique ;
  - perte de parts de marché et d'activités,
  - incapacité à réaliser avec succès la transition décrite dans la stratégie « Back to Growth »,
  - perdre la spécialisation dans chacune des trois solutions.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient est organisé autour de secteurs d'activité dédiés à chacune de ses activités, MRS, PLS et ICA, qui bénéficient tous d'employés et de partenaires en contact direct avec les clients au sein des opérations de l'entreprise pour comprendre et répondre rapidement aux clients, en utilisant des méthodologies et des processus agiles pour la conception et le développement de produits pour leur apporter la meilleure solution en fonction de leurs besoins.

De plus, les lignes métiers sont soutenues par l'équipe Market Intelligence chargée d'analyser la concurrence et de fournir des données aux directeurs des solutions et à l'équipe de direction de chaque ligne métier. Ces analyses concurrentielles sont revues chaque trimestre lors des revues opérationnelles de chacune des lignes de solutions pour évaluer les risques de perte de compétitivité, décider des actions à entreprendre et suivre leur évolution. Ce sujet important est également débattu avec le Comité stratégie et RSE et avec le Conseil d'administration.

Depuis 2019, Quadient a recentré son portefeuille d'activités et de solutions pour devenir un leader sur chacun des marchés en croissance qu'il dessert. Grâce aux acquisitions successives de Parcel Pending, YayPay et Beanworks, la Société a renforcé son offre notamment dans les métiers PLS et ICA.

La Société continue également d'investir et d'innover dans ses 3 métiers pour renouveler son portefeuille de produits et de solutions. Par exemple, la ligne d'activité MRS a lancé des solutions innovantes regroupant des applications numériques avec du matériel intelligent telles que *Simply mail Smart*, *Doc Secure* et la solution AIM pour assurer le plus haut niveau d'intégrité du courrier grâce à un logiciel de traitement basé sur des fichiers et permettre le contrôle de toutes les étapes du process de traitement de courrier. Pour l'activité PLS, la Société a mené une réflexion approfondie sur sa stratégie de différenciation et Quadient se positionne désormais comme un acteur capable de proposer aux

transporteurs, commerçants et particuliers, des consignes où chacun peut déposer ses colis. Pour l'activité ICA, la Société a décidé de combiner ses solutions logicielles de gestion de l'expérience client et d'automatisation des processus métier en une véritable plate-forme de communication d'entreprise mondiale de bout en bout basée sur le *cloud*.

Enfin, les solutions de Quadient sont régulièrement reconnues par des cabinets de conseil ou des cabinets d'études spécialisés dans nos métiers. Par exemple, Quadient a été positionné comme leader dans l'Aspire LeaderboardTM 2022 des fournisseurs de gestion des communications client (CCM) et de gestion de l'expérience client (CXM). C'est la cinquième année consécutive que Quadient obtient cette distinction. Aspire, une société de conseil internationale de premier plan spécialisée dans les industries CCM et CXM, propose cinq grilles interactives dans son classement 2022, classant les fournisseurs dans des catégories pour aider à identifier la meilleure solution pour répondre aux besoins actuels et futurs d'une organisation. Quadient est reconnu comme leader sur les grilles AnyPrem CCM Software et *Vendor Hosted SaaS* CCM, ainsi que leader sur la grille pour Communications Experience Platform (CXP). La solution basée sur le cloud YayPay de Quadient a été classée parmi les leaders technologiques 2022 par Quadrant Knowledge Solutions dans l'analyse SPARK MatrixTM du marché mondial des applications de comptes clients.

EXÉCUTION DE LA TRANSFORMATION DE L'ENTREPRISE

Description du risque

La 1re phase de la stratégie « Back to Growth », lancée début 2019, a impliqué de nombreux changements autour des piliers suivants :

- réinvestir dans l'offre de solutions liées au courrier (Mail-Related solutions) fortement génératrice de trésorerie ;
- se concentrer sur les solutions majeures dans les grandes zones géographiques ;
- saisir des opportunités d'acquisitions ciblées ;
- rationaliser l'organisation de la Société ;
- faire croître, améliorer ou sortir des Opérations Annexes de la Société d'ici à 2022 au plus tard ;
- adapter la politique de retour aux actionnaires de la Société.

La 2e phase de « Back to Growth » intègre de nouveaux changements dans le modèle opérationnel de Quadient.

Les objectifs fixés en matière de transformation et de réorganisation du Groupe pourraient ne pas être atteints et remettre en cause le bon fonctionnement de l'activité ou empêcher la Société de bénéficier des effets attendus.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perte d'efficacité entre les équipes, les métiers et les régions ;
- stratégique ;
  - incapacité à réaliser avec succès la transition décrite dans la stratégie « Back to Growth »,
  - atteinte à la réputation auprès des principales parties prenantes ;
- RH ;
  - montée des tensions entre équipes/collaborateurs,
  - hausse des départs de personnel,
  - absence de responsabilité.

Mesures de maîtrise des risques

Mis en œuvre début 2019, le plan stratégique « Back to Growth » impliquait à la fois un fort recentrage du portefeuille de solutions de Quadient et une transformation majeure de son modèle opérationnel. Quadient visait à établir des positions de marché de premier plan dans des activités à forte croissance qui sont en synergie avec ses activités historiques liées au courrier. La gestion de la communication et de l'expérience client, l'automatisation des processus métier et de la gestion de documents, ainsi que les solutions de consignes colis automatiques ont été choisies pour être les moteurs de croissance du Groupe, tout en continuant à bénéficier de la forte position de Quadient dans les activités liées au courrier, très rentables et génératrices de trésorerie, dans lesquels la Société continue d'investir dans l'objectif de gagner des parts de marché chaque année. L'augmentation progressive de la part de ces relais de croissance dans le chiffre d'affaires total de Quadient a été définie comme une mesure critique de la transformation de Quadient. En 2022, Intelligent Communication Automation représente 227 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 75 % de revenus liés aux abonnements, ces derniers ayant augmenté de 18,5 % sur l'exercice. Concernant Parcel Locker Solutions, le chiffre d'affaires est de 91 millions d'euros, dont 59 % de revenus liés aux abonnements. Au total, les activités ICA et PLS représentent 29 % du chiffre d'affaires total contre 28 % en 2021.

Le Conseil d'administration et le Comité exécutif de la Société examinent régulièrement les performances commerciales et l'exécution de l'équipe de direction par rapport aux objectifs fixés dans la stratégie de retour à la croissance. La Société a plusieurs initiatives à grande échelle pour soutenir sa transformation, qui sont soutenues par des ressources dédiées et partagées. Pour hiérarchiser les actions et s'assurer que les objectifs d'exécution sont atteints. Lorsque des risques ou des lacunes sont identifiés, des plans d'atténuation et d'autres mesures proactives sont régulièrement mis en place.

INCAPACITÉ À RÉPONDRE AUX BESOINS DES CLIENTS

Description du risque

La Société pourrait ne pas être en mesure de faire évoluer ses solutions existantes ou nouvellement acquises pour répondre efficacement aux évolutions des besoins des clients et/ou identifier les bonnes solutions à acquérir/développer. La satisfaction des clients et l'image de marque de Quadient pourraient être fortement affectées.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- financier ;
  - pertes financières dues au lancement d'une nouvelle solution inadaptée sur un marché local ;
- stratégique ;
  - manquer une opportunité stratégique et perdre des parts de marché dans un marché qui évolue rapidement,
  - détérioration de la satisfaction client ;
- réputation ;
  - détérioration de la marque et de l'image professionnelle du Groupe, pouvant nuire à la capacité d'attirer de nouveaux partenaires commerciaux ou de fidéliser les partenaires existants (considérés comme non innovants).

Mesures de maîtrise des risques

La Société a travaillé sur sa commercialisation et ses marchés verticaux pour s'adresser à toutes les gammes de clients. Elle a développé une stratégie omnicanale rationalisée pour répondre à de nombreux besoins simultanément plutôt que de résoudre un problème particulier à la fois. Par ailleurs, la Société concentre ses efforts sur le renforcement de sa capacité à gérer le lancement commercial de manière plus rapide, plus efficace et plus coordonnée afin qu'une solution théorique pensée au niveau de l'entreprise puisse être adaptée à un marché régional de manière rapide et efficace. À ce titre, la Société a nommé un responsable produit/marketing pour chaque ensemble de solutions, qui travaille localement avec les commerciaux pour anticiper les besoins des clients et remonter le retour d'expérience dans l'organisation mondiale.

Concernant l'offre ICA, les équipes de R&D logicielles sont préparées à gérer et à réagir aux nouvelles fonctionnalités technologiques proposées par le marché et à répondre à l'obsolescence technologique. Quadient fournit désormais une plateforme unique AR/AP entièrement connectée où toutes les communications clients/fournisseurs/employés peuvent être automatisées.

La Société a mis en place un suivi précis de la satisfaction client qui s'appuie fortement sur la fidélisation de la clientèle (enquêtes de satisfaction client au niveau de l'entreprise renforcées par des enquêtes sur place).

MANQUE DE RÉSILIENCE A UN ÉVÉNEMENT MAJEUR PERTURBANT L'ACTIVITÉ

Description du risque

Les activités de Quadient dépendent fortement de ses employés, du fonctionnement opérationnel de ses sites de fabrication et de ses hubs logistiques ainsi que de la fiabilité et de la disponibilité de ses infrastructures informatiques, de ses systèmes centraux et des centres de données hébergeant l'ensemble des serveurs, des applications logicielles et des données.

Compte tenu de la pandémie de Covid-19 survenue il y a deux ans, de l'évolution du climat international, notamment des tensions croissantes entre ou dans certains pays, de la persistance des menaces terroristes ou du nombre croissant de catastrophes naturelles survenues ces dernières années, la Société peut être exposée dans certains pays à des risques économiques, financiers et opérationnels, ainsi qu'à des risques affectant la sécurité de ses collaborateurs. Des événements majeurs tels que des pandémies, des cyberattaques, une catastrophe naturelle, une perturbation de la chaîne d'approvisionnement ou un incident industriel pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la continuité des activités de la Société, sur potentiellement un grand nombre de clients de la Société et, in fine, sur sa réputation.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation importante de l'activité ;
- financier ;
  - pertes de revenus (pour les applications critiques pour les ventes, ou si une rançon a été payée en précipitation, etc.) ;
- réputationnel ;
  - dégradation de la réputation auprès des clients à l'échelle mondiale.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient a défini un ensemble de programmes et de mesures pour faire face à ces risques de continuité.

La fabrication et l'assemblage des équipements matériels sont sous-traités à plusieurs fournisseurs OEM et ODM et aux sites d'assemblage de la Société sur plusieurs sites qui permettent de basculer la production d'un site à un autre en cas d'indisponibilité de l'un d'entre eux. Quadient a également sélectionné des sources d'approvisionnement alternatives pour ses principaux fournisseurs de rang 2. Les outillages de fabrication tels que les moules ou les gabarits d'assemblage sont la propriété de Quadient et peuvent être transférés à un autre fournisseur si nécessaire.

En ce qui concerne l'infrastructure informatique, les systèmes centraux et les centres de données, la Société a la capacité/les compétences nécessaires pour redémarrer/restaurer tous ses systèmes critiques (résilience de l'entreprise et capacités de reprise après sinistre), mais le délai dépendra de la portée et de la gravité de l'attaque. L'équipe informatique teste régulièrement la plupart des plans de reprise en cas de catastrophe (*Disaster Recovery Plans* ou DRP). En outre, la plupart des systèmes critiques pour l'entreprise ont été migrés vers des services basés sur le *cloud* fournis par AWS ou Microsoft ou sont hébergés dans des centres de données certifiés de niveau 3.

Depuis la pandémie de Covid-19, la Société a réalisé des investissements dans de nouveaux outils numériques au cours des dernières années, permettant aux employés de la Société de travailler à distance depuis leur domicile ou un autre site Quadient de manière sécurisée pour assurer la continuité des activités. En 2022, 84% des salariés de l'entreprise ont les moyens de télétravailler en toute sécurité.

Risques liés à l'activité de l'entreprise

DÉFAILLANCES SIGNIFICATIVES DANS LE DÉPLOIEMENT DES OUTILS INFORMATIQUES CRITIQUES

Description du risque

L'ancienne organisation décentralisée de Quadient et sa croissance par acquisitions ont conduit la Société à gérer une large gamme de systèmes d'information. Dans le cadre de la stratégie *« Back to Growth »*, la Société fait actuellement évoluer son eco-système d'applications digitales en consolidant et déployant des applications globales pour lesquels la Société pourrait connaître des défaillances lors de leur déploiement (retard, coûts supplémentaires, fonctions non déployées, etc.).

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation significative de l'activité (non-respect des calendriers de mise en œuvre prévus) ;
- financier ;
  - non-respect des coûts prévus.

Mesures de maîtrise des risques

Le directeur digital a la responsabilité d'aligner les processus opérationnels et les systèmes informatiques au sein de l'entreprise. Toutes les équipes informatiques lui rapportent. Cette nouvelle équipe a pour objectif de se concentrer sur les processus opérationnels, de collaborer avec l'équipe de direction pour faire appliquer de nouvelles mesures de sécurité et opérationnelles destinées à sécuriser l'entreprise d'un point de vue technique.

Concernant les outils CRM, la Société a déjà consolidé ses outils CRM au cours des 3 dernières années. Il existe deux applications CRM globales (une pour MRS et une autre pour CXM) avec 2 autres dédiées aux USA et à la France.

La Société a finalisé la mise en place de son SIRH global. Cette plateforme unique à l'ensemble des entités du Groupe permet aux collaborateurs de l'Entreprise d'accéder aux processus de gestion RH, de gestion des talents et de la performance, de gestion sécurisée des données en accord avec la RGPD et générer le reporting RH associé.

Concernant les outils ERP, alors que la Société doit actuellement gérer plusieurs ERP historiques et hétérogènes, un projet ERP global est en cours de déploiement. Ce projet vise à réduire de 20 à 1 ou 2 maximum le nombre d'ERP pour l'ensemble des activités de la Société. Il devrait être opérationnel à NORAM d'ici fin 2023 et sera progressivement étendu aux autres pays dans lesquels la Société opère.

INCIDENT CRITIQUE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION (CYBER-ATTAQUE, *MALWARE, RANSOMWARE*) AFFECTANT DURABLEMENT LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, la Société gère plusieurs systèmes informatiques, infrastructures, applications et bases de données pour son propre usage, mais aussi pour fournir des services à ses clients. La Société pourrait être confrontée à des actions malveillantes, individuelles ou organisées, d'origine interne ou externe, sur les actifs de la Société qui pourraient compromettre la sécurité de ses données ou provoquer des interruptions dans les opérations de ses activités et exposer la Société à une augmentation des coûts, des litiges et autres passifs.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation significative de l'activité, ne pas être en mesure de respecter la feuille de route ;
- financier ;
  - coûts de la mise en place et du fonctionnement des systèmes,
  - amende et pénalités en cas de non-conformité aux réglementations et normes externes (protection des données, RGPD, etc.) : obligation d'informer les autorités nationales de l'incident et des fuites potentielles ;
- réputation ;
  - dégradation de la réputation auprès des clients à l'échelle mondiale.

Mesures de maîtrise des risques

La Société a défini un cadre général de sécurité de l'information dans lequel des politiques de sécurité et des normes numériques internes ont été mises en œuvre ainsi que des mesures d'atténuation pour faire face aux risques de sécurité et de cyberattaques.

Le directeur digital supervise ce cadre de sécurité de l'information et les programmes de conformité associés. Il préside, chaque trimestre, le Comité en charge de la sécurité de l'information de l'entreprise qui est l'autorité suprême de gouvernance technique de la sécurité de l'information au sein de Quadient, rapportant au Comité exécutif de Quadient. Son rôle est notamment d'établir les objectifs et les priorités pour l'ensemble de l'entreprise en matière de sécurité de l'information, d'effectuer des évaluations globales des risques de sécurité de l'information, de maintenir les politiques de sécurité de l'information et de sensibiliser l'ensemble du personnel aux politiques de sécurité de l'information et des pratiques de travail sûres. Les membres de ce Comité sont le Vice-Président stratégie digitale & performance, le Vice-Président opérations digitales monde, le Vice-Président RSE & conformité, le directeur des standards digitaux, risques et conformité, le directeur de la sécurité de l'information, le responsable adjoint de la protection des données et les directeurs des équipes de sécurité de chaque solution.

Quadient a déployé des technologies de sécurité pour assurer la protection et la détection contre les principales menaces (par exemple MFA, sécurité des e-mails avec Mimecast, solution de sauvegarde globale, analyse des vulnérabilités, MDM, renforcement de la sécurité des réseaux, autres...)

Le Groupe a la capacité/les compétences pour redémarrer/restaurer tous ses systèmes critiques (résilience de l'entreprise et capacités de reprise après sinistre), mais le délai dépendra de l'ampleur et de l'ampleur de l'attaque. L'équipe informatique teste régulièrement la plupart des plans de reprise après sinistre (PRA).

La sécurité de l'information dépend également de la sensibilisation et de la capacité du personnel de l'entreprise à appréhender les enjeux de sécurité. À cet égard, la Société a mis en place un programme de

formation obligatoire pour tous les employés et pousse régulièrement des communications à tous les employés sur les bonnes choses à faire ou des alertes sur le *phishing* par exemple. Un test de *phishing* a été effectué à l'échelle de l'entreprise en 2021

Dans le cadre de son programme de conformité en matière de sécurité de l'information, Quadient a obtenu la certification ISO 27001 pour ses opérations au Royaume-Uni et dans les activités de développement de logiciels ICA.

INCAPACITÉ À ATTIRER ET FIDÉLISER DES TALENTS CLÉS

Description du risque

La performance à long terme de Quadient, comme de toute entreprise, est portée notamment par la qualité de ses collaborateurs, leurs compétences et leur engagement. En 2022, le marché du travail mondial s'est resserré entraînant une croissance des salaires dans certains pays et certaines entreprises et augmentant en même temps la concurrence pour attirer et retenir de nouveaux talents. La stratégie de Quadient se concentre sur le développement de ses trois métiers et de ses opérations dans ses quatre régions nécessitant des talents qualifiés notamment sur les nouvelles technologies et les compétences numériques. Dans ce contexte, la Société pourrait rencontrer des difficultés à attirer et retenir les talents nécessaires pour conduire sa transformation et son développement afin de soutenir sa croissance.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation significative de l'activité, ne pas être en mesure de respecter la feuille de route,
  - dysfonctionnement, pénurie de profils clés, départs sans remplacement,
  - retard en R&D en raison du manque de nouveaux talents innovants,
  - perte d'opportunités commerciales dans certaines zones géographiques ;
- financier ;
  - le rythme des marchés du travail peut dépasser la planification d'entreprise pour autrement réduire les coûts ou augmenter les prix, ce qui a un impact négatif sur les marges au fil du temps ;
- RH ;
  - une rotation du personnel plus importante qu'il y a quelques années : recruter plus de candidats externes que promouvoir des collaborateurs internes connaissant bien la culture et les habitudes de l'entreprise affecte l'identité/la culture d'entreprise du Groupe,
  - l'absence d'un vivier suffisant de talents diversifiés peut entraîner un vivier de talents moins inclusif pour conduire la transformation ;
- stratégie ;
  - le manque de talents nécessaires se traduira par des performances inférieures aux prévisions, ralentissant finalement la transformation de l'entreprise.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient a défini et déployé des politiques et des programmes globaux liés au recrutement, au développement, aux conditions de travail et au bien-être et à la rémunération pour attirer et retenir les talents.

En matière de recrutement de talents, la Société a mis en place la plateforme *Career Hub* pour publier toutes les opportunités d'emploi proposées par Quadient. Cette plateforme fournit des informations utiles sur l'entreprise telles que ses valeurs fondamentales, ses activités, sa culture, son processus de recrutement ou ses différents programmes liés à l'inclusion et à la diversité, à l'apprentissage et au développement ou son programme de philanthropie, Quadient Cares. Dans ce domaine, la Société a également mis en place un programme de parrainage, qui permet à nos collaborateurs de référer des personnes qu'ils connaissent et qui souhaitent rejoindre les équipes de Quadient. Tous les nouveaux embauchés bénéficient d'un programme d'intégration leur permettant de mieux connaître l'entreprise, ses valeurs, sa stratégie et son organisation.

En plus du *Career hub*, Quadient a également mis en place une politique de mobilité interne et des programmes de développement personnel et de gestion des carrières. Grâce à *Learning Hub*, une plateforme d'apprentissage, les employés ont accès à un large catalogue de cours et, avec les programmes de formation en entreprise, offrent des opportunités de développement pour les aider à renforcer leurs compétences et continuer à apprendre et à faire évoluer leur carrière. Quadient dispose d'un processus d'identification des talents et de plan de succession. Après une période au cours de laquelle les collaborateurs ont réussi à démontrer leurs talents, la Société propose aux collaborateurs des parcours de carrière transversaux pour les aider à continuer à réaliser leur plein potentiel.

Quadient se soucie de la santé, de la sécurité et du bien-être de ses employés. À cet égard, la Société a développé, avant même la pandémie de Covid-19, sa politique *Work From Anywhere*, permettant aux salariés occupant un poste compatible avec le télétravail, de gagner en flexibilité et en équilibre vie professionnelle/vie privée. Au-delà de sa politique de santé et de sécurité, un programme d'aide aux employés a été déployé dans toute l'organisation pour soutenir les employés avec tout problème professionnel ou personnel, y compris des conseils professionnels à court terme et les mettre en contact avec des ressources locales pour les aider à gérer leurs besoins émotionnels, pratiques ou physiques. Enfin, la Société a mis en place une politique d'inclusion et de diversité pour créer un lieu inclusif où chacun sent qu'il peut être respecté, s'épanouir et réussir, indépendamment de son origine ethnique, de son sexe, de son orientation sexuelle ou de toute autre dimension pouvant être utilisée à des fins de discrimination.

En matière de reconnaissance des salariés, la politique de rémunération globale de l'entreprise fait l'objet d'une revue annuelle avec l'appui de cabinets spécialisés et de références externes afin d'assurer la compétitivité avec le marché du travail local. Chaque année, la Société organise une campagne d'augmentation au mérite et de versement de primes basée sur les performances annuelles individuelles et de la Société. En outre, il existe d'autres régimes d'avantages et de rémunération pour les employés, tels que des régimes d'assurance ou des régimes de participation aux bénéfices et d'intéressement à long terme.

Enfin, Quadient lance chaque année une enquête d'engagement et d'inclusion auprès de tous les employés afin de mesurer leur niveau d'engagement et d'obtenir leurs commentaires sur les domaines où l'entreprise devrait s'améliorer. Des plans d'actions au niveau du Groupe, mais aussi au niveau de chaque département sont conçus et exécutés dans ce cadre.

DÉFAILLANCE CRITIQUE OU INDISPONIBILITÉ DES SOLUTIONS

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, la Société gère plusieurs systèmes informatiques, infrastructures, applications et bases de données pour son propre usage, mais aussi pour fournir des services à ses clients. Une défaillance de ces systèmes pourrait entraîner des indisponibilités importantes ou des pertes de données et donc des perturbations majeures et/ou des dysfonctionnements majeurs pour ses clients.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation importante pour les clients ;
- financier ;
  - coûts de la mise en place et du fonctionnement des systèmes,
  - pénalités, amende en cas de non-respect des contrats clients ;
- réputation ;
  - dégradation de la réputation auprès des clients à l'échelle mondiale.

Mesures de maîtrise des risques

La Société a mis en place un plan de continuité de l'exploitation pour l'ensemble des services critiques délivrés à ses clients. Cela commence par la sauvegarde des données clients et métiers jusqu'à la mise en place d'un environnement secondaire redondant avec l'environnement primaire. La quasi-totalité des services délivrés aux clients provient d'applications hébergées sur un environnement *cloud* ou dans des centres de données exploités par des fournisseurs certifiés et surveillés par des équipes dédiées, garantissant un haut niveau de sécurité. Par ailleurs, la Société a réalisé une analyse des risques, mis en place des mesures de prévention et une procédure de traitement des incidents, en lien avec ses normes numériques et son système de *management* de la sécurité de l'information. Les activités ICA sont certifiées ISO 27001, 27017 et 27018.

DÉFAILLANCE D'UN TIERS CRITIQUE

Description du risque

Quadient évolue dans un environnement dans lequel elle interagit avec plusieurs partenaires commerciaux et partenaires de *joint-venture* pour commercialiser ses solutions. La Société fait également appel à un grand nombre de fournisseurs et prestataires de services basés dans différents pays. Elle a une certaine dépendance vis-à-vis de certains fournisseurs OEM et ODM pour la fabrication de ses équipements matériels et de certains fournisseurs de services cloud utilisés pour fournir les solutions de la Société à ses clients. Quadient pourrait être impacté en cas de défaillance de l'un de ses partenaires ou fournisseurs (interruption de la chaîne d'approvisionnement, faillite par exemple) et cela pourrait compromettre sa capacité à maintenir ses opérations, entraînant une perte de revenus.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - perturbation de la production / chaîne d'approvisionnement,
  - retard dans le délai de livraison,
  - charge de travail supplémentaire pour délocaliser la production ou trouver une solution/conception alternative, retardant d'autres projets de R&D et reportant le lancement de nouveaux produits ;
- financier ;
  - coûts supplémentaires liés à la refonte et/ou au processus de sélection d'un nouveau fournisseur,
  - la Société est obligée d'accroître les niveaux de stock pour éviter les pertes de contrats.

Mesures de maîtrise des risques

Les équipes d'achat de Quadient procèdent à une évaluation des risques des fournisseurs avec lesquels elles s'engagent et procèdent à des réévaluations régulières. Dès le processus de sélection des fournisseurs, ils vérifient la capacité, la solvabilité, l'intégrité et la capacité des fournisseurs à se conformer à la politique d'achats responsables de Quadient et à son code de conduite des affaires. Des accords contractuels sont également établis pour protéger la Société contre de tels risques. Globalement, Quadient cherche également à réduire ses dépendances vis-à-vis de certains fournisseurs et prestataires de services. Par exemple, pour PLS, la décision a été prise de réintégrer la conception et le développement des casiers à colis dans l'entreprise afin que Quadient puisse travailler avec n'importe quel partenaire dans le monde et avoir un meilleur contrôle sur la conception.

Sur ses principaux fournisseurs de production, la Société a mis en place des solutions alternatives en cas de défaillance de son fournisseur OEM ou ODM en organisant le transfert de la production entre eux si nécessaire. Quadient a également sélectionné des sources d'approvisionnement alternatives pour ses principaux fournisseurs de rang 2. Les outillages de fabrication tels que les moules ou les gabarits d'assemblage sont la propriété de Quadient et peuvent être transférés à un autre fournisseur si nécessaire. De plus, des contacts réguliers ont été établis avec les principaux fournisseurs pour anticiper leurs décisions d'arrêt de production, de fermeture d'entreprise, de changement de composants, de faillite, etc.

Sur les fournisseurs de services stratégiques tels que les applications critiques *SaaS*, les services cloud ou les centres de données, cela fait partie des exigences de l'entreprise pour s'assurer que les fournisseurs de services ont mis en place des mesures de sécurité et un plan de continuité des activités pour éviter toute interruption de service.

Pour les partenaires commerciaux tels que les revendeurs commerciaux, les mêmes procédures d'évaluation des risques et de diligence raisonnable s'appliquent.

INCAPACITE D'EXÉCUTER LA STRATÉGIE BAS CARBONE DE L'ENTREPRISE

Description du risque

La demande et les attentes des parties prenantes de la Société concernant son empreinte carbone ainsi que celle de ses solutions augmentent d'année en année. Depuis l'introduction de l'article 173 de la loi française sur la transition énergétique, les investisseurs institutionnels doivent publier de manière transparente leur intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs opérations d'investissement. Ils ont donc augmenté leur niveau d'exigence ainsi que les clients qui doivent aussi démontrer l'effort, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre liées à leurs activités. La nouvelle directive européenne sur la taxonomie verte est entrée en vigueur en janvier 2022 et la nouvelle directive CSRD entrée en janvier 2023 accélérera la nécessité d'obtenir des données sur la stratégie des entreprises en matière de changement climatique. Quadient a défini sa stratégie bas carbone, mais pourrait avoir des difficultés à la mettre en œuvre (consommation d'énergie, éco-conception, économie circulaire, remanufacturing, etc.)

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- financier ;
  - baisse du cours de bourse,
  - perte de clients, chiffre d'affaires ;
- réputation ;
  - mauvaise image sur le marché (acteurs/partenaires des entreprises, société civile, agences de notation, régulateurs, etc.) ;
- juridique ;
  - non-conformité aux réglementations environnementales à venir de l'UE.

Mesures de maîtrise des risques

En tant qu'entreprise responsable, Quadient s'est engagée depuis plusieurs années dans la réduction proactive de son empreinte carbone. L'ambition à long terme de la Société est de contribuer à la neutralité carbone d'ici à 2050. À cette fin, Quadient a défini en 2020 des objectifs de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique de la planète à une trajectoire bien inférieure à 2 °C, en conformément à l'Accord de Paris de 2015 (COP21).

Ces objectifs ont été révisés en 2022 pour aligner les objectifs de réduction des émissions des scopes 1 et 2 sur la trajectoire 1,5 °C. Ainsi, les objectifs de la Société sont :

- réduction de 50 % des émissions directes et indirectes (scope 1 & 2) entre 2018 et 2030 ;
- réduction de 40 % par million d'euros de revenus des autres émissions indirectes (scope 3) entre 2018 et 2030.

Pour atteindre ses objectifs de réduction, Quadient met en œuvre sa stratégie bas carbone et son plan de transition jusqu'en 2030 en envisageant les programmes suivants :

- développer l'usage des énergies renouvelables et des mesures d'économie d'énergie dans nos locaux : relocaliser autant que possible les bureaux dans des bâtiments certifiés à haute performance environnementale (BREEAM ou LEED), rationaliser l'empreinte foncière, maintenir les certifications ISO 14001 des sites industriels, accroître l'utilisation des énergies renouvelables et décarbonées pour les bâtiments, sélection d'équipements certifiés par des écolabels sur l'efficacité énergétique (Energy Star ou EPEAT pour les équipements informatiques), éclairage LED ou basse consommation ;
- favoriser la mobilité durable : conversion du parc de voitures de société à l'électrique ou à l'hybride, éviter les déplacements, voyager en train plutôt qu'en avion chaque fois que possible, incitation au covoiturage et aux transports en commun ;
- concevoir des solutions et des offres durables pour les clients : éco-conception et fabrication responsable favorisant une économie circulaire des Mail Related Solutions, contribuer à réduire les émissions sur le dernier kilomètre de livraison de colis grâce à des consignes colis automatiques éco-conçus, Considérer la sobriété numérique dans la conception de nos solutions d'automatisation de la communication intelligente ;
- investir dans des projets de compensation carbone : projets certifiés permettant la séquestration du carbone ou le développement d'énergies renouvelables.

Risques liés à la finance, aux évolutions réglementaires, à l'éthique et au juridique

PERTE/VOL/CORRUPTION DE DONNÉES ET/OU D'INFORMATIONS

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, en tant que responsable de traitement, la Société collecte, traite et transfère diverses données relatives aux collaborateurs, dont des données à caractère personnel. Quadient agit également en qualité de sous-traitant lors de la collecte et du traitement des données personnelles de ses clients utilisant les solutions proposées par la Société. Au-delà de la réglementation RGPD dans l'Union européenne, les lois et réglementations relatives à la protection des données personnelles se multiplient dans d'autres pays où la Société opère, tels que les États-Unis (CCPA), le Canada et le Brésil. Le non-respect des obligations légales ou contractuelles ainsi que les pertes, vols, altérations, destructions ou divulgations de données confidentielles ou personnelles pourraient entraîner des conséquences néfastes pour la Société et entraîner des amendes importantes, des frais de justice et porter atteinte à la réputation de Quadient.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- financier ;
  - amende en cas de non-respect des normes externes (protection des données, RGPD, etc.),
- juridique ;
  - sanctions internationales et économiques, condamnation pénale de dirigeants,
  - poursuites par les personnes concernées ;

- réputation ;
  - dégradation de la réputation sur le marché.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient a mis en place des politiques globales sur la confidentialité des données et la sécurité des informations, disponibles pour tous les employés sur l'intranet de l'entreprise. Ces politiques prévoient les mesures de contrôle prises par la Société pour limiter tout risque de fraude, de perte, de vol ou de corruption des données, y compris les données personnelles. Tous les employés sont tenus de suivre les cours de formation obligatoires liés aux politiques mondiales de confidentialité des données et de sécurité de l'information.

En termes d'organisation et de gouvernance, Quadient a nommé un Data Privacy Officer qui fait partie du Comité Exécutif et a accès au Conseil d'Administration. Le Délégué à la Protection des Données est épaulé par son DPO adjoint, en charge de piloter les programmes de conformité à la protection des données pour la Société. Le DPO adjoint coordonne également les Data Privacy Officers régionaux affectés dans chaque région. Leur rôle est de s'assurer que les mesures et processus de contrôle définis sont appliqués dans l'ensemble de l'entreprise. Entre autres choses, ils évaluent les risques pour la vie privée, définissent et maintiennent le registre du traitement des données, répondent aux demandes d'accès aux données (DSAR), effectuent des évaluations d'impact sur la vie privée (PIA) et des évaluations d'impact sur la protection des données (DPIA), établissent un accord de traitement de données avec les fournisseurs et les sous-traitants, et gérer les incidents de confidentialité des données et les violations de données.

Le *Data Privacy Officer* préside le *Data Council* de la Société qui se tient chaque trimestre. Le rôle de ce Comité est de superviser la politique de confidentialité des données, l'évaluation des risques, le programme de conformité, les incidents de sécurité impliquant des problèmes de données et les résultats des audits. Les membres de ce Comité sont le directeur digital, le directeur marketing, le Vice-Président de l'expérience employé, le Vice-Président RSE & conformité, le Vice-Président du contrôle interne et de l'audit interne, le directeur de la sécurité de l'information et le responsable adjoint à la protection des données.

Dans le cadre de son programme de conformité à la confidentialité des données, Quadient a obtenu la certification ISO 27701 pour ses opérations au Royaume-Uni et ses activités de développement de logiciels Yaypay.

FISCALITÉ

Description du risque

En tant qu'entreprise internationale, Quadient exerce ses activités dans de nombreux pays et est donc soumise à de multiples lois fiscales. Elle doit, par conséquent, veiller à ce que ses activités mondiales soient conformes aux différentes exigences réglementaires tout en atteignant leurs objectifs commerciaux, financiers et fiscaux.

La conformité fiscale fait référence à la mesure dans laquelle la Société interprète et se conforme ou non aux règles fiscales applicables d'un pays donné en déclarant ses revenus, en déposant une déclaration et en payant l'impôt dû en temps opportun. Ce risque peut résulter :

- de l'évolution défavorable des réglementations locales ou internationales ;
- des enjeux dans l'application des réglementations ou normes en vigueur ;
- des erreurs lors de la réalisation des déclarations fiscales ;
- des contrôles réguliers par les autorités fiscales qui pourraient conduire à des désaccords sur l'interprétation des faits.

Toute infraction à la législation fiscale pourrait donner lieu à des redressements fiscaux ou au paiement de pénalités de retard, d'intérêts, d'amendes et de pénalités. Cela pourrait avoir un impact négatif sur le taux effectif d'imposition du Groupe, ses flux de trésorerie ou ses résultats d'exploitation.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- stratégique ;
  - réduction des activités dans un pays donné ;
- financier ;
  - coûts financiers liés aux majorations fiscales et amendes réglementaires ;
- réputation ;
  - impact défavorable de la réputation auprès du grand public en cas d'évasion fiscale ;
- juridique ;
  - la Société s'expose à des pénalités et des majorations en cas de non-respect de la réglementation fiscale.

Mesures de maîtrise des risques

La Société a recruté un directeur de la fiscalité en décembre 2020, ce qui a permis à Quadient d'être proactif sur ce sujet et d'améliorer considérablement la maîtrise de ce risque. La Société a mis en place une politique de lutte contre la facilitation de l'évasion fiscale qui vise à assurer le respect des lois et règlements applicables dans les pays où Quadient exerce ses activités, en complément des principes du Code d'éthique relatifs à l'intégrité des affaires. Chaque filiale fait une revue annuelle sur le plan fiscal avec l'aide d'un cabinet extérieur. Dans le cadre de leurs activités courantes en France et à l'étranger, les entités de Quadient font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux. Les redressements fiscaux ou les positions fiscales incertaines ne faisant pas encore l'objet d'un redressement font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement. Les équipes juridiques, fiscales et de conformité veillent au respect des cadres juridiques applicables dans les pays où la Société exerce ses activités.

VIOLATION DU CODE DE CONDUITE ET DES RÈGLES ÉTHIQUES (GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE, CORRUPTION, FRAUDE, DROITS DE L'HOMME, ETC.)

Description du risque

Avec environ 5 000 employés opérant dans 27 pays, Quadient peut être exposé à des comportements inappropriés de certains de ses employés ou de tiers en matière de règles éthiques, de respect des droits de l'homme ou de fraude et de corruption. Le non-respect des règles d'éthique des affaires et des lois et réglementations telles que la lutte contre la corruption ou la lutte contre le blanchiment d'argent exposerait la Société à des poursuites judiciaires de la part de son personnel, de ses partenaires ou des autorités,

impactant sa crédibilité globale en tant qu'entreprise responsable et partenaire de confiance pour l'ensemble de ses parties prenantes

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- opérationnel ;
  - cessation des activités dans un pays donné (interdiction d'exercer dans le pays) ;
- juridique ;
  - sanctions civiles, pénales ou administratives de Quadient, de ses dirigeants, salariés ou associés ;
- financier ;
  - paiement de dommages et intérêts, sanctions nationales ou internationales ;
- réputation ;
  - détérioration durable de l'image du Groupe auprès de toutes les parties prenantes.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient s'engage à mener ses activités de manière responsable et avec intégrité. À cet égard, la Société a été signataire du Pacte mondial des Nations Unies qui vise à aligner les entreprises sur les principes des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

La Société a défini un Code d'Éthique, qui est communiqué à tous les employés qui doivent suivre une formation et signer un formulaire pour l'endosser.

Des politiques globales ont été conçues pour compléter la position de l'entreprise définie dans le code d'éthique et servent également de référence et de normes internes en termes de règles de l'entreprise. Les politiques mondiales suivantes ont été révisées en 2022 : lutte contre la corruption et les pots-de-vin, concurrence loyale, sanctions et blanchiment d'argent, sécurité de l'information, confidentialité des données, inclusion et diversité, philanthropie, évasion fiscale, dénonciation. En plus du code d'éthique, les employés sont tenus de suivre une formation sur la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, la sécurité de l'information, la confidentialité des données, la santé et la sécurité, le harcèlement et l'intimidation, ainsi que l'inclusion et la diversité.

Par ailleurs, la Société a développé un programme global de conformité pour lutter contre la corruption et le trafic d'influence, conformément à la loi française Sapin II, et basé sur les recommandations de l'AFA (« Agence Française Anti-corruption »). Ce programme a été audité en 2022 par l'équipe d'Audit Interne et de Contrôle Interne et les résultats ont été présentés au Comité d'Audit en janvier 2023.

La Société a également défini un code de conduite pour les partenaires commerciaux afin de communiquer à ses partenaires les exigences de l'entreprise en matière d'éthique et de conformité. Ce Code est en cours de déploiement auprès de tous les partenaires de la Société. Ceux qui sont stratégiques doivent adhérer à ce Code.

Les clauses de conformité, y compris le respect des lois applicables, le code de conduite, la lutte contre la corruption, la concurrence loyale, la confidentialité et la confidentialité des données, les contrôles à l'exportation ont été révisées et intégrées dans les modèles d'accords partenaires par le service juridique. Le non-respect de ces clauses (conformité, éthique, RSE...) constitue un cas de manquement et que le Groupe a la possibilité de mettre fin à la relation avec le tiers.

Un processus a été mis en place pour effectuer une diligence raisonnable basée sur les risques afin de garantir l'intégrité des sociétés tierces avec lesquelles s'engager. Ce processus comprend un examen de réputation basé sur des sanctions/listes de surveillance, des listes de personnes politiquement exposées, des vérifications de l'exposition aux médias mondiaux défavorables et des questionnaires liés à la sécurité de l'information, à la confidentialité des données et à la responsabilité sociale des entreprises. Le processus intègre également un niveau accru de diligence raisonnable à effectuer lorsqu'un tiers potentiel réside dans une juridiction à haut risque désignée, ou lorsque d'autres signaux d'alarme sont identifiés.

Un système d'alerte existe et est disponible 24h/24. Tout employé de Quadient ou toute personne ou tierce partie est encouragé à s'exprimer, dans le respect de la loi et des règles applicables dans le pays où il réside ou exerce ses activités, s'il soupçonne une violation de notre Code d'éthique ou des règles et politiques de Quadient.

ACCÉLÉRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION POSTALE DÉFAVORABLE (ET/OU IMPRÉVUE) À L'ACTIVITÉ DE QUADIENT

Description du risque

L'activité MRS est soumise à la réglementation postale des pays où la Société exerce ses activités. La Société pourrait être confrontée à des difficultés accrues pour maintenir ses activités dans un pays stratégique suite à la mise en place de nouvelles réglementations par les gouvernements ou les différentes autorités postales, la soustrayant ainsi à sa position dominante. La Société pourrait également perdre ses certifications, ce qui mettrait en péril son activité MRS.

Impacts potentiels

Ce risque pourrait affecter la Société sur les points suivants :

- financier ;
  - attrition du compte de résultat du Groupe : diluer la valeur de l'offre MRS ;
- opérationnel ;
  - coûts d'adaptation : renouvellement accéléré de la base installée ;
- stratégique ;
  - la baisse accélérée de la génération d'EBIT par MRS compromettrait la capacité à investir dans de nouvelles activités,
  - perte de parts de marché, perte d'accès à certains marchés, perte du droit d'opérer ou du droit de commercialiser un produit.

Mesures de maîtrise des risques

Quadient a établi des relations durables avec les régulateurs postaux et la Société a nommé un relais local dans chaque région pour assister le Vice-Président des relations postales mondiales. Le dialogue avec les autorités postales donne la plupart du temps à la Société une visibilité suffisante en amont du plan pour qu'elle ait la capacité d'anticiper et répondre à ces évolutions.

1.7 Perspectives

Guidance annuelle 2023 et objectifs financiers de la période 2021-2023 confirmés

La visibilité offerte par la nature récurrente de son modèle économique, la saisonnalité de son activité se traduisant par un second semestre traditionnellement plus fort que le premier, ainsi que les solides tendances enregistrées à date par l'activité permettent au Groupe de confirmer ses perspectives pour l'exercice 2023 et d'être confiant dans sa capacité à atteindre ses objectifs de croissance annualisée pour la période 2021-2023.

Perspectives de chiffre d'affaires

- L'objectif d'un taux de croissance organique annuel moyen du chiffre d'affaires de 3 % minimum sur la période 2021-2023 est confirmé.
- La croissance organique du chiffre d'affaires 2023 est attendue à environ 3 %.

Perspectives d'EBIT courant [1]

- L'objectif d'un taux de croissance organique [2] annuel moyen du résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions à un niveau au moins égal à « mid-single digit » sur la période 2021-2023 est également confirmé.
- La croissance organique [3] du résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions 2023 est attendue à environ 10 %.

1) Résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions.

2) Sur la base du résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions 2020 hors reprise du complément de prix de Parcel Pending, (i.e. 145 millions d'euros) avec un effet de périmètre constituant une base proforma de 140 millions d'euros. La variation organique est calculée à taux de change constants, périmètre constant et en excluant l'impact IFRIC.

3) La variation organique est calculée à taux de change constants, périmètre constant et en excluant l'impact IFRIC.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 31 JUILLET 2023

2.1 ÉTATS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE 28

2.2 NOTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS 35

2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 65

2.1 États consolidés semestriels résumés de la situation financière

ACTIFS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité *
Écarts d'acquisition – net	**(4-1)**	**1 073,5**	**1 080,0**
Immobilisations incorporelles			
Montant brut	**(4-2)**	593,1	567,8
Amortissements	**(4-2)**	(469,1)	(442,8)
		124,0	**125,0**
Immobilisations corporelles			
Montant brut	**(4-3)**	632,3	627,9
Amortissements	**(4-3)**	(513,8)	(507,7)
		118,5	**120,2**
Droit d'utilisation des actifs loués			
Montant brut	**(7)**	131,1	134,6
Amortissements	**(7)**	(100,2)	(103,3)
		30,9	**31,3**
Actifs financiers non courants			
Titres mis en équivalence		10,0	10,3
Instruments financiers dérivés actifs non courants	**(11)**	10,7	9,4
Autres actifs financiers non courants	**(4-4)**	59,8	60,2
		80,5	**79,9**
Créances à long terme sur crédit-bail – net	**(5-2)**	347,3	353,1
Autres créances à long terme – net		4,7	5,3
Impôts différés actifs	**(12-2)**	33,3	16,5
Total actifs non courants		**1 812,7**	**1 811,3**
Stocks et en-cours – net	**(5-5)**	**94,9**	**88,2**
Créances – net			
Clients et comptes rattachés – net	**(5-2)**	198,4	228,7
Créances à court terme sur crédit-bail – net	**(5-2)**	228,2	241,8
Créances d'impôt		37,0	36,2
Créances diverses – net		9,8	7,6
		473,4	**514,4**
Charges constatées d'avance		55,9	47,0
Actifs financiers courants		0,1	0,1
Instruments financiers dérivés actifs courants	**(11)**	3,0	3,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Placements à court terme		0,0	0,7
Banques et caisses		170,1	157,4
		170,1	**158,1**
Total actifs courants		**797,4**	**810,8**
TOTAL ACTIFS		**2 610,1**	**2 622,2**

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.
** Cf. Note 1-2 des notes sur les comptes consolidés*

2

PASSIFS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité *
Capitaux propres			
Capital social		34,5	34,5
Primes liées au capital		51,4	51,4
Réserves et report à nouveau		934,5	937,5
Différence de conversion		12,8	16,0
Actions propres		(3,2)	(2,8)
Résultat net de l'ensemble consolidé		36,9	15,8
Total capitaux propres de l'ensemble consolidé		**1 066,9**	**1 052,4**
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		1 057,5	1 043,6
• aux participations ne donnant pas le contrôle		9,4	8,8
Dettes financières non courantes	**(11-2)**	775,6	729,7
Obligations locatives non courantes	**(7)**	31,7	34,2
Provisions non courantes	**(10-1)**	13,2	13,5
Instruments financiers dérivés passifs non courants	**(11)**	3,5	3,1
Autres dettes non courantes		0,7	3,3
Impôts différés passifs	**(12-2)**	132,5	135,7
Total passifs non courants		**957,2**	**919,5**
Dettes d'exploitation			
Fournisseurs		63,9	80,5
Autres dettes d'exploitation	**(5-6)**	185,5	190,8
Dettes fiscales		32,1	36,4
Provisions courantes	**(10-1)**	7,6	6,7
Produits constatés d'avance		185,3	203,4
		474,4	**517,9**
Instruments financiers dérivés passifs courants	**(11)**	2,8	2,4
Obligations locatives courantes	**(7)**	16,3	16,3
Dettes financières			
Part à court terme des emprunts et dettes assimilées	**(11-2)**	55,4	79,1
Découverts bancaires	**(11-2)**	37,1	34,5
		92,5	**113,6**
Total passifs courants		**586,0**	**650,2**
TOTAL PASSIFS		**2 610,1**	**2 622,2**

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.
** Cf. Note 1-2 des notes sur les comptes consolidés*

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Chiffre d'affaires	**(5-1)**	**522,2**	**523,8**
Charges opérationnelles courantes			
Coûts des ventes		(132,7)	(138,8)
Frais de recherche et développement		(31,1)	(28,2)
Frais commerciaux		(140,0)	(145,5)
Frais administratifs et généraux		(90,6)	(92,1)
Frais de maintenance et autres charges		(56,2)	(52,7)
Intéressement, paiements en actions		(3,5)	(1,3)
Charges liées aux acquisitions	**(5-7)**	(3,4)	(4,6)
Total des charges opérationnelles courantes		**(457,5)**	**(463,2)**
Résultat opérationnel courant	**(5-3)**	**64,7**	**60,6**
Charges (nettes des reprises) pour optimisation des structures	**(5-8)**	(5,7)	(3,6)
Résultat des cessions d'immobilisations		0,1	0,0
Autres charges et produits opérationnels non courants	**(5-9)**	0,0	(1,3)
Résultat opérationnel		**59,1**	**55,7**
Intérêts financiers sur emprunts		(15,1)	(12,6)
Intérêts financiers sur obligations locatives	**(7)**	(0,8)	(1,0)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,2	1,2
Coût de l'endettement financier net		**(14,7)**	**(12,4)**
Pertes de change		(12,8)	(7,7)
Gains de change		10,7	6,6
Résultat de change net		**(2,1)**	**(1,1)**
Autres produits financiers		0,8	-
Autres charges financières		-	(0,6)
Résultat avant impôt		**43,1**	**41,6**
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(0,3)	0,3
Impôts sur les bénéfices	**(12-1)**	(5,9)	(11,9)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		**36,9**	**30,0**
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		35,8	28,8
• aux participations ne donnant pas le contrôle		1,1	1,2
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	**(13)**	**1,05**	**0,75**
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	**(13)**	**1,05**	**0,75**

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

SITUATION DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Résultat de la période	**36,9**	**30,0**
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(2,3)	(9,3)
Impôts différés sur écarts actuariels reconnus en capitaux propres	0,5	3,3
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat	**(1,8)**	**(6,0)**
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(0,5)	2,2
Impôts différés sur la variation de juste valeur des instruments de couverture	0,1	(0,6)
Différence de conversion	(3,2)	44,9
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	**(3,6)**	**46,5**
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE	**31,5**	**70,5**
Attribuable :		
• aux propriétaires de la société mère	30,4	69,3
• aux participations ne donnant pas le contrôle	1,1	1,2

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2023	31 juillet 2022 retraité [a]
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		35,8	28,8
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1,1	1,2
Charges et (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles	**(8-1)**	47,0	52,6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)		0,3	(0,3)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	**(12-1)**	5,9	12,0
Coût de l'endettement financier net		14,7	12,4
Capacité d'autofinancement		**104,8**	**106,7**
Variation du besoin en fonds de roulement	**(8-2)**	(57,3)	(53,4)
(Augmentation) diminution des créances de crédit-bail		15,9	18,0
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		**63,4**	**71,3**
Intérêts payés		(17,0)	(15,9)
Intérêts payés liés aux obligations locatives	**(7)**	(0,8)	(1,0)
Impôts sur les bénéfices payés		(17,0)	2,2
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles (A)		**28,6**	**56,6**
Investissements en immobilisations corporelles	**(4-3)**	(21,5)	(17,1)
Investissements en immobilisations incorporelles	**(4-2)**	(17,9)	(25,0)
Incidence des variations du droit d'utilisation des actifs loués	**(7)**	(6,7)	(1,4)
Incidence des variations de périmètre	**(8-3)**	0,0	1,6
Sous-total investissements		**(46,1)**	**(41,9)**
Cessions d'immobilisations		0,1	0,0
Produit des participations		(0,1)	0,2
Remboursement de prêts et autres avances long terme		(0,1)	0,2
Flux de trésorerie nets des activités d'investissements (B)		**(46,2)**	**(41,5)**
Rachat d'actions propres – contrat de liquidité		(0,4)	0,6
Dividendes versés aux actionnaires		(0,0)	(1,8)
Nouveaux emprunts et dettes assimilées à moyen et long terme	**(8-5)**	90,3	10,0
Remboursement de l'ODIRNANE[b]		-	(269,5)
Remboursement d'emprunts	**(8-5)**	(61,7)	(132,0)
Remboursement de dette sur obligations locatives	**(7)**	(2,2)	(9,4)
Flux de trésorerie nets provenant des opérations de financement (C)		**26,0**	**(402,1)**
Incidence sur la trésorerie de la variation des taux de change **(D)**		1,2	(13,9)
Variation de la trésorerie nette (A) + (B) + (C) + (D)		**9,6**	**(400,9)**
Trésorerie nette à l'ouverture		**123,6**	**467,1**
Trésorerie nette à la clôture		**133,0**	**66,2**
Trésorerie et équivalents de trésorerie		170,1	117,0
Découverts bancaires		(37,1)	(50,8)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE		**133,0**	**66,2**

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les montants de trésorerie à l'ouverture et à la clôture 31 juillet 2022 ainsi que le montant de trésorerie à la clôture 31 juillet 2022 ont été retraités (Cf. Note 1-2).

(b) ODIRNANE : Obligation à durée indéterminée à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles ou existantes.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social [a]	Primes liées au capital [a]	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2023 - retraités [b]	**1 EUR**	**34 468 912**	**34,5**	**51,4**	**953,3**	**(2,8)**	**16,0**	**1 052,4**
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 043,6
• aux participations ne donnant pas le contrôle								8,8
Impact de l'application de l'amendement à IAS 12					4,7			4,7
Capitaux propres consolidés au 1er février 2023 - retraités [b]			**34,5**	**51,4**	**958,0**	**(2,8)**	**16,0**	**1 057,1**
Variations 1er semestre 2023								
Résultat de la période		-	-	-	36,9	-	-	36,9
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	(1,8)	-	-	(1,8)
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	(0,4)	-	(3,2)	(3,6)
Résultat global du 1er semestre 2023		**-**	**-**	**-**	**34,7**	**-**	**(3,2)**	**31,5**
Variation actions propres – contrat de liquidité		-	-	-	0,2	(0,4)	-	(0,2)
Dividendes 2022		-	-	-	(20,6)	-	-	(20,6)
Paiements en actions		-	-	-	0,5	-	-	0,5
Autres		-	-	-	(1,4)	-	-	(1,4)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2023	**1 EUR**	**34 468 912**	**34,5**	**51,4**	**971,4**	**(3,2)**	**12,8**	**1 066,9**
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 057,5
• aux participations ne donnant pas le contrôle								9,4

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.
(b) Cf. Note 1-2 des notes sur les comptes consolidés.

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social [a]	Primes liées au capital [a]	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2022	**1 EUR**	**34 562 912**	**34,6**	**52,9**	**1 270,8**	**(5,6)**	**6,2**	**1 358,9**
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 350,4
• aux participations ne donnant pas le contrôle								8,5
Impact de l'application de la décision IFRIC sur les coûts contrats Saas			-	-	(7,1)	-	-	(7,1)
Correction d'erreur liée à l'investigation Suisse / Italie [b]					(29,1)			(29,1)
Capitaux propres consolidés au 1er février 2022			**34,6**	**52,9**	**1 234,6**	**(5,6)**	**6,2**	**1 322,7**
Variations 1er semestre 2022								
Résultat de la période		-	-	-	30,0	-	-	30,0
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	(6,0)	-	-	(6,0)
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	1,6	-	44,9	46,5
Résultat global du 1er semestre 2022		**-**	**-**	**-**	**25,6**	**-**	**44,9**	**70,5**
Variation actions propres – contrat de liquidité		-	-	-	(0,2)	2,5	-	2,2
Livraison d'actions gratuites (133 actions)		-	-	-	(0,0)	(1,6)	-	(1,6)
Dividendes 2021		-	-	-	(20,7)	-	-	(20,7)
Paiements en actions		-	-	-	1,3	-	-	1,3
ODIRNANE		-	-	-	(268,4)	-	-	(268,4)
Autres [c]		-	-	-	(3,2)	-	-	(3,2)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2022 - RETRAITÉS	**1 EUR**	**34 562 912**	**34,6**	**52,9**	**969,0**	**(4,8)**	**51,1**	**1 102,8**
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 095,1
• aux participations ne donnant pas le contrôle								7,7

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.
(b) Cf. Note 1-2 des notes sur les comptes consolidés.
(c) La ligne « Autres » comprend notamment une correction de la juste valeur de l'investissement réalisé par Quadient au profit du fonds professionnel de capital investissement X'Ange 2 pour 1,9 million d'euros.

2.2 Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés

Les états financiers semestriels consolidés ont été arrêtés le 19 septembre 2023 par le Conseil d'administration.

Sauf indication contraire, tous les montants indiqués ci-après sont exprimés en millions d'euros, arrondis avec un chiffre après la virgule. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

SOMMAIRE

NOTE 1	PRÉSENTATION DU GROUPE QUADIENT ET DES COMPTES CONSOLIDÉS	36
NOTE 2	PRINCIPES COMPTABLES	37
NOTE 3	PÉRIMÈTRE ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION	38
NOTE 4	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS	39
NOTE 5	DONNÉES OPÉRATIONNELLES	41
NOTE 6	INFORMATION SECTORIELLE	46
NOTE 7	DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES	48
NOTE 8	DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE	50
NOTE 9	EFFECTIFS ET AVANTAGES AU PERSONNEL	52
NOTE 10	AUTRES PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES DETTES NON COURANTES	53
NOTE 11	INSTRUMENTS FINANCIERS, DETTES FINANCIÈRES ET GESTION DES RISQUES	54
NOTE 12	SITUATION FISCALE	62
NOTE 13	RÉSULTAT PAR ACTION	64
NOTE 14	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	64

NOTE 1 PRÉSENTATION DU GROUPE QUADIENT ET DES COMPTES CONSOLIDÉS

Quadient est à l'origine des expériences client les plus significatives. En se concentrant sur trois grands domaines d'activité que sont l'automatisation intelligente des communications (ICA), les solutions liées au courrier (MRS) et les consignes colis automatiques (PLS), Quadient aide quotidiennement des centaines de milliers d'entreprises à construire des liens durables avec leurs clients et à leur offrir une expérience client d'exception, dans un monde où les interactions se doivent d'être toujours plus connectées, personnelles et mobiles.

Le terme « Quadient S.A. » (Société Anonyme) fait référence à la société mère (hors filiales consolidées), cotée et immatriculée en France, alors que les termes « Quadient » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique constitué de la société mère et de ses filiales consolidées.

L'adresse du siège social de la société mère est 42-46, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux (France).

L'action Quadient est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris et fait partie du SBF 120.

1-1 : Historique

Le groupe Quadient a été constitué en 1992 par une opération d'acquisition à effet de levier (*Leverage Buy-Out* – LBO) des activités de la division matériel de traitement du courrier du groupe Alcatel.

Une deuxième opération d'acquisition à effet de levier a été réalisée en 1997.

En février 1999, le Groupe est introduit en Bourse à Paris. Depuis cette date, le groupe Quadient a procédé à des acquisitions de taille variable.

En 2002, Quadient a racheté la division courrier du groupe suisse Ascom : Ascom Hasler, alors n° 3 mondial.

En 2012, Quadient a procédé à l'acquisition de GMC Software AG, société mère du groupe GMC Software Technology, *leader* dans le domaine de la Gestion de la communication client.

En 2016, Quadient a acquis Icon Systemhaus GmbH, *leader* allemand des solutions de Gestion de la communication client, principalement présente en Allemagne et en Autriche.

En 2017, Quadient a réalisé la cession de ses filiales de distribution en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande ainsi que sa filiale DMTI Spatial, fournisseur de solutions de Qualité des données géolocalisées acquise en 2013.

En 2018, Quadient a acquis 100 % des titres de la société Parcel Pending Inc., *leader* sur le marché américain des consignes automatiques et principal fournisseur pour les secteurs résidentiel, du commerce et des universités aux États-Unis et au Canada. Également en 2018, Quadient a cédé l'intégralité du capital de sa filiale Quadient Data USA (ex-Satori Software), l'un des *leaders* sur le marché américain des logiciels de gestion de la qualité des adresses postales acquise en 2009.

En 2019, Quadient a cédé Quadient Data Netherlands BV (ex-Human Inference), filiale spécialisée dans le *Master Data Management* acquise en 2012. Quadient a également décidé la fermeture de sa filiale australienne Temando (logiciel dédié au e-commerce) acquise en 2015 pour 55 % puis en 2017 pour les 45 % restants.

Également en 2019, le Groupe a décidé de changer le nom Neopost pour devenir Quadient. Ce choix d'une marque unifiée et moderne a été la concrétisation de la mise en place de la nouvelle organisation du Groupe dans le cadre de la stratégie « *Back to Growth* », passant de sociétés opérant des activités indépendantes à une société unique dotée d'un portefeuille de solutions intégré.

En 2020, Quadient a cédé l'intégralité de Proship Inc., filiale acquise en 2014 dont l'activité était de fournir des solutions logicielles d'expédition multitransporteurs. Quadient a également acquis 100 % des titres de la société YayPay, leader dans le domaine de l'automatisation de la gestion du poste client. Enfin, en fin d'exercice, Quadient a cédé sa filiale Quadient Oceania Pty Ltd en Australie.

En 2021, Quadient a acquis la société Beanworks, leader dans les solutions Saas d'automatisation de la gestion des factures fournisseurs. Quadient a également cédé son activité de systèmes d'emballage automatique et de son site de production basé à Drachten, aux Pays-Bas.

En juin 2022, Quadient a cédé ses activités Graphiques situées dans les pays nordiques au leader des solutions d'impression, Ricoh. Ces activités consistaient principalement dans la distribution de solutions d'impression et de finition d'impression pour les entreprises en Suède, Norvège, Danemark et Finlande. Également en juin 2022, Quadient a cédé son activité *Shipping* qui comprenait une solution complète de gestion de la logistique et du transport, ainsi que la production, la gestion et la distribution de systèmes de traçabilité RFID.

1-2 : Faits marquants de la période

INVESTIGATION EN ITALIE ET EN SUISSE

Lors de la clôture des comptes du premier semestre 2023, le Groupe a identifié des irrégularités comptables et des pratiques non conformes aux procédures du Groupe imputables à l'équipe finance responsable des filiales italienne et suisse de MailRelated Solutions. Celles-ci ont été détectées grâce aux mesures de réorganisation, et notamment de centralisation des fonctions support mises en place au premier semestre 2023, améliorant les contrôles en place, ce qui a permis au Groupe de réagir rapidement et efficacement à cette situation dès sa détection.

À ce stade, les mesures de vérification prises suite à la découverte de ces irrégularités comptables ont permis de confirmer :

- l'implication active d'au moins deux personnes au sein de l'équipe finance responsable des filiales italienne et suisse de Mail-Related Solutions ;
- le cantonnement vraisemblable de ces irrégularités comptables à ces seules filiales locales ;
- ainsi que l'absence d'impact significatif sur le compte de résultat 2022 et du premier semestre 2023.

En revanche, les résultats des investigations initiées, menées à la fois en interne et avec l'appui d'experts externes reconnus, ont conduit le Groupe à enregistrer des régularisations comptables relatives à des exercices antérieurs.

Conformément à la norme IAS 8, l'impact de cette correction a été passé dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2022 pour un montant de (29,1) millions d'euros et les postes de bilan concernés ont été corrigés au 31 janvier 2023 le cas échéant.

Ce montant se compose des éléments suivants : (i) ajustement des écarts constatés entre la comptabilité locale et les chiffres du management reporting pour un montant d'environ 8,2 millions d'euros, (ii) l'annulation de factures à émettre non justifiées pour un montant d'environ 7,3 millions d'euros et enfin (iii) mise en conformité des dépréciations de créances clients aux règles du Groupe pour un montant d'environ 13,6 millions d'euros.

Les impacts de ces corrections sur les principaux postes de bilan sont résumés dans le tableau suivant :

	31 janvier 2023 publié	Corrections	31 janvier 2023 retraité
Actifs non courants	1 813,3	(2,0)	1 811,3
Stocks	86,4	1,8	88,2
Créances clients	237,1	(8,4)	228,7
Trésorerie	172,2	(14,1)	158,1
Autres actifs courants	337,6	(1,7)	335,9
TOTAL ACTIF	**2 646,6**	**(24,4)**	**2 622,2**
Capitaux propres	1 081,5	(29,1)	1 052,4
Passifs non courants	919,5	-	919,5
Dettes fournisseurs	78,8	1,7	80,5
Autres dettes d'exploitation	189,3	1,6	190,9
Autres passifs courants	377,5	1,4	378,9
TOTAL PASSIF	**2 646,6**	**(24,4)**	**2 622,2**

La trésorerie présentée à l'ouverture et à la clôture du premier semestre 2022 a notamment été corrigée pour un montant de (14,1) millions d'euros.

Alors que les investigations se poursuivent, Quadient se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de ces pratiques comptables irrégulières. Les investigations étant toujours en cours, le Groupe ne peut pas exclure des impacts financiers additionnels dans les comptes 2023.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

2-1 : Référentiel applicable

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2023 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 avec des états financiers résumés complétés par une sélection de notes explicatives.

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2023 n'incluent pas toutes les informations requises dans les comptes consolidés annuels et doivent être lus avec les comptes consolidés annuels au 31 janvier 2023 publiés le 27 avril 2023.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 janvier 2023. Ils ont été établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS : *International Financial Reporting Standards*) émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 juillet 2023 est consultable sur le site Internet de la Commission européenne.

Quadient a mis en application l'amendement à IAS 12 - impôts différés liés à des actifs et des passifs générés par une transaction unique. Le Groupe reconnaît désormais un impôt différé actif en lien avec les obligations locatives et un impôt différé passif en lien avec les droits d'utilisation des actifs loués, dont l'impact à l'ouverture de l'exercice a été comptabilisé en correction d'ouverture des capitaux propres pour un montant de 4,7 millions d'euros, conformément à la norme IAS 8.

2-2 : Conversion des états financiers établis en monnaies étrangères

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Les comptes des filiales étrangères établis en devises locales ont été convertis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe, au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie.

Les écarts de change résultant de la conversion des éléments en devises sont comptabilisés dans la différence de conversion incluse dans les capitaux propres.

Les taux de conversion des principales devises du Groupe sont les suivants :

	31 juillet 2023		31 juillet 2022	31 janvier 2023
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux moyen	Taux de clôture
Dollar américain (USD)	1,10	1,09	1,08	1,08
Livre britannique (GBP)	0,86	0,87	0,84	0,88
Dollar canadien (CAD)	1,46	1,46	1,37	1,46
Franc suisse (CHF)	0,96	0,98	1,02	1,00
Yen japonais (JPY)	156,73	148,32	135,83	141,27
Couronne norvégienne (NOK)	11,18	11,43	10,01	10,91
Couronne suédoise (SEK)	11,59	11,40	10,51	11,35
Couronne danoise (DKK)	7,45	7,45	7,44	7,44
Dollar australien (AUD)	1,64	1,61	1,51	1,55
Dollar singapourien (SGD)	1,47	1,45	1,47	1,43
Roupie indienne (INR)	90,67	89,33	82,79	88,64
Réal brésilien (BRL)	5,20	5,43	5,43	5,54
Yuan chinois (CNY)	7,88	7,59	7,03	7,32
Couronne tchèque (CZK)	23,90	23,67	24,66	23,79
Florin hongrois (HUF)	386,93	377,88	382,28	390,91
Zloty polonais (PLN)	4,41	4,58	4,67	4,71
Peso mexicain (MXN)	18,41	19,36	21,79	20,40

NOTE 3 PÉRIMÈTRE ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

3-1 : Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers des sociétés du groupe Quadient, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'origine, sont retraités avant d'être consolidés, afin d'être en harmonie avec les principes comptables du groupe Quadient.

Le bilan consolidé regroupe le montant total de chacun des éléments d'actif et de passif ainsi que les résultats des sociétés consolidées : les transactions internes et les comptes réciproques ainsi que les profits et les plus-values entre les sociétés du groupe Quadient sont éliminés.

Les filiales contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient directement ou indirectement par le biais de filiales 20 % ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

3-2 : Évolution du périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Quadient S.A. et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle par le Groupe et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Le contrôle est défini comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des bénéfices de ses activités.

Il n'y a pas eu d'évolution significative du périmètre au cours du 1er semestre 2023.

3-3 : Informations relatives aux parties liées

Quadient possède une participation de 35 % dans Docapost BPO IS et une participation de 24 % dans AMS Investissement. Les transactions avec ces sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas significatives.

2

NOTE 4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

4-1 : Écarts d'acquisition

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur Nette
Écarts d'acquisition au 31 janvier 2023 - retraité	**1 207,9**	**(127,9)**	**1 080,0**
Écarts de conversion	(8,1)	1,6	(6,5)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31 JUILLET 2023	**1 199,8**	**(126,3)**	**1 073,5**

Au premier semestre 2023, la variation de la valeur brute des écarts d'acquisition s'explique essentiellement par l'évolution des écarts de conversion.

Les dépréciations cumulées s'élèvent à (126,3) millions d'euros au 31 juillet 2023.

Le niveau d'analyse auquel le groupe Quadient apprécie la valeur recouvrable des écarts d'acquisition correspond ainsi aux UGT ou groupes d'UGT suivants :

	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
MRS Amérique du Nord	358,8	363,2
ICA Amérique du Nord	102,2	103,4
PLS Amérique du Nord	46,0	46,5
MRS France – Benelux	151,7	151,7
ICA France – Benelux	48,2	48,2
PLS France – Benelux	4,2	4,2
MRS Allemagne – Autriche – Italie – Suisse	58,6	58,1
ICA Allemagne – Autriche – Italie – Suisse	73,2	72,6
MRS Royaume-Uni Irlande	115,7	116,7
MRS International	2,2	2,2
ICA International*	35,5	35,8
YayPay	14,2	14,4
Beanworks	63,0	63,0
VALEUR NETTE DES ÉCARTS D'ACQUISITION	**1 073,5**	**1 080,0**

* *ICA International regroupe plusieurs UGT ou groupes d'UGT.*

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur lors des clôtures annuelles ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur selon la méthode décrite dans la note 4-5 des comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2022.

L'activité du premier semestre 2023, le maintien du niveau de marge brute et l'évolution baissière des taux d'actualisation sont autant d'indicateurs d'une absence d'indice de perte de valeur au 31 juillet 2023. De ce fait, aucun test de dépréciation n'a été effectué sur les UGT ou groupes d'UGT du Groupe.

4-2 : Immobilisations incorporelles

	Concessions, droits	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres*	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2023 - retraité	**31,8**	**117,7**	**290,2**	**57,0**	**71,1**	**567,8**
Acquisitions/Capitalisation	-	1,4	16,5	-	-	17,9
Cessions/mises au rebut	-	(0,3)	-	-	(0,1)	(0,4)
Autres variations	(0,0)	11,0	-	(10,9)	0,0	0,1
Écarts de conversion	0,0	0,6	6,1	0,1	0,9	7,7
Valeurs brutes au 31 juillet 2023	**31,8**	**130,4**	**312,8**	**46,2**	**71,9**	**593,1**
Amortissements cumulés	(31,5)	(126,1)	(216,1)	(46,2)	(49,2)	(469,1)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2023	**0,3**	**4,3**	**96,7**	**0,0**	**22,7**	**124,0**

* *Les autres immobilisations incorporelles comprennent notamment les immobilisations en cours.*

La variation des immobilisations incorporelles correspond principalement à la capitalisation des frais de développement. Les autres variations se composent essentiellement de reclassements de poste à poste.

	Concessions, droits	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2023 -retraité	**31,4**	**114,1**	**195,1**	**57,0**	**45,2**	**442,8**
Dotations	0,0	0,6	16,6	0,0	3,1	20,3
Cessions/mises au rebut	-	(0,2)	-	-	0,0	(0,2)
Autres variations	-	11,0	0,6	(10,9)	-	0,7
Écarts de conversion	0,1	0,6	3,8	0,1	0,9	5,5
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2023	**31,5**	**126,1**	**216,1**	**46,2**	**49,2**	**469,1**

Au 31 juillet 2023, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations incorporelles.

4-3 : Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2023 - retraité	**19,4**	**46,7**	**486,4**	**39,7**	**4,3**	**31,4**	**627,9**
Acquisitions	0,1	0,8	17,1	1,5	0,1	1,9	21,5
Cessions/mises au rebut	-	(0,4)	(4,1)	(0,1)	0,1	(0,2)	(4,7)
Autres variations	-	(1,9)	0,0	0,0	0,1	(0,1)	(1,9)
Écarts de conversion	0,0	0,2	(10,4)	(0,1)	(0,0)	(0,2)	(10,5)
Valeurs brutes au 31 juillet 2023	**19,5**	**45,4**	**489,0**	**41,0**	**4,6**	**32,8**	**632,3**
Amortissements cumulés	(12,5)	(38,4)	(403,5)	(35,7)	(2,4)	(21,3)	(513,8)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2023	**7,0**	**7,0**	**85,5**	**5,3**	**2,2**	**11,5**	**118,5**

Les autres variations représentent principalement des reclassements de poste à poste.

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2023 - retraité	**12,1**	**40,2**	**397,9**	**34,6**	**2,4**	**20,5**	**507,7**
Dotations	0,4	0,4	17,1	1,3	0,2	1,0	20,4
Cessions/mises au rebut	-	(0,3)	(4,1)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(4,8)
Autres variations	-	(2,0)	-	0,0	-	(0,0)	(2,0)
Écarts de conversion	0,0	0,1	(7,4)	(0,1)	-	(0,1)	(7,5)
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2023	**12,5**	**38,4**	**403,5**	**35,7**	**2,4**	**21,3**	**513,8**

Au 31 juillet 2023, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations corporelles.

Les variations des valeurs brutes et des amortissements des droits d'utilisation comptabilisés en application de la norme IFRS 16 sont présentées dans la note 7.

4-4 : Autres actifs financiers non courants

	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
Dépôts et cautionnements	3,5	3,7
Prêts	3,8	3,6
Actif net de retraite	33,5	34,4
Autres actifs financiers	19,0	18,5
TOTAL	**59,8**	**60,2**

Au 31 juillet 2023, les dépôts et cautionnements incluent notamment un dépôt de garantie de 1,4 million d'euros relatif au contrat de liquidité (stable par rapport au 31 janvier 2023)

Les prêts sont essentiellement composés des prêts octroyés aux acheteurs lors de la cession de l'activité de systèmes d'emballage automatique.

Le Groupe dispose d'un fonds de pension au Royaume-Uni qui présente un surplus de 30,2 millions d'euros (25,9 millions de livres) au 31 juillet 2023 contre 31,1 millions de d'euros (27,4 millions de livres) au 31 janvier 2023. La variation de l'actif net de retraite au Royaume-Uni s'explique principalement par les écarts actuariels. Le taux d'imposition applicable lors du remboursement de cet actif au Royaume-Uni sera de 35 %. Cet effet impôt est présenté au passif des états financiers consolidés en impôt différé passif.

Les autres actifs financiers sont constitués des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange 2, X'Ange 4 et Partech Entrepreneurs. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur au 31 juillet 2023.

4-5 : Engagements hors bilan

Quadient S.A. a un engagement d'investissement envers X'Ange 4 pour un montant de 2,9 millions d'euros au 31 juillet 2023.

NOTE 5 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

5-1 : Répartition du chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires s'établit ainsi :

- par métier – Chiffre d'affaires Groupe

Le chiffre d'affaires du Groupe se compose de quatre catégories de revenus : (1) les solutions liées au courrier, (2) l'automatisation intelligente des communications, (3) les consignes colis automatiques et (4) les autres activités. Les autres activités regroupent les revenus qui ne font pas partie des trois solutions majeures et comprennent notamment les activités graphiques et les solutions logicielles d'expédition toutes deux cédées en juin 2022.

	31 juillet 2023	31 juillet 2022 *
Solutions liées au courrier (MRS)	357,9	366,8
Automatisation intelligente des communications (ICA)	119,6	108,0
Consignes colis automatiques (PLS)	44,7	43,7
Autres activités	-	5,3
TOTAL	**522,2**	**523,8**

* *Le chiffre d'affaires MRS, PLS et Autres activités au 31 juillet 2022 a été corrigé pour refléter le fait qu'ils incluent désormais les activités précédemment comptabilisées dans les opérations annexes.*

- par type de revenus

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Ventes d'équipements et de licences	131,6	137,4
Revenus récurrents*	327,8	319,3
Revenus de location	62,8	67,1
TOTAL	**522,2**	**523,8**

* *Les revenus récurrents sont principalement composés des prestations de maintenance, de services professionnels et des droits d'utilisation des logiciels.*

- par zone géographique

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
France – Benelux	90,5	90,1
Amérique du Nord	295,5	286,8
Allemagne – Autriche – Suisse – Italie – Royaume-Uni – Irlande	87,7	88,5
International *	48,5	58,4
TOTAL	**522,2**	**523,8**

* *Le chiffre d'affaires International correspond notamment à l'export, aux consignes colis automatiques au Japon et à l'automatisation intelligente des communications en dehors des zones géographiques mentionnées ci-dessus.*
En juillet 2022, il incluait également les revenus des "Autres solutions" cédées en juin 2022.

5-2 : Créances clients et créances de crédit-bail

CRÉANCES CLIENTS

	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
Clients et comptes rattachés		
Valeur brute	223,2	254,3
Dépréciation	(24,8)	(25,6)
Total	**198,4**	**228,7**
Créances sur contrats de crédit-bail		
Court terme	231,4	246,2
Long terme	351,3	358,3
Valeur brute	**582,7**	**604,5**
Dépréciation	(7,2)	(9,6)
Total	**575,5**	**594,9**
TOTAL	**773,9**	**832,0**

Les corrections apportées au bilan d'ouverture concernent notamment la valeur brute des créances clients pour un montant de 4,5 millions d'euros. Dans un second temps, l'application des règles Groupe en matière de dépréciation des créances clients a conduit Quadient à comptabiliser une dépréciation complémentaire d'un montant de 12,9 millions d'euros, cette dépréciation complémentaire figure sur la ligne "dotations" de la colonne 31 janvier 2023 du tableau ci-dessous.

	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
Clients et comptes rattachés – Dépréciation		
Dépréciations à l'ouverture de la période	25,6	19,8
Dotations	1,0	15,3
Utilisations	(1,1)	(7,2)
Reprises sans objet	(0,6)	(2,3)
Autres	-	(0,1)
Écarts de conversion	(0,1)	0,1
TOTAL	**24,8**	**25,6**

CRÉANCES DE CRÉDIT-BAIL

	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
Créances non courantes		
Contrats de crédit-bail – créances brutes	432,5	411,0
Produits financiers non acquis	(81,2)	(52,7)
Total	**351,3**	**358,3**
Créances courantes		
Contrats de crédit-bail – créances brutes	278,9	274,8
Produits financiers non acquis	(47,5)	(28,6)
Total	**231,4**	**246,2**
Créances brutes liées aux contrats de crédit-bail		
À moins d'un an	278,9	274,8
Entre un et cinq ans	429,0	408,5
À plus de cinq ans	3,5	2,5
Total créances brutes	**711,4**	**685,8**
Produits financiers non acquis sur les contrats de crédit-bail	**(128,7)**	**(81,3)**
Investissement net dans les contrats de crédit-bail		
À moins d'un an	231,4	246,2
Entre un et cinq ans	347,9	355,0
À plus de cinq ans	3,4	3,3
TOTAL	**582,7**	**604,5**

5-3 : Résultat opérationnel courant et EBITDA

	31 juillet 2023		31 juillet 2022	
	Valeur brute	En %	Valeur brute	En %
Chiffre d'affaires	522,2	100,0 %	523,8	100,0 %
Coût des ventes	(132,7)	(25,4) %	(138,8)	(26,5) %
Marge brute	**389,5**	**74,6%**	**385,0**	**73,5 %**
Charges opérationnelles courantes	(324,8)	(62,2) %	(324,4)	(61,9) %
Résultat opérationnel courant	**64,7**	**12,4 %**	**60,6**	**11,6 %**
Amortissements des immobilisations	47,3	9,1 %	50,8	9,7 %
EBITDA	**112,0**	**21,4 %**	**111,4**	**21,3 %**

5-4 : Détail des charges par nature

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Coûts des stocks reconnus en charges	124,8	126,9
Salaires, bonus, commissions et charges sociales	229,9	226,9
Loyers et charges locatives	2,9	3,2
Honoraires	20,2	20,2
Transport et déplacements	14,5	14,9
Amortissements et dépréciations des immobilisations	47,3	50,8
Autres	17,9	20,3
Total des charges ventilées par nature	**457,5**	**463,2**
Coûts des ventes	132,7	138,8
Coûts d'opérations	324,8	324,4
TOTAL	**457,5**	**463,2**

5-5 : Stocks et en-cours de production

	31 juillet 2023			31 janvier 2023 retraité		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
En-cours de production	3,6	(0,3)	3,3	1,7	(0,1)	1,6
Matières premières	79,0	(9,5)	69,5	15,3	(2,1)	13,2
Produits finis	22,9	(3,8)	19,1	81,2	(10,6)	70,6
Pièces détachées	4,3	(1,3)	3,0	3,9	(1,1)	2,8
TOTAL	**109,8**	**(14,9)**	**94,9**	**102,1**	**(13,9)**	**88,2**

	31 juillet 2023	
	Valeur brute	Dépréciation
Ouverture - retraitée	102,1	(13,9)
Entrées de stocks – net	7,6	-
Dotations	-	(1,2)
Reprises	-	0,2
Autres	(0,1)	-
Écarts de conversion	0,2	0,0
TOTAL	**109,8**	**(14,9)**

5-6 : Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation, d'un montant de 185,5 millions d'euros au 31 juillet 2023, contre 190,9 millions d'euros au 31 janvier 2023, se composent notamment des postes clients créditeurs, des dettes envers le personnel, des compléments de prix à court terme et des dépôts réalisés par les clients au titre de prépaiements d'affranchissement.

5-7 : Charges et produits liés aux acquisitions

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Frais de conseil	0,2	1,0
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues dans l'allocation du prix d'acquisition	3,2	3,6
CHARGES LIÉES AUX ACQUISITIONS	**3,4**	**4,6**

5-8 : Charges nettes pour optimisation des structures

Le Groupe a poursuivi l'optimisation de ses structures. Une charge de 6,0 millions d'euros, nette de 0,3 million d'euros de reprises non utilisées, est comptabilisée à ce titre au premier semestre 2023 contre 3,6 millions d'euros au premier semestre 2022. Cette charge est principalement composée des dépenses encourues par la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions liées aux réorganisations opérées dans le Groupe et de dépenses relatives à des suppressions de postes.

5-9 : Autres charges et produits opérationnels non courants

Aucune autre charge ou produit opérationnel non courant n'a été comptabilisée au cours du premier semestre 2023.

Au 31 juillet 2022, les autres charges opérationnelles non courantes se composaient essentiellement de la moins-value de 0,6 million d'euros réalisée sur la cession des activités graphiques dans les pays nordiques.

5-10 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Quadient a un engagement de caution bancaire en faveur de la poste irlandaise pour un montant de 1,7 million d'euros.

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

En 2022, le Groupe a redéfini ses segments opérationnels au sens de la norme IFRS 8 autour de ses trois solutions : Mail Related Solutions (MRS), les solutions logicielles Intelligent Communication Automation (ICA)) et Parcel Locker Solutions (PLS) :

1. MRS (Mail Related Solutions) regroupe les solutions liées au courrier, activité historique du groupe. Quadient fournit des logiciels, des équipements et des services qui couvrent l'ensemble du processus de gestion du courrier entrant et sortant ;
2. ICA (Intelligent Communication Automation) regroupe les solutions *cloud* de Quadient accompagnant les entreprises dans la gestion des communications clients, la gestion de l'expérience client y compris l'analyse et l'orchestration du parcours client, ainsi que les solutions d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs ;
3. PLS (Parcel Locker Solutions), activité par laquelle Quadient fournit et opère un réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis, apportant aux utilisateurs simplicité et tranquillité d'esprit.

Un quatrième segment était présenté en 2022, les autres activités. Ce segment regroupait les activités graphiques et les autres solutions logicielles d'expédition, cédées en juin 2022.

La répartition du résultat net du Groupe par secteurs s'analyse comme suit :

	MRS	ICA	PLS	31 juillet 2023
Chiffre d'affaires	**357,9**	**119,6**	**44,7**	**522,2**
Résultat sectoriel	**82,2**	**(3,3)**	**(10,8)**	**68,1**
en pourcentage	23,0 %	(2,9) %	(24,1) %	13,0 %
Charges liées aux acquisitions				(3,4)
Résultat opérationnel courant				**64,7**
Charges pour optimisation des structures				(5,7)
Résultat des cessions d'immobilisations				0,1
Autres produits et charges opérationnels				0,0
Résultat opérationnel				**59,1**
Résultat financier				(16,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence				(0,3)
Impôts sur les bénéfices				(5,9)
RÉSULTAT NET				**36,9**

	MRS	ICA	PLS	Autres activités	31 juillet 2022 *
Chiffre d'affaires	**366,8**	**108,0**	**43,7**	**5,3**	**523,8**
Résultat sectoriel	**88,9**	**(10,5)**	**(13,0)**	**(0,2)**	**65,2**
en pourcentage	24,2%	(9,7)%	(29,7)%	(3,8)%	12,4 %
Charges liées aux acquisitions					(4,6)
Résultat opérationnel courant					**60,6**
Charges pour optimisation des structures					(3,6)
Résultat des cessions d'immobilisations					0,0
Autres produits et charges opérationnels					(1,3)
Résultat opérationnel					**55,7**
Résultat financier					(14,1)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence					0,3
Impôts sur les bénéfices					(11,9)
RÉSULTAT NET					**30,0**

* *Le chiffre d'affaires et le résultat sectoriel MRS, PLS et Autres activités au 31 juillet 2022 a été corrigé pour refléter le fait qu'ils incluent désormais les activités précédemment comptabilisées dans les opérations annexes.*

Les prix de transfert entre les divisions sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Le résultat financier correspond essentiellement aux frais financiers liés à chaque ligne d'endettement. Le détail des impacts de la comptabilité de couverture est présenté en note 11 pour la partie des instruments financiers dérivés liés aux opérations de change et de taux.

La répartition par secteur du bilan s'établit ainsi :

	MRS	ICA	PLS	Autres	31 juillet 2023
Actifs sectoriels	1 755,9	520,6	179,6	154,0	2 610,1
TOTAL ACTIF					**2 610,1**
Passifs sectoriels	433,2	156,1	67,9	886,0	1 543,2
Capitaux propres					1 066,9
TOTAL PASSIF					**2 610,1**

	MRS	ICA	PLS	Autres	31 janvier 2023 retraité
Actifs sectoriels	1 774,2	535,4	179,8	132,8	2 622,2
Total actif					**2 622,2**
Passifs sectoriels	497,8	163,6	71,6	836,8	1 569,8
Capitaux propres					1 052,4
Total passif					**2 622,2**

La colonne « Autres » comprend l'endettement net de Quadient S.A., les actifs et passifs relatifs aux usines et à la chaîne logistique ainsi que certains autres actifs et passifs qui ne sont affectables à aucun secteur opérationnel.

Ces actifs et passifs ne sont pas alloués aux différents secteurs opérationnels car seule une allocation basée sur une clé de répartition de chiffre d'affaires pourrait être faite. Cependant, elle générerait des variations potentiellement significatives d'une année sur l'autre pour des zones géographiques données sans que cela ait un lien direct avec leurs propres performances.

NOTE 7 DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Au 31 juillet 2023, les impacts de l'application de la norme IFRS 16 au bilan, au compte de résultat et sur le tableau des flux de trésorerie sont les suivants :

- impacts au compte de résultat

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Annulation charge de loyer	7,4	11,0
Charge d'amortissement	(6,5)	(9,3)
Impact EBIT	**0,9**	**1,7**
Amortissements de la période	6,5	9,3
Impact EBITDA	**7,4**	**11,0**
Charge d'intérêt	(0,8)	(1,0)
Autres charges opérationnelles*	1,7	(0,1)
IMPACT RÉSULTAT NET	**1,8**	**0,6**

* *Cette ligne comprend notamment la dépréciation du droit d'utilisation et les loyers des sites fermés.*

- impacts sur le tableau des flux de trésorerie

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Résultat net	1,8	0,6
Amortissements	6,5	9,3
Coût de l'endettement financier net	0,8	1,0
Intérêts payés	(0,8)	(1,0)
Autres	0,6	0,9
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	**8,9**	**10,8**
Incidence des variations du droit d'utilisation des actifs loués	(6,7)	(1,4)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissements	**(6,7)**	**(1,4)**
Variation des dettes sur obligations locatives	(2,2)	(9,4)
Flux de trésorerie nets provenant des opérations de financement	**(2,2)**	**(9,4)**
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	**-**	**-**

2

- tableaux des variations des droits d'utilisation et des obligations locatives

Au 31 juillet 2023, le montant net des droits d'utilisation s'élève à 30,9 millions d'euros.

	Bâtiments	Autres actifs incorporels	Droits d'utilisation
Valeurs brutes au 31 janvier 2023 - retraité	**107,3**	**27,3**	**134,6**
Nouveaux contrats/renouvellements	6,7	0,0	6,7
Autres variations [(a)]	(9,8)	-	(9,8)
Écarts de conversion	(0,4)	-	(0,4)
Valeurs brutes au 31 juillet 2023	**103,8**	**27,3**	**131,1**
Amortissements au 31 janvier 2023 - retraité	**(82,3)**	**(21,0)**	**(103,3)**
Dotations	(4,4)	(2,1)	(6,5)
Autres variations [(a)]	9,3	-	9,3
Écarts de conversion	0,3	0,0	0,3
Amortissements au 31 juillet 2023	**(77,1)**	**(23,1)**	**(100,2)**
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2023	**26,7**	**4,2**	**30,9**

(a) Les autres variations concernent les contrats résiliés ou non renouvelés.

Au 31 juillet 2023, les obligations locatives s'élèvent à 48,0 millions d'euros dont 16,3 millions d'euros à court terme.

	31 janvier 2023 retraité	Modification de la dette	Rembour-sements	Écarts de conversion	Autres variations*	31 juillet 2023
Obligations locatives non courantes	34,2	5,9	(0,0)	(0,2)	(8,2)	31,7
Obligations locatives courantes	16,3	0,8	(8,9)	-	8,1	16,3
OBLIGATIONS LOCATIVES	**50,5**	**6,7**	**(8,9)**	**(0,2)**	**(0,1)**	**48,0**

* *Les autres variations comprennent essentiellement des reclassements de poste à poste.*

NOTE 8 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux de trésorerie correspondent aux éléments présentés dans le bilan consolidé. Cependant, ces flux peuvent différer des variations bilancielles notamment du fait de la traduction d'opérations en devises autres que la devise fonctionnelle, de la conversion des états financiers des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro et des variations de périmètre.

8-1 : Charges (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Dotations aux amortissements	47,3	50,8
Dotations (reprises) de provisions	(1,2)	(2,1)
(Gains) et pertes liés aux variations de juste valeur	1,3	1,7
Charges et (produits) liés aux paiements en actions	0,5	1,3
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	(0,1)	-
Autres	(0,8)	0,9
TOTAL	**47,0**	**52,6**

Au 31 juillet 2023, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions est principalement liée aux reprises des provisions figurant à l'actif pour (2,0) million d'euros et à la dotation de provisions figurant au passif pour 0,8 millions d'euros.

Au 31 juillet 2022, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions était principalement liée à l'augmentation des provisions pour dépréciation des actifs pour 1,1 million d'euros et aux reprises de provisions figurant au passif pour (3,2) millions d'euros.

La ligne « Gains et pertes liés aux variations de juste valeur » comprend les éléments sans effet sur la trésorerie du résultat financier et notamment la variation de la juste valeur des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange et Partech Entrepreneurs.

La ligne « Autres » comprend notamment le crédit d'impôt recherche pour (0,5) million d'euros au 31 juillet 2023, stable par rapport au 31 juillet 2022.

8-2 : Variation du besoin en fonds de roulement

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Variation des stocks	(7,6)	(13,9)
Variation des créances clients et comptes rattachés	29,7	31,7
Variation du revenu différé	(19,2)	(21,5)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(17,4)	(11,9)
Variation des autres passifs et actifs d'exploitation	(42,8)	(37,8)
TOTAL	**(57,3)**	**(53,4)**

Au 31 juillet 2023, l'évolution des autres passifs et actifs d'exploitation s'explique notamment par (i) les décalages temporels sur les encaissements et décaissements de TVA et par (ii) le paiement au cours du premier semestre des salaires variables et bonus provisionnés au 31 janvier.

8-3 : Incidence des variations de périmètre

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au cours de premier semestre 2023.

Au 31 juillet 2022, les cessions des activités graphiques dans les pays nordiques et des activités *Shipping* avaient généré un encaissement net de 1,6 million d'euros.

8-4 : Souscription et remboursements d'emprunts

En février 2023, Quadient a remboursé son placement privé de droit allemand *Schuldschein* arrivant à échéance pour un montant de 57,0 millions d'euros et pour 1,0 million d'euros en mai 2023.

En juin 2023, Quadient a émis un Prêt Participatif Relance pour un montant de 90,0 millions d'euros.

En juin 2023, Quadient a renouvelé la ligne de crédit revolving auprès de son *pool* de banque pour un montant total de 300,0 millions d'euros, nouvelle ligne ayant une échéance en juin 2028. Ce renouvellement n'a pas entraîné de flux de trésorerie à l'exception des frais liés à l'émission pour un montant de 1,7 million d'euros.

8-5 : Réconciliation des flux des passifs issus des activités de financement

		Flux monétaires		Flux non monétaires		
	31 janvier 2023 retraité	Nouvelles dettes	Rembour-sements	Autres*	Différence de conversion	31 juillet 2023
Dette financière à long terme	729,7	90,3	(39,5)	(2,0)	(2,9)	775,6
Dette financière à court terme	79,1	0,0	(22,2)	(1,2)	(0,3)	55,4
DETTE FINANCIÈRE	**808,8**	**90,3**	**(61,7)**	**(3,2)**	**(3,2)**	**831,0**

* *La colonne « Autres » comprend essentiellement des reclassements et la variation des intérêts courus non échus.*

NOTE 9 EFFECTIFS ET AVANTAGES AU PERSONNEL

9-1 : Masse salariale

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Traitements et salaires, bonus et commissions	181,6	175,9
Charges sociales	47,8	49,7
Paiements en actions	0,5	1,3
TOTAL	**229,9**	**226,9**

9-2 : Provision pour retraites et engagements assimilés

Le principal engagement de retraite du Groupe concerne le Royaume-Uni. Cet engagement de retraite est couvert par un fonds de pension qui affiche un surplus de 30,2 millions d'euros (25,9 millions de livres) au 31 juillet 2023 contre 31,1 millions d'euros (27,4 millions de livres) au 31 janvier 2023. Il est présenté dans les actifs non courants. La norme IAS 19 exige que lorsqu'un régime est en surplus selon les hypothèses retenues, le surplus ne peut être reconnu dans le bilan de l'entreprise que si un avantage économique est possible pour la Société. Selon la lecture des règles du régime, Quadient a un droit inconditionnel à remboursement de toute somme restant dans le fonds une fois la dernière prestation versée au dernier membre bénéficiant du régime. Nous considérons cela comme une justification suffisante pour reconnaître l'excédent comptable au bilan selon la norme IAS 19/IFRIC 14.

Le fonds de pension au Royaume-Uni a été fermé à tout nouveau membre en 2001 et les droits des personnes en faisant partie ont été gelés en juin 2006. Le régulateur britannique demande tous les trois ans une évaluation sur la base d'hypothèses différentes de celles retenues pour l'évaluation selon la norme IAS 19. Si l'évaluation demandée par le régulateur fait apparaître un déficit, Quadient doit le combler par des versements. L'évaluation effectuée pour le régulateur britannique en juin 2020 a mis en évidence un déficit non significatif lié à la conjoncture économique dégradée du milieu de l'année 2020. La prochaine évaluation aura lieu au cours du second semestre 2023.

Les engagements d'indemnités de retraite pour les salariés en France ne sont pas préfinancés, à l'exception de Quadient France qui a souscrit des contrats d'assurance.

À l'exception du Royaume-Uni, aucune nouvelle évaluation des engagements de retraite n'a été faite au 31 juillet 2023.

9-3 : Paiements en actions

Les charges ou (produits) enregistrés au titre des plans d'attribution gratuite d'actions se détaillent de la manière suivante :

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Valorisation des actions gratuites attribuées	0,5	1,3

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Aucune nouvelle attribution gratuite d'actions n'a été effectuée au cours du premier semestre 2023.

NOTE 10 AUTRES PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES DETTES NON COURANTES

10-1 : Autres provisions

	31 janvier 2023 - retraité	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Autres	31 juillet 2023	Partie courante	Partie non courante
Optimisation des structures	4,0	7,8	(7,1)	(0,3)	(0,0)	4,4	3,8	0,6
Garantie clients/risque affaires	0,2	0,0	-	-	-	0,2	0,2	-
Provisions pour litiges	3,0	1,2	(0,5)	(0,2)	(0,1)	3,4	2,2	1,2
Autres	2,0	0,3	(0,4)	-	(0,1)	1,8	1,4	0,4
Engagements de retraite	11,0	0,2	(0,1)	(0,1)	0,0	11,0	-	11,0
TOTAL	**20,2**	**9,5**	**(8,1)**	**(0,6)**	**(0,2)**	**20,8**	**7,6**	**13,2**

OPTIMISATION DES STRUCTURES

Le Groupe poursuit l'optimisation de ses structures.

Des provisions d'un montant total de 4,0 millions d'euros figuraient dans les comptes au 31 janvier 2023. Au cours du premier semestre 2023, une dotation complémentaire de 7,8 millions d'euros et une consommation de la provision d'un montant de (7,1) millions d'euros ont été comptabilisées. Au 31 juillet 2023, cette provision présente un solde de 4,4 millions d'euros.

10-2 : Passifs éventuels

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux.

Les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement. Le Groupe n'a pas identifié de passif éventuel significatif au 31 juillet 2023.

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS, DETTES FINANCIÈRES ET GESTION DES RISQUES

La politique de financement est coordonnée par la direction financière du Groupe. L'ensemble des expositions du Groupe en termes de risque de taux et de risque de change est centralisé au sein de la trésorerie Groupe.

L'ensemble des instruments financiers de la note 11, et notamment ceux présentés dans le tableau 11-1 sont des instruments financiers de niveau 2, dont la détermination de la juste valeur repose sur des données observables.

11-1 : Détail du bilan par instruments financiers

	31 juillet 2023		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/ dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	70,5	70,5	19,0	40,8	-	10,7
Créances – crédit-bail [a]	575,5	544,7	-	575,5	-	-
Autres créances à long terme	4,7	4,7	-	4,7	-	-
Créances clients et comptes rattachés [b]	198,4	198,4	-	198,4	-	-
Autres créances [b]	9,8	9,8	-	9,8	-	-
Instruments financiers dérivés [c]	3,0	3,0	-		-	3,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie [d]	170,1	170,1	-	170,1	-	-
ACTIFS	**1 032,0**	**1 001,2**	**19,0**	**999,3**	**-**	**13,7**
Emprunts, dettes assimilées et découverts bancaires [e]	868,1	835,1	-	-	868,1	-
Autres dettes à long terme	0,7	0,7	-	0,7	-	-
Fournisseurs [b]	63,9	63,9	-	63,9	-	-
Autres dettes d'exploitation [b]	185,5	185,5	-	185,5	-	-
Instruments financiers dérivés [c]	2,8	2,8	-	-	-	2,8
PASSIFS	**1 121,0**	**1 088,0**	**-**	**250,1**	**868,1**	**2,8**

(a) Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de leasing, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers. Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 juillet 2023 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de Postage Financing sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.

(b) Évaluation au coût historique.

(c) Méthode d'évaluation décrite en note 11-4 du document d'enregistrement universel 2022.

(d) Évaluation à la valeur de réalisation.

(e) Les principaux montants de la dette au coût amorti se répartissent comme suit :
- *concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 11-2-6 du document d'enregistrement universel 2022, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et LIBOR USD), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de283,7 millions d'euros ;*
- *concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 juillet 2023. L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 33,0 millions d'euros.*

La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

2

	31 janvier 2023 retraité *		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/ dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	69,6	69,6	18,5	41,0	-	9,4
Créances – crédit-bail [a]	594,9	565,5	-	594,9	-	-
Autres créances à long terme	5,3	5,3	-	5,3	-	-
Créances clients et comptes rattachés [b]	228,7	228,7	-	228,7	-	-
Autres créances [b]	7,6	7,6	-	7,6	-	-
Instruments financiers dérivés [c]	3,1	3,1	-	3,1	-	3,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie [d]	158,1	158,1	-	158,1	-	-
ACTIFS	**1 067,3**	**1 037,9**	**18,5**	**1 038,7**	**-**	**12,5**
Dettes financières et découverts bancaires [e]	843,3	809,8	29,5	-	813,8	-
Autres dettes à long terme	3,3	3,3	-	3,3	-	-
Fournisseurs [b]	80,5	80,5	-	80,5	-	-
Autres dettes d'exploitation [b]	190,9	190,9	-	190,9	-	-
Instruments financiers dérivés [c]	2,4	2,4	-	-	-	2,4
PASSIFS	**1 120,4**	**1 086,9**	**29,5**	**274,7**	**813,8**	**2,4**

* *Cf. Note 1-2 des notes sur les comptes consolidés.*

(a) *Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de leasing, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers. Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 janvier 2023 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de Postage Financing sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.*

(b) *Évaluation au coût historique.*

(c) *Méthode d'évaluation décrite en note 11-4 du document d'enregistrement universel 2022.*

(d) *Évaluation à la valeur de réalisation.*

(e) *La dette à la juste valeur comprend le Schuldschein émis en euros swapé pour 29,5 millions d'euros. Les swaps ainsi que la dette sont enregistrés à la juste valeur comme indiqué en note 11-4 du document d'enregistrement universel 2022.*

Concernant la dette au coût amorti, les principaux montants se répartissent comme suit :
- *concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 11-2-6 du document d'enregistrement universel 2022, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et LIBOR USD), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de 249,3 millions d'euros ;*
- *concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 janvier 2023. L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 33,3 millions d'euros.*

La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

11-2 : Analyse de la dette financière par nature

	Dettes financières et découverts bancaires	Part à court terme des dettes à long terme	Dettes à long terme	31 juillet 2023	31 janvier 2023 retraité
Dette obligataire – Quadient S.A. 2,25 % [a]	-	3,6	324,4	328,0	331,5
Schuldschein [b]	-	43,3	343,8	387,1	447,6
Ligne *revolving* auprès d'établissements bancaires [c]	-	0,4	-	0,4	0,2
Titres négociables à court terme – NEU CP [d]	30,0	-	-	30,0	30,0
Prêt Participatif de Relance (PPR)[e]	-	0,5	90,0	90,5	-
Autres dettes	7,1	7,6	17,4	32,1	34,0
TOTAL	**37,1**	**55,4**	**775,6**	**868,1**	**843,3**

(a) *Quadient a émis le 23 janvier 2020 une obligation publique d'un montant nominal de 325,0 millions d'euros cotée sur Euronext Paris sous le numéro ISIN FR0013478849 après dépôt d'un prospectus auprès de l'Autorité des Marchés Financiers portant le visa n° 20-018 du 21 janvier 2020. Cet emprunt porte un coupon annuel de 2,25 % et est remboursable le 3 février 2025. La comptabilisation aux normes IFRS fait ressortir une dette initiale de 323,1 millions d'euros, soit une dette émise à un taux de 2,3750 %.*

(b) *Quadient a conclu en février 2017 des placements privés de droit allemand (Schuldschein) composé de dix tranches de maturités différentes comprises entre trois et six ans pour un montant total de 135,0 millions d'euros et de 86,5 millions de dollars américains. La dette a été swapée pour un montant de 29,5 millions d'euros. L'ajustement de la dette correspondant à la juste valeur ainsi que les swaps correspondants représentés à l'actif en instruments financiers dérivés actifs non courants ne sont pas significatifs. Quadient a remboursé 26,0 millions d'euros et 28,5 millions de dollars américains en février 2022. Après les différents remboursements effectués en 2021 et 2022, le montant notionnel de cette dette est désormais de 57,0 millions d'euros. La Société a remboursé le notionnal à maturité le 21 février 2023.*
Quadient a conclu en mai 2019 des placements privés de droit allemand (Schuldschein) composé de neuf tranches de maturités différentes comprises entre quatre et sept ans pour un montant total de 130,0 millions d'euros et de 90,0 millions de dollars américains. Quadient a remboursé 41,0 millions d'euros et 36,0 millions de dollars américains en novembre 2021.
Quadient a remboursé en 2022 37,0 millions d'euros et 35,0 millions de dollars américains.
Quadient a remboursé 1,0 million d'euros en mai 2023.
Quadient a conclu en février 2020 des placements privés de droit allemand (Schuldschein) composé de quatre tranches de maturités différentes comprises entre quatre et cinq ans pour un montant total de 30,5 millions d'euros et 13,0 millions de dollars américains.
Quadient a conclu en novembre 2021 des placements privés de droit allemand (Schuldschein) composés de douze tranches de maturités différentes comprises entre cinq et sept ans pour un montant total de 170,0 millions d'euros et 105,0 millions de dollars américains.

(c) *Quadient a conclu le 15 juin 2023 une ligne de crédit revolving tirable en euros et en dollars américains pour un montant initial équivalent à 300 millions d'euros. La durée initiale est de cinq ans, cette ligne de crédit arrivera à échéance en juin 2028. Il s'agit de la première ligne de crédit du Groupe qui intègre des indicateurs de performance RSE ("sustainability-linked loan"). Les critères RSE sont basés sur les objectifs officiels de Quadient en matière de réduction de CO2 pour les scopes 1 & 2 et pour le scope 3, chaque KPI ayant un impact de +/- 2bp sur le taux de marge de la ligne de crédit. À fin juillet 2023, Quadient n'utilise pas cette ligne de financement.*

(d) *Le 26 juin 2023, Quadient a mis à jour le programme de titres négociables à court terme (New European Commercial Paper – NEU CP) de 200,0 millions d'euros. La documentation est disponible sur le site de la Banque de France (https://eucpmtn.banque-france.fr/public/#/liste-des-emetteurs/0d8c9dec-b611-ea11-80f7-001dd8b71ea9). Quadient a émis pour 30,0 millions d'euros de titres sur des maturités comprises entre un et trois mois.*

(e) *Le 20 juin 2023, Quadient a signé un Prêt Participatif de Relance (PPR) d'un montant de 90 millions d'euros. Ce PPR a une maturité de 8 ans et sera dédié aux financement d'équipements connectés dans le cadre du modèle économique par abonnement de Quadient.*

11-3 : Ratios financiers

À l'exception de la dette obligataire Quadient S.A. 2,25 % et des titres négociables à court terme (NEU CP) qui ne sont pas soumis à des ratios financiers, les différentes dettes (*Schuldscheins* et crédits *revolving*) sont soumises au respect de ratios financiers. Le non-respect de ces ratios peut entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2023, l'ensemble des ratios est respecté.

11-4 : Gestion des risques

11-4-1 : RISQUE DE MARCHÉ

Le Groupe est principalement exposé au risque de change qui naît de son activité internationale et au risque de taux se rapportant à la dette du Groupe.

Risque de change

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de change ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de change du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place.

Position à fin juillet 2023

Les tableaux suivants représentent les positions de Quadient au 31 juillet 2023 en matière de couverture de change de ses activités commerciales.

2

EXERCICE 2023 – COUVERTURE DES POSITIONS DU BILAN : SITUATION DES COUVERTURES COUVRANT DES ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN DE QUADIENT AU 31 JUILLET 2023 ET DONT LA RÉALISATION EST ATTENDUE AU PLUS TARD EN OCTOBRE 2023

Notionnels	USD	GBP	CAD	NOK	JPY	SEK	CHF	DKK	CZK	SGD	AUD	PLN
Actifs financiers	44,4	7,5	3,5	20,5	120,8	15,6	2,7	2,1	9,1	0,4	0,7	0,1
Passifs financiers	16,3	5,4	0,2	0,5	59,3	2,2	1,5	1,1	21,2	0,7	0,5	0,3
Position nette avant gestion	**28,1**	**2,1**	**3,3**	**20,0**	**61,5**	**13,4**	1,2	**1,0**	**(12,1)**	**(0,3)**	**0,2**	**(0,2)**
Couverture	(28,5)	(2,0)	(0,7)	(2,0)	(61,5)	(7,9)	(1,2)	(1,0)	12,0	-	(0,2)	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	**(0,4)**	**0,1**	**2,6**	**18,0**	**-**	**5,5**	**-**	**-**	**(0,1)**	**(0,3)**	**-**	**(0,2)**

Quadient met notamment en place des tunnels d'options symétriques. Pour chacun des tunnels, l'exercice réciproque des deux options le constituant, en fonction du cours spot et de la date d'échéance, est peu probable. Par conséquent, pour chaque tunnel, une seule des deux options est reprise dans le tableau ci-dessus.

Le montant d'engagement de ces options symétriques est de 17,0 millions de dollars américains à la vente.

Quadient met également en place des tunnels d'options asymétriques. Aucun tunnel d'options asymétriques est conclu au 31 juillet 2023.

BUDGET 2023 – COUVERTURE DES POSITIONS PRÉVISIONNELLES DU DEUXIÈME SEMESTRE 2023 : SITUATION DES COUVERTURES COUVRANT DES ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS PRÉVISIONNELS DE L'EXERCICE 2022 DONT LA RÉALISATION EST ATTENDUE AU PLUS TARD EN AVRIL 2024

Notionnels	USD	GBP	CAD	NOK	JPY	SEK	CHF	DKK	CZK	SGD	AUD	PLN
Actifs financiers révisionnels	129,5	44,5	1,8	5,0	583,8	42,2	31,3	12.2	128,4	3,8	3,8	0,9
Passifs financiers révisionnels	80,5	10,5	(5,5)	0,5	247,0	11,6	34,3	(0,0)	571,3	6,1	0,5	0,6
Position nette avant gestion	**49,0**	**34,0**	**7,3**	**4,5**	**336,8**	**30,6**	**(3,0)**	**12,2**	**(442,9)**	**(2,3)**	**3,3**	**0,3**
Couverture	(15,0)	(15,0)	0,7	-	(98,4)	-	(3,6)	(2,8)	209,7	(1,8)	(0,3)	(1,0)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	**31,0**	**19,0**	**8,0**	**4,5**	**238,4**	**30,6**	**0,6**	**9,4**	**(233,2)**	**(0,5)**	**3,0**	**(0,7)**

Quadient met notamment en place des tunnels d'options symétriques. Pour chacun des tunnels, l'exercice réciproque des deux options le constituant, en fonction du cours spot et de la date d'échéance, est peu probable. Par conséquent, pour chaque tunnel, une seule des deux options est reprise dans le tableau ci-dessus.

Le montant d'engagement de ces options symétriques est de 1,5 million de livres sterling à la vente de 50,0 millions de couronnes tchèques à l'achat.

Quadient met également en place des tunnels d'options asymétriques. Dans le but de refléter l'engagement

maximum du Groupe, la partie asymétrique de ce type d'opération est prise en compte dans le tableau ci-dessus. La partie asymétrique par devise est la suivante : 15,0 millions de dollars américains à la vente, 1,3 million de livres sterling à la vente et de 50,0 millions de couronnes tchèques à l'achat.

Instruments et valorisations

La couverture des risques de change par la trésorerie du groupe Quadient s'effectue grâce à l'utilisation d'instruments dérivés contractés de gré à gré avec des contreparties externes.

Les instruments en portefeuille ont une durée inférieure à douze mois au 31 juillet 2023. Ces instruments sont listés ci-dessous, en fonction de la période à laquelle ils se rapportent, par typologies et par devises.

EXERCICE 2023 : COUVERTURE DES POSITIONS DU BILAN

Notionnels – Couverture des flux de trésorerie	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de *put*	Options vente de *put*	Options achat de *call*	Options vente de *call*
USD	-	11,5	17,0	-	-	17,0
GBP	-	2,0	-	-	-	-
CAD	-	0,7	-	-	-	-
NOK	-	2,0	-	-	-	-
JPY	-	61,5	-	-	-	-
SEK	-	7,9	-	-	-	-
CHF	-	1,2	-	-	-	-
CZK	12,0	-	-	-	-	-
DKK	-	1,0				
AUD	-	0,2	-	-	-	-

BUDGET 2023 : COUVERTURE DES POSITIONS PRÉVISIONNELLES DU DEUXIÈME SEMESTRE 2023

Notionnels – Total	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de *put*	Options vente de *put*	Options achat de *call*	Options vente de *call*
GBP	-	12,2	1,5	-	-	1,5
CAD	0,7	-	-	-	-	-
JPY	-	98,4	-	-	-	-
CHF	-	3,6	-	-	-	-
DKK	-	2,8	-	-	-	-
CZK	159,7	-	-	50,0	50,0	-
SGD	-	1,8	-	-	-	-
AUD	-	0,3	-	-	-	-
PLN	-	1,0	-	-	-	-

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 11-4-1 du document d'enregistrement universel 2022. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers. Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2023.

Quadient applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couverture.

2

Notionnels	31 janvier 2023 retraité	Mouvements de la période par les capitaux propres – *Fair value via* OCI*	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – *Fair value via* P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2023
Actifs financiers	**1,4**	**0,1**	**(1,0)**	**-**	**(0,1)**	**0,4**
• Couverture des flux de trésorerie	1,3	0,1	(1,0)	-	(0,1)	0,3
• Couverture non efficace	0,1	-	-	-	-	0,1
Passifs financiers	**-**	**-**	**(0,1)**	**-**	**-**	**(0,1)**
• Couverture des flux de trésorerie	-	-	(0,1)	-	-	(0,1)
• Couverture non efficace	-	-	-	-	-	-

* *OCI (Other Comprehensive Income) : Juste valeur par autres éléments du résultat global.*

Risque de taux

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de taux ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de taux du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place. Le Groupe assure la couverture du risque de taux en fonction de la dette actuelle mais également en fonction de l'évolution probable de sa dette (évolution des tirages sur sa ligne de crédit *revolving*).

Position à la fin du semestre

Le tableau suivant représente par échéance la position de Quadient au 31 juillet 2023 pour les principales devises :

	EUR				USD			
Notionnels	**< 1 an**	**à 5 ans**	**> 5 ans**	**Total**	**< 1 an**	**1 à 5 ans**	**> 5 ans**	**Total**
Dettes financières	**33,9**	**514,4**	**120,8**	**669,1**	**60,7**	**83,1**	**65,0**	**208,8**
Dont dettes à taux fixes	26,8	346,1	120,8	493,7	23,5	32,8	24,0	80,3
ÉCHÉANCIER DES COUVERTURES CORRESPONDANTES	**35,0**	**-**	**100,0**	**135,0**	**25,0**	**215,0**	**-**	**240,0**

Détails des instruments dérivés

Les instruments en portefeuille sont listés ci-dessous par typologies, par devises et par date de maturité.

Notionnels	Devises	< 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Échéance > 5 ans
Cross currency swap	EUR/USD	-	19,0/21,2 11,0/11,6	-
Swap emprunteur	USD	-	25,0	-
	USD	25,0	190,0	-
Achat de *cap*	EUR	35,0	-	-
Achat de *floor*	USD	-	30,0	-
vente de *floor*	USD	-	50,0	-
Achat de *call swaption*	EUR	-	-	100,0
Achat de *put swaption*	EUR	-	-	100,0

Valorisation des instruments

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 11-4-1 du document d'enregistrement universel 2022. Ainsi, l'intégralité des instruments dérivés de taux est valorisée au bilan et en compte de résultat à leur valeur de marché selon la norme IFRS 9. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers. Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2023.

La variation de la valeur de marché des instruments non éligibles à la comptabilité de couverture a été entièrement comptabilisée en résultat financier. La part inefficace des instruments éligibles à la comptabilité de couverture, ainsi que la valeur temps de ces instruments, ont été comptabilisées en résultat financier. La variation de la valeur intrinsèque de ces derniers a été comptabilisée en ajustement des capitaux propres.

Quadient applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couvertures.

	31 janvier 2023 retraité	Prime sur nouvelles opérations	Mouvements de la période par les capitaux propres – *Fair value via* OCI*	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – *Fair value via* P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2023
Actifs financiers (dérivés)	**8,3**	**1,2**	**0,1**	**0,7**	**0,6**	**(0,1)**	**10,8**
Instruments dérivés en *fair value hedge*	(0,0)	-	-	-	0,0	-	-
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	8,4	1,2	0,1	0,7	0,6	(0,1)	10,8
Instruments dérivés non éligibles	(0,1)	-	-	-	-	0,0	(0,0)
Passifs financiers (dérivés)	**1,6**	**0,6**	**-**	**(0,3)**	**-**	**0,1**	**2,0**
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	1,6	0,6	-	(0,3)	-	0,1	2,0
Instruments dérivés non éligibles	-	-	-	-	-	-	-

* *Juste valeur par autres éléments du résultat global.*

Au 31 juillet 2023, la valorisation des instruments financiers aux normes IFRS 13 est proche de zéro.

11-4-2 : RISQUE DE LIQUIDITÉ

Compte tenu du niveau actuel de son endettement, le Groupe considère que sa capacité d'autofinancement (telle que définie dans l'état des flux de trésorerie consolidés) lui permettra de satisfaire facilement le service de sa dette. Les dettes du Groupe (obligations, placements privés et crédits *revolving*) sont soumises au respect de ratios financiers qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2023, l'ensemble des ratios financiers est respecté.

La capacité à satisfaire le service futur de la dette dépendra néanmoins de la performance *future* du Groupe, qui est en partie liée à la conjoncture économique que le Groupe ne peut pas maîtriser. Aucune garantie ne peut donc être donnée quant à la capacité du Groupe à couvrir ses besoins financiers futurs.

Au 31 juillet 2023, le Groupe dispose de 300 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées.

11-4-3 : RISQUE DE CRÉDIT

Exposition au risque de contrepartie clients (créances clients, créances de crédit-bail et comptes rattachés)

Le risque de crédit est limité en raison, d'une part de la diversité et du nombre très important de clients et d'autre part de la valeur unitaire faible des contrats. À ce titre, aucun des contrats ne représente plus de 3 % du chiffre d'affaires.

Les principales filiales du Groupe sont dotées d'équipes et d'outils informatiques permettant une relance personnalisée des clients en cas d'impayés. Par ailleurs, les activités de crédit-bail et de financement de l'affranchissement disposent de leur propre outil de notation de crédit des clients et utilisent de façon systématique lors de l'entrée en relation avec le client les services d'une société externe de notation de crédit.

Lors des revues mensuelles menées par la direction financière du Groupe, le poste clients de chaque filiale est analysé.

11-4-4 : EXPOSITION AU RISQUE LIÉ À LA DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES FOURNISSEURS

Le principal fournisseur du Groupe est Sparck Technologies, entreprise spécialisée dans les systèmes d'emballage automatique, qui représente 16,6 % des achats du Groupe en 2022. En 2021, le principal fournisseur du Groupe était Zhilai qui représentait 15,7 % des achats du Groupe. Les cinq premiers fournisseurs et les dix premiers fournisseurs représentent respectivement 22,6 % et 33,9 % du total des achats en 2022 contre 21,5 % et 31,0 % en 2021.

Une rupture d'approvisionnement en provenance de ces fournisseurs pourrait affecter significativement l'activité du Groupe, même si des clauses contractuelles garantissent le Groupe contre cette éventualité, Quadient a d'ailleurs mis en place des solutions alternatives au cas où une pareille éventualité viendrait à se produire.

11-4-5 : EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Le Groupe a défini une liste de banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble de ses filiales et a rendu obligatoires les dépôts de liquidité auprès des banques autorisées. De façon plus générale, l'ensemble des services bancaires ne peut être confié à des banques autres que celles définies dans cette liste. Les exceptions à cette politique sont gérées de façon centralisée par la trésorerie Groupe.

Concernant la compensation des instruments dérivés et en conformité avec la norme IFRS 7, Quadient présente avant compensation une valeur d'instruments dérivés à l'actif d'un montant de 8,1 millions d'euros et une valeur au passif de 0,1 million d'euros. Ces opérations sont traitées auprès de huit partenaires bancaires. Au 31 juillet 2023, le montant net de ces instruments est un passif de 8,0 millions d'euros.

11-4-6 : EXPOSITION AU CONFLIT UKRAINIEN

Dans le contexte du conflit armé en Ukraine, le groupe Quadient n'attend pas à l'heure actuelle, d'impact significatif sur sa situation financière. L'exposition commerciale est limitée : Quadient ne menait aucune activité significative avec l'Ukraine ou la Russie et a cessé ses activités avec la Russie conformément aux sanctions imposées par l'union Européenne. Quadient n'est pas exposé à la chaîne d'approvisionnement dans la région et n'a pas d'employés directs dans ces pays. Quadient travaille avec un petit groupe de développeurs de logiciels contractuels qui soutiennent et développent la solution YayPay. Cette solution est fondée sur de l'informatique dématérialisé, hébergé dans l'Union Européenne et en Amérique du Nord et est gérée et entretenue à distance de manière sécurisée partout dans le monde. Des plans de continuité des activités ont été mis en place partout dans le monde et Quadient ne prévoit aucune perturbation dans l'utilisation et le support du logiciel. Cependant, les sanctions imposées à la Russie par un certain nombre de pays pourraient conduire à un ralentissement économique au niveau mondial, le Groupe n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, de chiffrer un éventuel impact.

NOTE 12 SITUATION FISCALE

12-1 : Preuve d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle est la suivante :

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Résultat avant impôts	43,1	41,7
Taux d'IS de la société mère	25,8 %	25,0 %
Impôt au taux de la société mère	11,1	10,4
Différences de taxation liée aux différents taux	(2,0)	(3,4)
ODIRNANE	-	(0,8)
Différences permanentes *	(2,0)	6,0
Variation de taux et autres éléments non récurrents	(0,2)	0,5
Ajustements d'IS années précédentes	(0,4)	(0,8)
Autres	(0,6)	0,0
IMPÔT TOTAL	**5,9**	**11,9**
TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	**13,7 %**	**28,7 %**

* *Les différences permanentes incluent notamment le produit d'impôt lié au transfert de propriété intellectuelle en 2023 et les déficits fiscaux non reconnus.*

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Charge (produit) d'impôt courant	20,6	10,6
Charge (produit) d'impôt différé	(14,7)	1,3
IMPÔT TOTAL	**5,9**	**11,9**

La réforme de la fiscalité internationale élaborée par l'OCDE, dite « Pilier 2 », visant notamment à établir un taux d'imposition minimum de 15 %, devrait entrer en application en France à compter de l'exercice 2024.

Les modalités définitives de mise en œuvre sont attendues au second semestre 2023. Le Groupe a initié un projet afin d'identifier les incidences et d'organiser les processus permettant de se conformer à ses obligations. En l'état actuel des réglementations des pays dans lesquels le Groupe est implanté, et sous réserve des précisions réglementaires à venir, les conséquences financières devraient être limitées.

2

12-2 : Impôts différés actifs et impôts différés passifs

Les impôts différés proviennent essentiellement des éléments suivants :•

	31 janvier 2023 retraité	Mouvements de la période – capitaux propres	Mouvements de la période – résultat	Autres variations[(a)]	Écarts de change	31 juillet 2023
Reports déficitaires	13,1	-	3,2	-	0,1	16,4
Provisions pour départs en retraite	2,5	(0,3)	(0,1)	-	0,0	2,1
Charges à déductibilité différée						
• stocks et créances douteuses	3,5	-	(0,7)	-	(0,0)	2,8
• provisions liées aux employés	2,1	-	0,0	0,0	(0,1)	2,0
• amortissement des immobilisations	49,1	-	14,7	-	(1,4)	62,4
• autres provisions à déductibilité différée	(0,7)	-	(0,2)	-	(0,3)	(1,2)
• activités de crédit-bail	(102,4)	-	(2,5)	-	1,8	(103,1)
Brevets	2,5	-	-	-	-	2,5
Élimination de marges	2,7	-	0,3	-	(0,2)	2,8
Capitalisation des frais de recherche et développement	(21,0)	-	(0,1)	-	(0,3)	(21,4)
Taxes sur PPA	(6,4)	-	0,8	-	(0,0)	(5,6)
Amortissement des écarts d'acquisition	(41,1)	-	(0,9)	-	0,6	(41,4)
Fonds de pension	(10,9)	0,8	(0,2)	-	(0,3)	(10,6)
IFRS 16	-	4,7	(0,4)		(0,0)	4,3
Autres différences temporaires	(12,2)	0,3	0,8	-	(0,1)	(11,2)
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS)	**(119,2)**	**5,5**	**14,7**	**0,0**	**(0,2)**	**(99,2)**

(a) La colonne « Autres variations » représente essentiellement des reclassements de poste à poste.

Conformément à la norme IAS 8, l'impact de l'application de l'amendement à IAS 12 - impôts différés liés à des actifs et des passifs générés par une transaction unique a été comptabilisé en correction d'ouverture pour un montant de 4,7 millions d'euros.

La reconnaissance des impôts différés actifs a été revue au 31 juillet 2023. Les déficits fiscaux reportables activés au bilan font l'objet d'une dépréciation dès lors qu'il a été jugé probable de ne pas pouvoir les utiliser dans un horizon de cinq ans. Cette provision, présentée nettée sur la ligne « Reports déficitaires », s'élève à (16,7) millions d'euros au 31 juillet 2023. Les déficits fiscaux reportables dépréciés représentent une base d'impôt d'environ 63,8 millions d'euros au 31 juillet 2023. Il existe des déficits fiscaux non activés dans le Groupe.

NOTE 13 RÉSULTAT PAR ACTION

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué par action pour l'ensemble des activités :

	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Résultat net – part du Groupe	**35,8**	**28,8**
Dividendes ODIRNANE	-	(3,4)
Résultat de base retraité (A)	**35,8**	**25,4**
Impact des instruments dilutifs :		
• actions gratuites dilutives	0,5	-
Résultat net dilué (B)	**36,3**	**25,4**
Nombre d'actions en circulation	33 975	33 972
Effet *prorata temporis* des paiements de dividendes en actions, levées de *stock-options*, rachat d'actions en voie d'annulation et contrat de liquidité	6	(118)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)* (C)	**33 981**	**33 854**
Nombre moyen pondéré d'actions gratuites en circulation, *prorata temporis*	553	-
Nombre d'actions dilué (en milliers)* (D)	**34 534**	**33 854**
RÉSULTAT NET PAR ACTION (EN EUROS) (A)/(C)	**1,05**	**0,75**
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS) (B)/(D)	**1,05**	**0,75**

* *Nombre moyen pondéré sur la période.*

Au 31 juillet 2022, les actions gratuites avaient un effet relutif et avaient donc été exclus du calcul du résultat net dilué par action.

NOTE 14 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au courant du mois d'août dans le cadre de sa clôture semestrielle, Quadient a identifié des irrégularités comptables et des pratiques non conformes aux procédures du Groupe imputables à l'équipe finance responsable des filiales italiennes et suisses Mail-Related Solutions (Cf. Note 1-2 des notes aux comptes consolidés).

Le 18 septembre 2023, Quadient a annoncé l'acquisition de la société canadienne Daylight Inc., solution Saas (Software as a service) dont la plateforme offre une capacité inégalée d'automatisation intelligente des formulaires et permet aux clients de créer des formulaires techniques rapidement et facilement.

Depuis la clôture du 31 juillet 2023 jusqu'à la date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par le Conseil d'administration le 19 septembre 2023, il n'y a pas eu d'autre changement significatif dans la situation commerciale ou financière du Groupe.

2.3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er février au 31 juillet 2023

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Quadient S.A., relatifs à la période du 1er février au 31 juillet 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

   Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

   Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

   Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'investigation en cours au titre de pratiques comptables irrégulières exposée dans la note 1.2 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés.

2. Vérification spécifique

   Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

   Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 18 octobre 2023

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Francisco Sanchez

ERNST & YOUNG et Autres

May Kassis-Morin

3

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport semestriel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes du semestre clos le 31 juillet 2023 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport semestriel d'activité, figurant dès la page 2, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Monsieur Geoffrey Godet

Directeur général

Conception & réalisation LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80

quadient

42-46, avenue Aristide Briand
92220 BAGNEUX - FRANCE

https://invest.quadient.com